ETF Working together Learning for life

European Training Foundation

INITIATIVES DE CADRES RÉGIONAUX DE CERTIFICATIONS DANS LE MONDE 2020

UNE ÉTUDE COMPARATIVE

THE EU AGENCY SUPPORTING COUNTRIES TO DEVELOP THROUGH LEARNING

Clause de non-responsabilité

Le présent rapport est le fruit d'un effort conjoint de 3s research laboratory — Forschungsverein et du projet de certifications de l'ETF. Il a été rédigé en octobre 2020 et finalisé en février 2021.

Le rapport a été élaboré par Monika Auzinger (3s), Eduarda Castel-Branco (ETF), Arjen Deij (ETF) et Julia Fellinger (3s).

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

arjen.deij@etf.europa.eu ou eduarda.castel-branco@etf.europa.eu

Le contenu de ce rapport relève de la seule responsabilité de la Fondation européenne pour la formation (ETF) et ne reflète pas nécessairement les points de vue des institutions de l'Union européenne.

© Fondation européenne pour la formation, 2021

5 PRÉAMBULE

En 2014, 21 % des citoyens de l'Union avaient entendu parler du CEC, tandis que 9 % savaient à quel niveau du CEC se situaient leurs certifications. Ces chiffres auront augmenté entre-temps, mais les cadres régionaux des certifications (ou les CRC) ne parlent pas à l'imagination des citoyens. Les CRC sont des outils qui sont conceptuellement éloignés des personnes. Leur fonctionnement est souvent indirect et leurs effets difficiles à mesurer. Malgré cela, nous pouvons parler du CEC comme d'une marque mondiale et du CRC le plus connu dans le monde. Toutefois, le CEC n'est pas le seul CRC. Les CRC relient généralement les CNC de plusieurs pays dans une seule région du monde. Ils sont souvent liés à des communautés économiques régionales telles que l'UE, l'ASEAN, la Caricom ou la CDAA. Certains cadres ne sont pas unis par la géographie, mais par d'autres éléments contraignants tels que la langue, un héritage culturel commun ou des intérêts communs. Dans le passé, nous avons utilisé le terme «cadres transnationaux des certifications», mais dans la présente publication, le terme «CRC» est utilisé pour assurer la conformité à la recommandation concernant le CEC.

Dans un monde où les personnes apprennent et travaillent dans différents contextes, les certifications sont des documents officiels qui servent à signaler les connaissances et compétences évaluées des personnes.Les certifications peuvent être des passeports qui permettent la mobilité internationale.Toutefois, les pays peuvent également utiliser les CNC comme des dispositifs de contrôle d'entrée.Les CRC sont des instruments visant à garantir que les certifications deviennent des passeports, en soutenant l'élaboration et la mise en relation des CNC.Dans notre monde interconnecté, la mobilité pour le travail et l'apprentissage ne se limite pas seulement à la mobilité entre les pays *au sein* d'une même communauté économique régionale.En pratique, de nombreuses personnes se déplacent d'une telle «région» ou d'un bloc économique à d'autres. Ainsi, l'UE accueille plus de migrants de pays tiers qu'elle ne voit de migrations entre ses propres États membres.Pendant la crise de la COVID-19, le travail et l'apprentissage à distance sont devenus beaucoup plus habituels et les distances physiques sont de moindre importance.La crise aura accéléré, par exemple, le travail via une plateforme, de sorte que de nombreuses personnes originaires d'une autre région du monde restent dans leur propre pays, mais travaillent sous contrat pour des employeurs établis dans un autre pays.Il est donc important de regarder au-delà des limites actuelles des cadres régionaux des certifications.

La recommandation de 2017 concernant le CEC était axée sur l'avenir, dans la mesure où elle invitait la Commission, en coopération avec les États membres et les parties prenantes, à étudier les possibilités de définir et d'appliquer des critères et des procédures permettant, conformément aux accords internationaux, de comparer (le terme utilisé dans la recommandation[1]) les cadres nationaux et régionaux des certifications des pays tiers avec le CEC. Un groupe de projet a été mis en place rassemblant des membres de différents pays au sein du groupe consultatif pour le CEC, de différents services de la Commission, du Cedefop et de l'ETF, afin d'étudier l'approche, les sujets et les procédures de cette comparaison.

[1] Le terme «référencement» est utilisé, dans le contexte du CEC, plus précisément pour la liaison officiellement approuvée par l'UE, l'EEE et les pays candidats de leurs CNC au CEC.Il a défini des limites géographiques et une signification politique spécifique.

Le groupe a demandé à l'ETF de préparer une étude de fond sur la situation actuelle des CRC. La présente étude a été préparée au cours de l'été 2020, en s'appuyant largement sur des entretiens, étant donné que la documentation écrite sur les CRC est souvent limitée. Les informations recueillies montrent clairement l'étendue et la portée des CRC à ce jour, à quel point ils sont différents les uns des autres, mais aussi où ils présentent des points communs avec le CEC.

Nous espérons que le rapport stimulera la réflexion sur la comparaison et les liens possibles entre les CRC. Compte tenu de la nature des éléments d'appréciation, nos conclusions constituent un bref aperçu de l'évolution à un moment donné. Nous pensons qu'ils constituent une bonne base pour une première discussion sur la manière de relier le CEC à d'autres CRC. La discussion au sein du groupe de projet a servi à vérifier nos premières conclusions et recommandations. Alors que ces travaux n'étaient initialement destinés qu'au groupe de projet et au groupe consultatif pour le CEC, il est apparu clairement, tout au long de la période de recherche, que nos collègues d'autres parties du monde participant à l'élaboration d'autres CRC pourraient également être intéressés par ces conclusions. Il a donc été proposé de partager les résultats de ce rapport avec un public plus large.

6 Table des matières

5 PRÉAMBULE 2

6 TABLE DES MATIERES 4

7 LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES 5

8 TABLEAUX 5

9 LISTE DES ABREVIATIONS 6

1 SYNTHESE 7

2 INTRODUCTION 10

2.1 INTRODUCTION ET OBJECTIF DU PRESENT RAPPORT 10
2.2 PRINCIPALES DEFINITIONS 11
2.3 CONTEXTE 12
2.4 METHODE 14

3 PRINCIPALES CONCLUSIONS DE LA RECHERCHE 15

3.1 CRITERES D'ANALYSE 15
3.2 APPROPRIATION ET ENGAGEMENT DES CRC 17
3.3 OBJECTIFS DES CRC ET LEUR CADRE STRATEGIQUE 21
3.4 MOBILITE ET MIGRATION 25
3.5 ASSURANCE DE LA QUALITE 28
3.6 CHAMP D'APPLICATION: TENDANCE A LA MISE EN PLACE DE CADRES GLOBAUX 31
3.7 ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DANS DIFFERENTS CRC 32
3.8 SPECIFICATIONS CONCEPTUELLES ET TECHNIQUES 35
3.8.1 Descripteurs de niveau 35
3.8.2 Processus de référencement/d'alignement 36
3.8.3 Registres régionaux des certifications et certifications régionales communes 39
3.8.4 Communication et diffusion 41
3.9 PRIORITES, JALONS ET PERSPECTIVES 43
3.9.1 Caractère durable des initiatives 44
3.9.2 Incidence de la COVID-19 45
3.10 LIENS ENTRE LES CRC 46
3.11 COMPARAISON AVEC LE CEC 49
3.11.1 Niveau d'intérêt pour un dialogue avec le CEC 49
3.11.2 Dans quelle mesure les autres CRC sont-ils différents du CEC? 49

4. DEVELOPPER LE CADRE CONTINENTAL AFRICAIN DES CERTIFICATIONS 51

5 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS PROVISOIRES 59

6 COMPARER LE CEC ET LES AUTRES CRC — PROCHAINES ÉTAPES 63

7 FICHES D'INFORMATION SUR LE CRC 65

7 Liste des tableaux et figures

8 Tableaux

Tableau 1 Liste des initiatives relevant du CRC recensées 12
Tableau 2 Appropriation et gouvernance des initiatives relevant du CRC 19

Figures

Figure 1 Objectifs des initiatives relevant du CRC 23
Figure 2 Lignes directrices relatives à l'assurance de la qualité du SADCQF 30
Figure 3 Niveaux de l'EAQFHE 32
Figure 4 Calendrier du SADCQF 33
Figure 5 Mise en œuvre du SADCQF 34
Figure 6 Descripteurs de niveau du TQF pour les niveaux 8 à 10 36
Figure 7 Critères et feuille de route pour l'alignement du SADCQF 37
Figure 8 Site web du cadre des certifications de la zone Pacifique (PQF) 42
Figure 9 Aperçu des initiatives relevant du CRC à travers le monde 48
Figure 10 Vision de l'ACQF 51
Figure 11 Aperçu de l'étude cartographique de l'ACQF 54

Encadrés

Encadré 1 Le processus de référencement du TQF tel que décrit par l'instrument de référencement du TQF 39
Encadré 2 PQF: élaboration d'un système régional d'accréditation des certifications et microqualifications régionales 41
Encadre 3 Communication du SADCQF 43

9 Liste des abréviations

Initiatives relevant du cadre régional des certifications

ACQF	Cadre continental africain des certifications
AQF, modèle ANQAHE	Cadre des certifications arabe pour l'enseignement supérieur
AQRF	Cadre de référence des certifications de l'ASEAN
CAMES	Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur
CEC	Cadre européen des certifications
CQF	Cadre des certifications de la Communauté des Caraïbes (Caricom)
EAQFHE	Cadre des certifications d'Afrique de l'Est pour l'enseignement supérieur
GQF	Cadre des certifications des pays du Golfe
MCAP	Marco de Cualificaciones Alianza del Pacífico
Mcesca	Marco de Cualificaciones para la Educación Superior
PQF	Cadre des certifications de la zone Pacifique
PRQS	Registre océanien des certifications et des normes
SADCQF	Cadre des certifications de la Communauté de développement de l'Afrique australe
TQF VUSSC	Cadre des certifications transnational de l'université virtuelle des petits États du Commonwealth

Autres abréviations

ANQAHE	Réseau arabe pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement supérieur
AP	Alianza del Pacífo (Alliance du Pacifique)
AQVN	Réseau africain de vérification des certifications
ASACR	Association sud-asiatique de coopération régionale
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ASG-QA	Références et lignes directrices africaines pour l'assurance qualité
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CAMES	Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur
CC	Cadre des certifications
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CDAA	Communauté de développement de l'Afrique australe
Cedeao	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
Cedefop	Centre européen pour le développement de la formation professionnelle
CESA	Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique
CICan	Collèges et instituts Canada
CNC	Cadre national des certifications
COL	Commonwealth of Learning
CRC	Cadre régional des certifications
DDC	Direction du développement et de la coopération
EAU	Émirats arabes unis
ECTS	Système européen de transfert et d'accumulation de crédits
EEES	Espace européen de l'enseignement supérieur
EFP	Enseignement et formation professionnels
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
EQAP	Programme de qualité et d'évaluation de l'éducation [> PQF]
ES	Enseignement supérieur
ETF	Fondation européenne pour la formation
Groupe consultatif pour le CEC	Groupe consultatif pour le cadre européen des certifications
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
IUCEA	Conseil interuniversitaire pour l'Afrique de l'Est
LMD	Licence-master-doctorat
OIT	Organisation internationale du travail
PRED	Programme de reconnaissance et d'équivalence des diplômes [> CAMES]
QA	Assurance de la qualité
TCCA	Comité technique pour la certification et l'accréditation [> SADCQF]
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
Unesco	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine

1 Synthèse

L'objectif de l'étude est de cartographier les dernières évolutions des cadres régionaux des certifications (CRC) et d'étudier la faisabilité d'une comparaison avec le CEC. Le point de départ a été l'exploration d'approches permettant de comparer les cadres régionaux des certifications en dehors du champ d'application géographique du CEC avec le CEC à la lumière de la recommandation de 2017 concernant le CEC[2].

L'étude soutient le groupe de projet du groupe consultatif pour le CEC qui étudie le processus de comparaison. À l'heure actuelle, la documentation disponible sur les CRC est limitée, de sorte que cette étude a dû s'appuyer en grande partie sur des entretiens. La recherche a partiellement coïncidé avec l'exercice de la cartographie du cadre continental africain des certifications (ACQF) en cours d'évolution, qui fournit des informations riches et actualisées sur le contexte et la dynamique des cadres des certifications sur ce continent.

L'étude a permis de recenser et de comparer 15 initiatives relevant du CRC. Le CEC et le CC-EEES ne sont pas inclus dans les CRC étudiés étant donné que l'exercice visait à recueillir des informations sur la faisabilité de comparaison d'autres CRC avec le CEC.

Initiatives relevant du CRC recensées et étudiées	
1. Cadre continental africain des certifications (ACQF)	9. Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en Afrique de l'Est
2. Cadre des certifications arabe pour l'enseignement supérieur (AQF; modèle ANQAHE)	10. Marco de cualificaciones Alianza del Pacífico (Alliance du Pacifique) (MCAP)
3. Cadre de référence des certifications de l'ASEAN (AQRF)	11. Marco de Cualificaciones para la Educación superior centroamericana (Mcesca)
4. Cadre des certifications de la Caricom (CQF)	12. Registre océanien des certifications et des normes/cadre des certifications de la zone Pacifique (PQF)
5. Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES)[3]	13. Cadre des certifications de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA)
6. Cadre régional des certifications de la Cedeao pour l'Afrique de l'Ouest	14. Cadre régional des certifications de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR)
7. Cadre des certifications d'Afrique de l'Est pour l'enseignement supérieur (EAQFHE)	15. Cadre des certifications transnational de l'université virtuelle des petits États du Commonwealth (TQF VUSSC)
8. Cadre des certifications des pays du Golfe (GQF)	

[2] Le point 13 recommande à la Commission, en coopération avec les États membres et les parties prenantes au sein du groupe consultatif pour le CEC, d'étudier les possibilités de définir et d'appliquer des critères et des procédures permettant, conformément aux accords internationaux, de comparer les cadres nationaux et régionaux des certifications des pays tiers avec le CEC. https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32017H0615(01)&from=FR

[3] Le CAMES est une institution intergouvernementale chargée de l'harmonisation des politiques et de l'intégration des systèmes d'enseignement supérieur d'Afrique occidentale et centrale et de l'océan Indien. En ce qui concerne la mise en œuvre du système licence-master-doctorat (LMD), le CAMES joue un rôle de soutien, de conseil et de suivi. Le CAMES est une agence régionale d'assurance qualité et d'accréditation et, grâce à son programme de reconnaissance et d'équivalence des diplômes (PRED), il peut également être considéré comme un cadre régional des certifications (dans l'enseignement supérieur).

La plupart de ces CRC sont des instruments mis au point par les communautés économiques régionales. Les objectifs de ces blocs varient selon les cas, mais ils comprennent généralement la promotion des échanges entre les membres de la communauté et, partant, la stimulation de la croissance économique, une plus grande mobilité de la main-d'œuvre, un développement et une coopération socioculturels plus larges dans la région et un renforcement des échanges scolaires. Un certain nombre d'initiatives relevant du CRC ont été mises au point par des acteurs non étatiques, en particulier des organisations d'agences d'assurance de la qualité opérant dans le domaine de l'enseignement supérieur. La plupart des membres des CRC sont des pays à revenu faible et intermédiaire et font partie du programme de développement économique régional. Le soutien financier et en ressources humaines limité a constitué un problème pour un certain nombre d'initiatives relevant du CRC examinées. La plupart des CRC ont des plans de mise en œuvre, mais leurs calendriers sont menacés par la pandémie actuelle et par le manque de ressources. Les organisations internationales et les donateurs soutiennent ou ont soutenu un certain nombre d'initiatives relevant du CRC par une assistance technique et des subventions. L'UE, en tant que premier donateur du monde, a participé à de nombreuses initiatives. La plupart de ces aides sont limitées dans le temps et ne sont disponibles que pendant une période de développement limitée.

Les objectifs déclarés des initiatives relevant du CRC s'inscrivent principalement dans les trois domaines suivants, qui sont partiellement liés entre eux: 1) la mobilité (des travailleurs et des apprenants), 2) la qualité/l'assurance de la qualité et 3) l'harmonisation vers la comparabilité et la transparence. De nombreux documents d'orientation du CRC font référence à la mobilité de la main-d'œuvre et des apprenants. Le contexte migratoire entre l'Asie et les États arabes est particulièrement intéressant. La plupart des CRC ont des exigences explicites en matière d'assurance de la qualité et sont souvent intégrés aux agences d'assurance de la qualité. Il existe un lien étroit entre l'enregistrement des certifications et l'assurance de la qualité. Le cadre de référence des certifications de l'ASEAN (AQRF), par exemple, repose sur des principes d'assurance de la qualité pour i) les agences d'enregistrement et d'accréditation, ii) l'évaluation de l'apprentissage et iii) la réglementation de la délivrance des certificats. L'assurance de la qualité de la fourniture en ligne et des microqualifications est une question émergente importante.

Certains cadres étaient initialement axés sur l'enseignement supérieur ou sur l'enseignement professionnel, mais les résultats de cette étude ont montré une nette tendance vers des cadres globaux ou unifiés. En ce qui concerne le nombre de niveaux dans un cadre, à travers le monde on peut observer une prévalence de CRC à 10 niveaux. La mise en œuvre de nombreuses initiatives relevant du CRC connaît des progrès, certaines ayant connu des évolutions significatives, en particulier au cours des dernières années. Néanmoins, pour un certain nombre de CRC, les progrès ont été difficiles. La gouvernance régionale est une question essentielle. Les organes d'exécution peuvent se situer aussi bien au niveau national qu'au niveau régional. Certains CRC s'emploient à élaborer les registres du CRC, mais très peu d'initiatives relevant du CRC disposent à ce jour de sites web dédiés pour promouvoir leurs cadres ou pour fournir des renseignements complémentaires à leur sujet. L'une des exceptions est le site web du cadre des certifications de la zone Pacifique (PQF)[4].

[4] https://prqs.spc.int/

Les liens entre les cadres des certifications sont un élément important. Seules quelques-unes des initiatives relevant du CRC étudiées ont déjà mis en place des processus d'alignement/de référencement qui relient systématiquement les CNC membres au CRC de la même manière que le CEC. Les exemples les plus pertinents sont le cadre des certifications de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADCQF) et l'AQRF. Les CRC ont des frontières poreuses et ne constituent pas un espace de coopération et d'analyse comparative exclusif et fermé entre les CNC. Le rapport montre qu'il existe des liens bilatéraux entre plusieurs CNC qui ne font pas partie du même CRC, tandis que certains CNC font partie de plus d'un CRC.

Nombreux se sont comparés unilatéralement au CEC. Il existe un vif intérêt pour un dialogue entre les initiatives existantes relevant du CRC et le CEC en vue d'une comparaison avec le CEC. Toutefois, peu d'initiatives ont atteint une phase de mise en œuvre qui permettra une comparaison avec le CEC dans un avenir très proche. La question est donc de savoir comment renforcer le dialogue entre les initiatives relevant du CRC et le CEC (ce qui apparaît clairement comme une demande lors des entretiens), si la comparaison avec le CEC n'est pas (encore) envisageable.

2 INTRODUCTION

2.1 Introduction et objectif du présent rapport

Le présent rapport est le résultat d'une mission de recherche menée dans le cadre du soutien apporté par l'ETF au groupe consultatif pour le CEC, qui soutient les travaux de son groupe de projet dédié à la comparaison du CEC avec les cadres des pays tiers. Les travaux ont été effectués entre juillet et octobre 2020. Les résultats ont été débattus au sein du groupe de projet (composé de la Commission, de l'ETF, du Cedefop et de certains experts des États membres du groupe consultatif) en novembre et décembre 2020. Les commentaires des parties prenantes du CRC sur les fiches des cadres des certifications individuelles ont été reçus en janvier 2021. Le rapport a été communiqué au groupe consultatif pour le CEC en février 2021. La présente version du rapport sera discutée lors d'un webinaire organisé par l'ETF à l'intention des parties prenantes des CRC et du groupe consultatif pour le CEC en mars 2021, après quoi une version finale sera publiée.

L'objectif du présent rapport est **de cartographier les dernières évolutions des CRC et d'étudier la faisabilité d'une comparaison avec le CEC.** La comparaison du CEC avec d'autres CRC a été facilitée par la recommandation révisée de 2017 concernant le CEC. Plutôt que de fournir une étude complète et à grande échelle sur les CRC (ce qui ne serait ni possible ni prévu compte tenu de la taille et du calendrier de ce projet), ces travaux visaient en particulier à fournir des informations actualisées sur les CRC afin de combler les lacunes en matière d'information et d'apporter ainsi une contribution précieuse au groupe de projet du groupe consultatif pour le CEC en ce qui concerne une comparaison potentielle avec le CEC.

Les informations écrites sur les CRC, qui sont disponibles pour le public et facilement accessibles, sont plutôt limitées, de sorte que cette étude a dû s'appuyer en grande partie sur des entretiens avec les parties prenantes. La nature orale des informations nous a obligés à vérifier nos résultats (c'est-à-dire les fiches d'information sur le CRC dans la deuxième partie du présent rapport) auprès des parties prenantes une fois notre analyse achevée. Le présent rapport présente nos conclusions et notre compréhension de la situation en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre des CRC dans le monde en 2020. Il s'agit d'un document de travail qui a servi de base aux travaux du groupe de projet sur la comparaison. En raison du grand intérêt manifesté par les représentants des CRC, le rapport a fait l'objet d'une plus large diffusion.

Les initiatives existantes relevant du CRC présentent une grande diversité en ce qui concerne les objectifs, la configuration, les caractéristiques et les fonctionnalités. Elles peuvent servir de cadre général ou de référence. Elles diffèrent par leurs objectifs, tels que la mobilité des individus, la reconnaissance mutuelle, l'harmonisation et l'intégration du système de certification et du système éducatif, l'amélioration de la qualité des acquis d'apprentissage dans un sens plus large, dans leur nature réglementaire et leur gouvernance. L'étude a donc cherché à saisir à la fois les similitudes et les différences des CRC existants ainsi que leur évolution dans le temps.

2.2 Principales définitions

Le présent rapport utilise des définitions de référence à validité internationale, comme indiqué ci-dessous.

Certification:

- résultat formel d'un processus d'évaluation et de validation obtenu lorsqu'une autorité compétente établit qu'une personne possède les acquis d'apprentissage correspondant à des normes données.
  [*Source de cette définition: recommandation concernant le cadre européen des certifications (CEC) du 22 mai 2017, annexe I*[5].]

Cadre national des certifications (CNC):

- politique et instrument d'élaboration et de classification des certifications en fonction d'un ensemble de critères correspondant à des niveaux déterminés d'apprentissage, qui vise à intégrer et à coordonner les sous-systèmes nationaux de certification et à améliorer la transparence, l'accessibilité, la gradation et la qualité des certifications à l'égard du marché du travail et de la société civile.
  [*Source de cette définition: recommandation concernant le cadre européen des certifications (CEC) du 22 mai 2017, annexe I*[6].]

Cadre régional des certifications:

- une vaste structure des niveaux d'acquis d'apprentissage convenue par les pays d'une région géographique. Un moyen permettant de relier un cadre national des certifications à un autre et, par la suite, de comparer une certification dans un pays à une certification d'un autre pays. (*Source de cette définition: ASEAN Qualifications Reference Framework, A Practical Guide and All you Need to Know, p. 33*[7]*.)*

Validation de l'apprentissage non formel et informel:

- validation de l'apprentissage non formel et informel ou validation des acquis de l'expérience (VAE) est le processus de confirmation, par une autorité compétente, qu'une personne possède des acquis d'apprentissage, obtenus dans un contexte d'apprentissage non formel et informel, correspondant à une norme donnée. La validation de l'apprentissage non formel et informel ou la validation des acquis de l'expérience peut aider les individus à acquérir une certification formelle correspondant à leurs connaissances et à leurs compétences et contribuer ainsi à améliorer leur employabilité, mobilité, apprentissage tout au long de la vie, inclusion sociale et estime de soi. Elle peut conduire à une certification partielle ou complète; *[Source de cette définition:recommandation concernant le CEC de 2017, «Skills for Employment» (Compétences au service de l'emploi) de l'OIT, 2017].*

[5] https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32017H0615(01)&from=FR
[6] https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32017H0615(01)&from=FR
[7] https://asean.org/storage/2018/12/AQRF-Publication-2018-Final.pdf

Une étude de l'ETF sur les cadres transnationaux des certifications de 2011 a recensé les caractéristiques suivantes de ces cadres. «En général, les cadres transnationaux de certifications i) ont des objectifs moins réglementaires et plus communicatifs; ii) couvrent un large éventail de secteurs de l'éducation et de la formation, sinon tous; iii) disposent d'une série de politiques, d'accords, de conventions et de protocoles nationaux et régionaux qui les soutiennent, mais ne sont pas étayés par une législation applicable; et iv) disposent de schémas interinstitutionnels limités, souvent volontaires, en matière de gouvernance et de gestion» (ETF, 2011).

En raison de la nature exploratoire de cette recherche, nous n'avons pas fixé de critères supplémentaires que les CRC doivent remplir pour être couverts par le présent rapport. À la lecture de leurs descriptions, il est évident que toutes les initiatives couvertes relevant du CRC ne répondent pas aux exigences d'un «cadre des certifications» au sens strict. Le rapport le reconnaît en se référant souvent aux «initiatives relevant du CRC» plutôt qu'au «CRC», afin d'exprimer cette diversité.

Voici une vue d'ensemble des 15 CRC qui ont fait l'objet d'une enquête:

Tableau 1 Liste des initiatives relevant du CRC recensées

Initiatives relevant du CRC recensées et étudiées	
1. Cadre continental africain des certifications (ACQF)	9. Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en Afrique de l'Est
2. Cadre des certifications arabe pour l'enseignement supérieur (AQF; modèle ANQAHE)	10. Marco de cualificaciones Alianza del Pacífico (Alliance du Pacifique) (MCAP)
3. Cadre de référence des certifications de l'ASEAN (AQRF)	11. Marco de Cualificaciones para la Educación superior centroamericana (Mcesca)
4. Cadre des certifications de la Caricom (CQF)	12. Registre océanien des certifications et des normes/cadre des certifications de la zone Pacifique (PQF)
5. Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES)[8]	13. Cadre des certifications de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA)
6. Cadre régional des certifications de la Cedeao pour l'Afrique de l'Ouest	14. Cadre régional des certifications de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR)
7. Cadre des certifications d'Afrique de l'Est pour l'enseignement supérieur (EAQFHE)	15. Cadre des certifications transnational de l'université virtuelle des petits États du Commonwealth (TQF VUSSC)
8. Cadre des certifications des pays du Golfe (GQF)	

Il convient de noter que le CEC et le CC-EEES ne sont pas inclus dans cette liste, étant donné que l'objectif de l'exercice était de recueillir des informations sur la faisabilité de comparaison d'autres CRC avec le CEC.

2.3 Contexte

[8] Le CAMES est une institution intergouvernementale chargée de l'harmonisation des politiques et de l'intégration des systèmes d'enseignement supérieur d'Afrique occidentale et centrale et de l'océan Indien. En ce qui concerne la mise en œuvre du système licence-master-doctorat (LMD), le CAMES joue un rôle de soutien, de conseil et de suivi. Le CAMES est une agence régionale d'assurance qualité et d'accréditation et, grâce à son programme de reconnaissance et d'équivalence des diplômes (PRED), il peut également être considéré comme un cadre régional des certifications (dans l'enseignement supérieur).

La recommandation révisée concernant le CEC, adoptée par le Conseil le 22 mai 2017, recommande *«à la Commission, agissant en collaboration avec les États membres et les parties prenantes au sein du groupe consultatif pour le CEC, d'étudier les possibilités de définir et d'appliquer des critères et des procédures permettant, conformément aux accords internationaux, de comparer les cadres nationaux et* ***régionaux des certifications*** *des pays tiers avec le CEC»*[9].

Le groupe de projet institué par le groupe consultatif pour le CEC a élaboré une proposition de procédures et de critères pour la comparaison d'autres cadres nationaux (autres que le CEC) avec le CEC[10]. La proposition prévoit une approche par étapes, les cadres intéressés mettant d'abord en évidence les avantages mutuels et la volonté de comparaison, avant de commencer le dialogue pour comparer les cadres des certifications sur la base de critères arrêtés d'un commun accord, ce qui aboutira à un rapport conjoint sur la comparabilité des cadres des certifications.

La coopération entre l'UE et d'autres pays en matière de transparence des certifications peut favoriser une meilleure compréhension dans l'UE des certifications délivrées dans d'autres pays, et inversement. Le groupe de projet a envisagé d'accorder la priorité à une comparaison entre le CEC et un CRC plutôt qu'à une comparaison entre le CEC et tout CNC lié à ce CRC.

Cela étant, l'appartenance à un CRC spécifique n'exclut pas d'autres liens. Le présent rapport montre qu'il existe des liens bilatéraux entre des CNC qui ne font pas partie du même CRC, tandis que certains CNC font partie de plus d'un CRC. Les CRC ont des frontières poreuses et ne constituent pas un espace de coopération et d'analyse comparative exclusif et fermé entre les CNC.

La comparaison entre un CRC et le CEC peut aller au-delà du contexte strict de l'éducation et de la formation. Elle peut porter sur des aspects liés à la mobilité de la main-d'œuvre, à la libre circulation des personnes et à la migration, et prendre en considération les contextes des relations commerciales avec l'UE, dans lesquels la portabilité des compétences et la reconnaissance des qualifications sont importantes.

Il convient de noter que la coopération entre l'UE et les pays tiers en matière de cadres des certifications est explicitement prévue dans plusieurs accords internationaux conclus entre l'UE et des pays tiers. Cela favorise la comparaison entre le CEC et les cadres des certifications élaborés dans d'autres parties du monde et souligne que ces cadres sont considérés comme des compléments utiles à des relations commerciales approfondies et globales.

La littérature comparée disponible sur le thème des CRC est toutefois limitée. Le travail le plus important est l'étude complète susmentionnée de l'ETF sur les cadres transnationaux des certifications. Le répertoire mondial des cadres nationaux et régionaux des certifications, fruit d'une coopération entre l'ETF, le Cedefop, l'Unesco et l'Institut de l'Unesco pour l'apprentissage tout au long de la vie, fournit des descriptions succinctes semestrielles de

[9] Il est entendu que le terme «pays tiers» n'est pas incontesté dans ce contexte. Bien que la recommandation concernant le CEC utilise ce terme, la présente recherche tentera dans la mesure du possible de l'éviter.

[10] Compte rendu de la 52e réunion du groupe consultatif pour le CEC. https://ec.europa.eu/transparency/regexpert/index.cfm?do=groupDetail.groupMeetingDoc&docid=41736

progrès accomplis dans le domaine des CRC, mais il s'agit davantage d'un exercice de bilan que d'une comparaison des évolutions du CRC.

2.4 Méthode

Pour faire face aux contraintes de ressources et de temps liées à cette recherche, l'approche adoptée s'est concentrée sur la détermination de sources d'information fiables afin de combler les lacunes en ce qui concerne les CRC spécifiques et de suivre l'évolution et le statu quo de ceux pour lesquels peu d'informations sont actuellement accessibles au public.

En ce qui concerne le champ d'application, la recherche s'est concentrée sur les 14 initiatives relevant du CRC déterminées par la recherche documentaire de l'ETF dans les termes de référence et sur une initiative supplémentaire recensée au cours de la recherche. Les éléments d'appréciation de certaines de ces initiatives étant très faibles, nous avons prévu de nous concentrer tout d'abord sur les CRC moins connus, afin d'établir l'authenticité des initiatives potentielles. Le calendrier serré, la difficulté initiale de définir des interlocuteurs, la nécessité de disposer de plus d'informations pour toutes les initiatives et la recherche menée pendant les mois d'été nous ont contraints à adopter une approche plus pragmatique. En fin de compte, nous avons essayé de mener autant d'entretiens que possible.

La recherche a partiellement coïncidé avec la cartographie du cadre continental africain des certifications (ACQF), également menée en 2020.L'étude cartographique de l'ACQF fournit des informations riches et actualisées sur le contexte et la dynamique des cadres des certifications sur le continent. Elle comprend un ensemble de rapports et d'analyses publiés: a) des rapports sur les cadres des certifications de 13 pays et de trois communautés économiques régionales; b) une étude cartographique finale; c) une synthèse et une infographie. Ces rapports d'étude cartographique fournissent des informations détaillées sur quatre CRC africains, l'ACQF, l'EAQFHE, le CC de la Cedeao et le CC de la CDAA (SADCQF), et constituent des sources essentielles pour ce bilan analytique des CRC à l'échelle mondiale. L'Afrique est le continent qui compte le plus grand nombre d'initiatives relevant du CRC, mais sans interactions ni coopération systématique entre elles. Selon le contexte politique sous-tendant l'UA, l'ACQF interagira avec les cadres nationaux et régionaux des certifications en Afrique et soutiendra les évolutions aux niveaux national et régional. Il convient de mentionner que l'importance du continent africain pour le dialogue et l'essai de comparaison/coopération avec le CEC est ancrée dans la priorité stratégique des relations entre l'Afrique et l'UE, avec de grandes attentes quant à la force motrice de l'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). L'UE s'est engagée à soutenir la mise au point de l'ACQF, tel que défini dans l'action nº 4 de la *communication relative à une nouvelle alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables: hisser notre partenariat pour l'investissement et l'emploi au niveau supérieur*, une communication adoptée le 12 septembre 2018 par la Commission européenne[11]. Cette communication a été approuvée par tous les chefs d'État de l'UE lors de la réunion du Conseil européen du 18 octobre 2018[12].

[11] https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52018DC0643&from=fr
[12] https://www.consilium.europa.eu/media/36777/18-euco-final-conclusions-fr.pdf

Dans le présent rapport, nous ne présentons l'ACQF qu'en tant qu'étude de cas. L'ampleur et la profondeur de l'évolution sur l'ensemble du continent africain dépassent le cadre de notre étude et ont été abordées dans le rapport final de l'étude cartographique de l'ACQF susmentionnée.

Pour les initiatives relevant du CRC à une étape préliminaire de leur élaboration, la recherche s'est concentrée sur l'obtention d'informations solides sur l'existence d'un engagement en faveur de l'élaboration et de la mise en œuvre du CRC concerné, pour déterminer les «propriétaires» et les «partisans» de l'initiative, pour examiner les critères techniques appliqués au CRC et pour obtenir des informations sur les futurs plans et priorités en vue du développement ultérieur.

Pour les initiatives relevant du CRC qui peuvent être considérées comme plus avancées, la recherche était généralement plus complète, en mettant l'accent en particulier sur le cadre stratégique, les objectifs et le champ d'application du CRC, afin d'évaluer un éventuel intérêt commun pour un processus de comparaison avec le CEC.

Comme indiqué précédemment, il existe peu d'informations en ligne qui fournissent suffisamment de détails sur l'état réel de la mise en œuvre de ces CRC. Les recherches reposaient donc essentiellement sur des entretiens qualitatifs avec des informateurs clés, complétés par des recherches documentaires. Les entretiens avec des informateurs clés ont également joué un rôle déterminant dans le recensement de la littérature et de la documentation supplémentaires sur ces CRC.

Sur la base des informations obtenues, une brève «fiche d'information sur le CRC» a été rédigée pour chaque initiative pertinente relevant du CRC recensée. Il est important de noter que ces initiatives se trouvent à différents stades de leur élaboration ou de leur mise en œuvre. Par conséquent, la longueur de ces fiches d'information varie considérablement d'une initiative à l'autre.

Elles se trouvent dans la deuxième partie du présent rapport. La liste des personnes interrogées pour cette tâche figure à la fin du présent rapport. En raison de contraintes de temps et de ressources, nous n'avons pu procéder qu'à un nombre limité d'entretiens et, à quelques exceptions près, nous n'avons pas pu étudier en détail le niveau national et le niveau des parties prenantes. Au total, 15 personnes ont été interrogées.

3 Principales conclusions de la recherche

3.1 Critères d'analyse

Les recherches repèrent et enquêtent sur 15 initiatives relevant du CRC dans le monde entier[13]. Nous avons essayé d'analyser et de comparer ces initiatives cadres sur la base d'un certain nombre de critères:

L'appropriation et l'engagement des CRC: ce critère examine l'appropriation, la faisabilité et la force du mandat pour les initiatives au moyen d'un certain nombre d'aspects, y compris:

[13] Le CEC et le CC-EEES ne faisaient pas l'objet de cette recherche.

qui sont les propriétaires et les partisans des CRC; quelles sont les ressources et les capacités pour l'élaboration et la mise en œuvre; quel type de soutien y a-t-il de la part des donateurs et des organisations internationales. Étant donné que nous n'étions pas sûrs à l'avance de l'authenticité de certaines des initiatives qui ont été recensées au moyen d'une recherche documentaire fondée sur des éléments d'appréciation limités, nous avions initialement défini cette approche comme des critères de sélection pour une analyse plus approfondie, mais nous avons ensuite abandonné cette approche.

Les objectifs des CRC et leur cadre stratégique: ce critère tient compte du champ d'application du CRC et de l'objectif principal (libre circulation des personnes et intégration, assurance de la qualité dans l'éducation et la formation, reconnaissance mutuelle, etc.). Tous les CRC font partie d'initiatives plus larges qui ont été prises en considération dans cette analyse.

La mobilité et la migration sont des moteurs essentiels d'un certain nombre de CRC favorisant une plus grande mobilité à des fins d'apprentissage et de travail. Nous allons approfondir cette question sur la base d'un certain nombre de cas.

L'assurance de la qualité est un aspect essentiel et un objectif clé de nombreux CRC afin de renforcer la confiance dans les certifications et de soutenir la reconnaissance mutuelle et l'amélioration des processus de fourniture, d'évaluation et de certification.

Le progrès de la mise en œuvre porte sur l'évolution des CRC jusqu'à présent, sur la base des critères formulés dans le document intitulé «*Qualifications Frameworks and their development stages*» (Cadres des certifications et leurs étapes d'élaboration).[14] Ce document est un autre produit des travaux sur la comparaison et l'intégration des approches du Cedefop et de l'ETF concernant les étapes de progrès dans l'élaboration et la mise en œuvre des CC. Il couvre à la fois les CNC et les CRC. Les CRC sont des concepts complexes dont l'élaboration et la mise en œuvre prennent du temps. Dans le présent rapport, le soutien et les capacités existants pour l'élaboration et la mise en œuvre des CRC sont examinés afin de comprendre pourquoi ils avancent à des rythmes différents.

Priorités, jalons et perspectives: ce critère examine les ambitions de chaque CRC et la mesure dans laquelle ils ont formulé des jalons spécifiques pour les années à venir.

Incidence de la COVID-19. La crise de la COVID-19 a été fréquemment évoquée comme modifiant les projets pour l'avenir. Ce sous-chapitre analyse l'effet perturbateur sur la collaboration entre les pays, qui menace de ralentir les initiatives actuelles, mais qui entraîne également de nouvelles formes de coopération avec un accent plus marqué sur la numérisation des processus, procédures et instruments et davantage d'interactions virtuelles.

Les liens entre les CRC: ce critère examine les liens qui existent entre les CRC et les CNC associés, qui peuvent se chevaucher au niveau de l'appartenance, des objectifs et des activités de coopération.

[14] «Qualifications Frameworks and their development stages» (Cadres des certifications et leurs étapes d'élaboration), Cedefop, ETF, 2020, document distribué lors de la réunion du groupe consultatif pour le CEC les 24 et 25 novembre, qui sera publié conjointement par le Cedefop et l'ETF en 2021 sous la forme d'une note d'information sur le CEC.

La comparaison avec le CEC: ce critère examine dans quelle mesure les initiatives relevant du CRC considèrent une comparaison avec le CEC souhaitable possible, dans quelle mesure elles se sont inspirées du CEC et ont déjà pris le CEC en considération unilatéralement, et si elles seraient prêtes à entrer dans une comparaison formelle à leur étape actuelle d'élaboration.

La différence entre les autres CRC et le CEC: ce critère a examiné la diversité des CRC et la façon dont cela pourrait influencer notre capacité à les comparer avec le CEC, ainsi que les conclusions que le CEC pourrait tirer de ces différents CRC.

En outre, ce rapport présente le cadre continental africain des certifications. **L'ACQF**, avec le soutien du partenariat Afrique-UE, en est à sa première étape d'élaboration, qui s'étend de 2019 à 2022. L'ACQF est une politique essentielle de l'Union africaine, requise par l'agenda 2063 de l'Union africaine[15], le protocole de l'UA sur la libre circulation des personnes[16], la Zone de libre-échange continentale africaine[17] et la stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 2025)[18]. L'ACQF est considéré comme un cadre général et un instrument politique visant à améliorer la transparence et la comparabilité des certifications et des CC aux niveaux national et régional, à faciliter la reconnaissance et la mobilité, à soutenir l'élaboration au niveau national et à servir de cadre de référence pour la coopération internationale.

Notre intention n'était pas d'analyser chaque cadre sur la base de tous ces critères, mais plutôt de les comparer et d'étayer certaines observations générales par des exemples spécifiques qui montrent comment ces caractéristiques des CRC pourraient influencer le processus de comparaison avec le CEC.

3.2 Appropriation et engagement des CRC

La plupart des CRC font partie de **communautés économiques régionales** (Alianza Pacífico, ASEAN, Caricom, Cedeao, CAE, CCG, IGAD, ASACR, CDAA, CPS) et d'unions plus larges (UA, UE), dont les objectifs sont notamment d'accroître la libre circulation des personnes et d'améliorer la confiance mutuelle dans les certifications. La plupart des membres sont des pays à revenu faible et intermédiaire et les CRC font partie du programme de développement économique régional. **Les accords intergouvernementaux** peuvent apporter un engagement politique solide pour la mise au point des CRC, mais sont également difficiles à convenir si les progrès dans certains pays sont à la traîne par rapport à ceux dans d'autres pays, ce qui pourrait les rendre moins enclins à prendre des engagements fermes. Les pays peuvent aussi choisir de ne pas prendre de dispositions très précises (par exemple les pays de l'ASEAN n'ont pas besoin d'élaborer un CNC pour se référer à l'AQRF) ou de convenir de jalons communs mais de recourir davantage à des mesures volontaires. Ces **mesures volontaires** sont importantes, surtout dans les premiers

[15] https://au.int/fr/agenda2063/vue-ensemble
[16] Le protocole de l'UA sur la libre circulation des personnes: https://au.int/sites/default/files/treaties/36403-treaty-protocol_on_free_movement_of_persons_in_africa_f.pdf
[17] Accord portant création de la ZLECAf: https://au.int/sites/default/files/treaties/36437-treaty-consolidted_text_on_cfta_-_fr.pdf; Fiche d'information sur la ZLECAf: https://www.tralac.org/documents/resources/faqs/2377-african-continental-free-trade-area-faqs-june-2018-update/file.html
[18] CESA 2016-2025. Ce document est disponible à l'adresse suivante: https://au.int/sites/default/files/newsevents/workingdocuments/33178-wd-cesa_-_french_-final.pdf

temps, lorsque de nouvelles dispositions sont mises à l'épreuve et qu'elles peuvent servir d'exemples à suivre pour les autres pays.

Un certain nombre d'initiatives relevant du cadre régional des certifications ont été mises au point **par des acteurs non étatiques**, en particulier des organisations d'agences d'assurance de la qualité opérant dans le domaine de l'enseignement supérieur comme le Consejo Superior Universitario Centroamericano (CSUCA) en Amérique centrale et le réseau arabe pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement supérieur (ANQAHE) qui joue un rôle clé dans le cadre des certifications arabe. Ces initiatives peuvent s'appuyer sur un **réseau d'organisations professionnelles engagées**, ayant souvent un très haut niveau de compréhension technique des modalités de mise en œuvre, ce qui se traduit par des documents techniques de qualité. Cependant, elles sont souvent incapables de générer des ressources et des capacités supplémentaires pour faire avancer les cadres.

Le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), créé en 1968 à Niamey (Niger), est l'une des institutions d'assurance de la qualité et d'accréditation les plus expérimentées. Le CAMES regroupe 19 États membres, pour la plupart francophones. Le CAMES est une institution intergouvernementale chargée de l'harmonisation des politiques et de l'intégration des systèmes d'enseignement supérieur d'Afrique occidentale et centrale et de l'océan Indien.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des organes de mise en œuvre des initiatives relevant du CRC recensées.

Le rôle et la capacité des institutions à l'origine du cadre déterminent largement les progrès et les performances par rapport aux objectifs définis. Le cadre des certifications des pays du Golfe et le cadre des certifications arabe, par exemple, comprennent tous les États membres du Conseil de coopération du Golfe, mais sont liés à des institutions différentes. Le GQF a des engagements gouvernementaux, en particulier de la part des ministères du travail, pour développer et reconnaître les compétences nécessaires au marché du travail, y compris celles des travailleurs migrants. Sa mise au point a été principalement soutenue par l'autorité nationale des certifications des EAU, qui a fusionné avec le ministère de l'éducation en juillet 2020. L'AQF a été mis au point par des institutions d'assurance de la qualité de la région, mais il a du mal à avancer dans son élaboration, car il ne bénéficie d'aucun soutien gouvernemental pour renforcer ses capacités de mise en œuvre. Le GQF n'aurait pas beaucoup progressé car tous les pays du CCG n'ont pas encore établi un CNC. Par exemple les personnes interrogées ont souligné que le GQF pourrait être formellement utilisé une fois que le Koweït, dernier pays de la région à élaborer un CNC, aura adopté son cadre. Certains cadres régionaux se concentrent davantage sur le renforcement des CNC avant d'élaborer le CRC, dans d'autres, les mises au point du CRC et du CNC vont de pair. L'étude de l'ETF sur les CRC (ETF, 2011) a conclu que les CRC qui jouent un rôle de facilitation dans l'élaboration des CNC sont plus susceptibles de progresser vers les objectifs fixés par les politiques régionales et les collectivités.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des questions d'appropriation et de gouvernance des différentes initiatives relevant du CRC. Les organes d'exécution peuvent se situer aussi bien au niveau national qu'au niveau régional.

Tableau 2 Appropriation et gouvernance des initiatives relevant du CRC

Appropriation et gouvernance des CRC	
1. Cadre continental africain des certifications (ACQF)	L'ACQF est en cours d'évolution (2019-2022). Appropriation: l'Union africaine (UA). L'adoption du futur document politique et technique de l'ACQF — par le sommet des chefs d'État. Coordination: Commission de l'UA — département RHST. La future structure de gouvernance et de mise en œuvre: à proposer.
2. Cadre des certifications arabe pour l'enseignement supérieur (AQF; modèle ANQAHE)	Réseau arabe pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement supérieur (ANQAHE)
3. Cadre de référence des certifications de l'ASEAN (AQRF)	Comité de l'AQRF, soutenu par le secrétariat de l'ASEAN
4. Cadre des certifications de la Caricom (CQF)	Secrétariat de la Caricom
5. Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES)	Niveau politique: Conseil des ministres: organe suprême du CAMES, dont le fonctionnement est assuré par un comité d'experts. Sommet des chefs d'État (tous les trois ans): à partir de la décision prise en 2018 lors du 50e anniversaire du CAMES. Autorité technique: Secrétariat général. Le Conseil des ministres nomme un secrétaire général pour une durée de cinq ans. Soutenu par un comité d'experts. Commission d'éthique et de déontologie
6. Cadre régional des certifications de la Cedeao pour l'Afrique de l'Ouest	Cedeao — département de l'éducation, de la science et de la culture
7. Cadre des certifications d'Afrique de l'Est pour l'enseignement supérieur (EAQFHE)	IUCEA (Conseil interuniversitaire pour l'Afrique de l'Est): l'organe de tutelle et de direction délégué par la CAE et lui faisant rapport. Responsable principal de l'éducation — CAE
8. Cadre des certifications des pays du Golfe (GQF)	À déterminer. Les travaux d'élaboration menés par les EAU (autorité nationale des certifications, récemment fusionnée avec le ministère de l'éducation)
9. Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en Afrique de l'Est	Aucune information.
10. Marco de cualificaciones Alianza del Pacífico (Alliance du Pacifique) (MCAP)	À déterminer. Responsable des travaux d'élaboration en cours: le groupe de travail REMCAP de l'AP (composé des responsables du CNC dans les quatre pays de l'AP); soutenu par un secrétariat technique dirigé par la Colombie.
11. Marco de Cualificaciones para la Educación superior centroamericana (Mcesca)	CSUCA (Consejo Superior Universitario Centroamericano — Association régionale des universités d'Amérique centrale): gardien du cadre et moteur du processus
12. Registre océanien des certifications et des normes/cadre des certifications de la zone Pacifique (PQF)	Programme de qualité et d'évaluation de l'éducation (EQAP) CPS: secrétariat de la Communauté des Îles du Pacifique
13. Cadre des certifications de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA)	Le Conseil des ministres de la CDAA, les ministres responsables de l'éducation et de la formation, le TCCA (le Comité technique pour la certification et l'accréditation), le comité exécutif du TCCA (TCCA EXCO), soutenu par le secrétariat de la CDAA. L'unité de mise en œuvre du SADCQF prévue n'est pas encore établie.

14. Cadre régional des certifications de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR)	À déterminer. Le projet actuel de trois ans financé par la DDC et soutenu par l'équipe de l'OIT pour le travail décent en Asie du Sud.
15. Cadre des certifications transnational de l'université virtuelle des petits États du Commonwealth (TQF VUSSC)	Comité de gestion du TQF (deux représentants de chaque région principale) Soutenu par un spécialiste de l'éducation au COL (Commonwealth of Learning)

Source: fiches d'information sur le CRC.

Les initiatives relevant du CRC peuvent avoir des feuilles de route relativement optimistes pour leur élaboration et leur mise en œuvre lors de la conceptualisation initiale, mais l'exemple du CEC, du SADCQF et du CQF montre que ces jalons initiaux sont difficiles à atteindre. Dans certains cas, les grandes disparités entre les pays membres et les barrières linguistiques contribuent à exacerber l'effet des ressources financières, techniques et autres très limitées. La CDAA illustre le défi posé par les grandes différences entre les systèmes et structures d'enseignement des pays, et le niveau d'élaboration de leurs cadres des certifications. En effet, comme les résultats des entretiens l'ont confirmé, **le soutien financier et en ressources humaines limité** a constitué un problème pour un certain nombre d'initiatives relevant du CRC examinées.

- L'**AQF** (le modèle ANQAHE), par exemple, est une initiative d'enseignement supérieur soutenue par les travaux effectués par les bénévoles. L'AQF n'a ni bureau ni personnel rémunéré. Le réseau arabe pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement supérieur (ANQAHE) est une organisation non gouvernementale privée. Le soutien financier et en ressources humaines limité a également constitué un problème pour le Mcesca, le TQF.
- Le **SADCQF:** en 2020, la CDAA a approuvé le nouveau plan d'action sur la migration de main-d'œuvre 2020-2025, dans lequel le soutien à la mise en œuvre du SADCQF figure en bonne place dans l'objectif stratégique nº 3 et est doté d'un budget pour les coûts de coordination régionale (80 400 USD). En 2017, le SADCQF a été lancé avec un modèle de mise en œuvre qui consiste en six programmes (voir la figure 5 ci-dessous) et un processus de mise en œuvre pris en charge et dirigé par les États membres de la région. Le Comité technique pour la certification et l'accréditation (TCCA) a mobilisé les États membres de la CDAA pour piloter techniquement le modèle de mise en œuvre (programmes) du SADCQF. Actuellement, ce programme est mené par les pays suivants: l'Afrique du Sud (alignement sur le SADCQF), le Botswana (assurance de la qualité), l'Eswatini (vérification), la Zambie (promotion et communication), la Namibie (articulation, VAE et accumulation et transfert de crédits). La gouvernance est confiée au TCCA et au secrétariat de la CDAA. La mise en œuvre repose sur les capacités nationales (humaines, techniques, financières) et sur un financement gouvernemental coordonné au niveau régional. Le pays qui assure la présidence tournante préside les séances et apporte son soutien au secrétariat de la CDAA pour la convocation des séances, la rédaction des procès-verbaux et la collecte et le partage des informations. Il s'agit également d'un arrangement temporaire pour s'assurer que le travail se poursuit tant que l'unité de mise en œuvre du SADCQF n'est pas encore opérationnelle.
- Le **TQF:** l'université virtuelle des petits États du Commenwealth (VUSSC) a trouvé un foyer dans le Commonwealth of Learning (COL), mais elle est très différente des

autres initiatives relevant du COL. Les ressources/capacités sont signalées comme étant minimales.

- Il est nécessaire de réviser le **PQF** afin d'apporter des ajustements à son cadre et de le faire passer à l'étape suivante, d'autant plus qu'un certain nombre de CNC examinés ont subi des changements importants. Ce projet a été mis en attente en raison de problèmes de financement, car le secrétariat aurait besoin de consulter les pays et d'engager des discussions approfondies.

Les organisations internationales et les donateurs ont soutenu ou soutenaient un certain nombre de ces initiatives. Ils jouent un rôle important dans la promotion et le soutien financier de l'élaboration et de la mise en œuvre des CRC. L'étude de faisabilité actuelle d'un cadre des certifications de l'ASACR, par exemple, est financée par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et soutenue par équipe de l'OIT pour le travail décent en Asie du Sud. Le travail d'élaboration en cours vers un cadre des certifications pour la région de l'Alliance du Pacifique (MCAP) est entre-temps soutenu par l'association CICan (Collèges et instituts Canada). Le soutien de l'UE au processus de l'ACQF fournit un cadre pour une coopération et un développement communs; l'UE a également soutenu l'élaboration du Mcesca. En outre, les pays à titre individuel peuvent également être des parrains importants pour l'élaboration des CNC et des CRC. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont des liens formels tant avec l'AQRF qu'avec le PQF[19]. Le rôle du secrétariat du Commonwealth of Learning pour le TQF est également un bon exemple de l'importance des organisations internationales.

Ce soutien crée également des responsabilités. L'UE, en tant que premier donateur du monde, a participé à de nombreuses initiatives.

3.3 Objectifs des CRC et leur cadre stratégique

Comme nous l'avons souligné plus haut, la majorité des CRC recensés font partie de communautés économiques régionales. Dans de nombreux cas, le cadre stratégique et les objectifs de ces CRC sont souvent étroitement liés aux objectifs de ces communautés économiques. Les objectifs énoncés pour les initiatives relevant du CRC font principalement partie des trois domaines suivants, qui sont en partie liés:

- la mobilité (des travailleurs et des apprenants);
- la qualité/l'assurance de la qualité;
- l'harmonisation vers la comparabilité et la transparence.

Les objectifs de la mobilité et de la migration, ainsi que de l'assurance de la qualité, sont décrits plus en détail dans les deux sous-chapitres suivants (2.4 et 2.5).

Toutes les initiatives relevant du CRC ont plus d'un seul objectif: la mobilité, la reconnaissance, l'intégration régionale, la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie, la transparence et la qualité sont mentionnées dans presque tous les cas. Certains

[19] L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont toutes deux soutenu l'élaboration du PQF. Alors que l'EQAP (programme de qualité et d'évaluation de l'éducation) reçoit toujours des fonds de la Nouvelle-Zélande, le financement de l'Australie pour la mise en œuvre du PQF n'a pas été renouvelé.
Voici d'autres exemples de soutien fourni: L'Unesco/l'UE a soutenu le SADCQF. L'Unesco soutient la Cedeao. La Banque interaméricaine de développement et l'Unesco soutiennent le CC de la Caricom.

cadres régionaux peuvent se concentrer davantage sur le renforcement des CNC avant d'élaborer le CRC, tandis que dans d'autres, les mises au point du CRC et du CNC vont de pair. Certains CRC ont un objectif plus transformateur, visant à l'harmonisation entre les pays, tandis que d'autres se concentrent davantage sur l'amélioration de la comparabilité et de la transparence.

- L'**AQRF**, par exemple, est avant tout considéré comme un outil d'assurance de la qualité, utilisant la qualité comme un moyen de renforcer la confiance dans la mobilité. Alors que l'AQRF vise à exercer une influence neutre sur les cadres nationaux des certifications au sein des pays de l'ASEAN, d'autres CRC cherchent à induire une harmonisation des systèmes et des cadres nationaux des certifications.
- L'objectif principal du **SADCQF** est de faciliter la circulation des apprenants et des travailleurs dans la région de la CDAA et au niveau international, et de renforcer la participation des travailleurs migrants aux processus de développement socio-économique dans les pays d'origine et de destination[20]. Cela justifie l'importance de l'articulation, de la VAE et du transfert de crédits dans le modèle de mise en œuvre de la CDAA. En outre, le SADCQF est très fortement orienté vers l'assurance de la qualité et la vérification des certifications.
  Le pilier 3 du nouveau plan stratégique indicatif de développement régional (RISDP) (2020-2030) est axé sur le développement du capital social et humain. Objectif stratégique nº 3 (accès accru des citoyens de la CDAA à une éducation de qualité et pertinente et au développement des compétences, y compris dans le domaine des sciences et des technologies) accorde une grande importance au développement des compétences pour l'industrialisation régionale (résultat 2) et à l'amélioration de la mise en œuvre du SADCQF (résultat 1).
- Le **MCAP** cherche à établir un cadre de référence commun pour la création de synergies entre les cadres des certifications des pays de l'Alliance du Pacifique et faciliter ainsi la mobilité des étudiants et de la main-d'œuvre entre ses pays membres. La mise en place d'un CRC pour la région de l'Alliance du Pacifique est principalement portée par la mobilité de la main-d'œuvre. Dans la région, on note toujours un manque de mécanismes formels pour soutenir la mobilité des étudiants et de la main-d'œuvre.

Voici quelques exemples de CRC qui ont un objectif plus transformateur visant à une harmonisation accrue:

- Les objectifs clés du **CC de la Cedeao** sont a) l'harmonisation de l'éducation de base pour assurer une éducation et un apprentissage inclusifs, équitables et de qualité dans la région de la Cedeao; et b) la reconnaissance et l'équivalence des diplômes de l'enseignement supérieur.
- L'objectif principal du **Mcesca** est de soutenir la réforme, l'innovation et l'harmonisation des programmes d'enseignement supérieur, en fournissant un outil de référence et en améliorant les processus d'assurance de la qualité.

Autres exemples d'initiatives relevant du CRC et leurs objectifs clés:

[20] Plan d'action de la CDAA sur la migration de main-d'œuvre (2020-2025), approuvé. Objectif stratégique nº 3 — Résultat 3: promouvoir le SADCQF.

- Le **GQF:** l'idée d'élaborer le GQF est principalement portée par la mobilité de la main-d'œuvre (voir également le sous-chapitre suivant). Il vise à accroître la mobilité de la main-d'œuvre afin que les personnes les plus qualifiées puissent soutenir le développement collaboratif de la région du CCG. Le métacadre vise à assurer la cohérence entre les systèmes d'éducation et de formation dans la région du Golfe, à comparer et aligner les certifications au sein des États membres et à permettre la reconnaissance automatique des qualifications et le transfert de la main-d'œuvre au sein de la région du CCG.
- Le **CC de l'ASACR:** vise à faciliter l'harmonisation des compétences au niveau régional en faveur d'une meilleure reconnaissance des travailleurs migrants d'Asie du Sud dans les pays de destination. Le futur CRC est conçu comme un outil permettant de comparer les certifications entre les États membres de l'ASACR et de faciliter une meilleure reconnaissance des compétences des travailleurs migrants d'Asie du Sud dans les pays de destination, notamment dans la région du Golfe (CCG).

La figure ci-dessous donne un aperçu des termes clés mentionnés en ce qui concerne les objectifs des CRC.

Figure 1 Objectifs des initiatives relevant du CRC

Source: Nuage de mots-clés créé sur la base de l'objectif énoncé dans les fiches d'informations relatives au CRC incluses dans la deuxième partie du présent rapport.

Comme nous l'avons souligné plus haut, la majorité des CRC recensés font partie de communautés économiques régionales. Leurs objectifs sont souvent intrinsèquement liés à la mission sous-jacente des communautés:

- **L'EAQFHE:** dans la CAE, un cadre régional des certifications (l'EAQFHE) a été adopté en avril 2015, sur la base du traité sur l'établissement de la CAE et du protocole sur le marché commun de la Communauté de l'Afrique de l'Est (PEACCM). L'EAQFHE fait spécifiquement référence à l'article 102 du traité sur l'établissement de la CAE, qui comporte quatre piliers d'intégration, parmi lesquels le protocole sur le marché commun. L'article 102 du traité porte principalement sur l'engagement à coopérer dans le domaine de l'éducation et de la formation, ce qui constitue la base de l'harmonisation et de l'évolution de ce cadre régional. L'élaboration du CRC fait partie de la stratégie de mise en œuvre de l'article 11 du traité sur l'établissement de la CAE, qui stipule que la mobilité des professionnels au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est doit être facilitée. Dans le cas de l'enseignement supérieur, il était nécessaire d'élaborer des outils pour la mise en œuvre de l'article 11 du protocole afin de faciliter la mobilité des apprenants et de la main-d'œuvre, ce qui nécessite, entre autres, la mise en place d'un cadre permettant la reconnaissance mutuelle des diplômes universitaires et des qualifications professionnelles dans toute la région. Cela a incité le Conseil interuniversitaire pour l'Afrique de l'Est (IUCEA) à entreprendre l'élaboration du cadre des certifications d'Afrique de l'Est pour l'enseignement supérieur (EAQFHE), en tant qu'outil important d'harmonisation des systèmes d'éducation et de formation et des certifications obtenues, contribuant ainsi à transformer l'Afrique de l'Est en un espace commun pour l'enseignement supérieur.
- En outre, la CAE a pris d'autres mesures pour faciliter la mobilité des professionnels en son sein, notamment la signature d'accords de reconnaissance mutuelle entre les autorités compétentes réglementant les différentes professions. Jusqu'en 2019, les accords de reconnaissance mutuelle avaient été signés pour les comptables, architectes, ingénieurs et vétérinaires. Les négociations relatives aux accords de reconnaissance mutuelle pour les arpenteurs-géomètres et les avocats sont achevées et sont en cours d'approbation. Une étude sur l'efficacité des accords de reconnaissance mutuelle a depuis été entreprise. Les réunions de négociation au sujet des accords de reconnaissance mutuelle pour les pharmaciens sont prêtes à démarrer. Elles ont débuté en 2017 et sont toujours en cours.
- La Charte de l'ASEAN, signée par les dix dirigeants de l'ASEAN à Singapour le 20 novembre 2007, constitue la base d'un cadre de référence des certifications de l'ASEAN (**AQRF**). L'AQRF repose sur des accords convenus entre les États membres et invite ces derniers à s'engager volontairement.
- Le principal instrument juridique qui oriente l'élaboration et la mise en œuvre du **SADCQF** est le protocole sur l'éducation et la formation (1997-2020). Ce protocole promeut la comparabilité des normes, la mobilité et la transférabilité des certifications dans toute la région afin de faciliter la mobilité des apprenants, des travailleurs et des services. éducatifs.

3.4 Mobilité et migration

De nombreux CRC font référence à la mobilité de la main-d'œuvre et des apprenants. On s'attend à ce que les CRC puissent faciliter la mobilité et la migration, en créant de meilleures opportunités pour les migrants et des sources d'information vérifiables pour la reconnaissance des qualifications pour les organismes de reconnaissance, les employeurs et les prestataires de formation. En Afrique, la liberté de circulation et une plus grande mobilité de la main-d'œuvre, facilitée par la reconnaissance, sont considérées comme un facteur important pour le développement durable et la réduction de la pauvreté.

Dans ce contexte, il est également important de souligner le nouveau **pacte sur la migration et l'asile** de l'UE, adopté le 23 septembre 2020, qui définit la nouvelle approche de la Commission européenne en matière de migration[21]. Ce pacte prévoit le lancement de partenariats destinés à attirer les talents avec des pays ne faisant pas partie de l'UE pour gérer la migration légale. Il sera intégré dans la collaboration globale de l'UE avec les pays partenaires et vise à mobiliser conjointement toutes les politiques et tous les outils pertinents afin de faire progresser la coopération avec les pays tiers. La nouvelle stratégie en matière de compétences pour l'Europe fait également référence au nouveau pacte sur la migration et l'asile.

Si la mobilité et les migrations jouent un rôle dans toutes les initiatives relevant du CRC, le contexte migratoire entre l'Asie et les États arabes est particulièrement intéressant à cet égard.

- **Le contexte migratoire entre l'Asie et les États arabes** — les liens potentiels entre le CC de l'ASACR et le GQF sont à l'étude. Si l'on prend l'exemple de l'Inde, qui fait partie de l'union de l'ASACR, le pays est à la fois un pays d'origine et de transit, ainsi qu'une destination populaire pour les travailleurs transfrontières. Les chiffres officiels suggèrent qu'en 2018, il y avait plus de 30 millions d'Indiens à l'étranger, dont plus de 9 millions de la diaspora indienne concentrée dans la région du CCG. Plus de 90 % des travailleurs migrants indiens, dont la plupart sont des personnes ayant un faible niveau de compétences et des ouvriers spécialisés, travaillent dans la région du Golfe et en Asie du Sud-Est. Bien que les chiffres exacts ne soient pas connus, plusieurs études soulignent la présence de flux sortants de migration de main-d'œuvre plus importants et la présence d'un grand nombre de migrants sans papiers dans la région du CCG (OIT, 2018). L'Inde a déjà cherché à établir une coopération bilatérale avec l'Arabie saoudite et les EAU en matière d'harmonisation des compétences, afin de faciliter la migration des ouvriers qualifiés[22].
- Le potentiel du **CC de l'ASACR** a été étudié par l'OIT par l'intermédiaire d'un expert international en CC.Un rapport a été préparé sur la faisabilité et les mécanismes du CC de l'ASACR. Le mandat de l'étude fait référence au plan d'action de l'ASACR sur la migration de main-d'œuvre, à la déclaration de la réunion des hauts fonctionnaires du processus de Colombo, au dialogue d'Abou Dhabi et au pacte mondial pour les migrations (ONU, 2019), tandis que la proposition met également l'accent sur le cadre

[21] https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-life/new-pact-migration-and-asylum_fr
[22] https://www.orfonline.org/research/mapping-skills-a-roadmap-for-india-and-the-uae-69202/

d'action de l'ASACR pour l'éducation à l'horizon 2030 et sur la mobilité de la main-d'œuvre entre les pays membres de l'ASACR.

- L'évolution vers un système de migration circulaire légale soutenu par un CRC pourrait entraîner des changements importants dans les mécanismes de migration actuels. Les agences de recrutement privées restent les principaux acteurs en ce qui concerne l'adéquation entre l'offre et la demande sur le marché de l'emploi dans la région du Golfe, dans le cadre d'un système appelé «Kafala» (parrainage à l'initiative des employeurs), qui a également soulevé des problèmes de mauvaises conditions de travail. En tout état de cause, les agences de recrutement privées, les attachés du travail des pays d'origine et les organisations responsables des conventions du travail bilatérales sont les principales parties prenantes dans la région du Golfe et devraient être consultés de près sur l'étude de faisabilité susmentionnée. Les nouveaux mécanismes d'adéquation entre l'offre et la demande sur le marché de l'emploi (fondés par exemple sur les cadres des certifications) pourraient être très différents si la migration de main-d'œuvre se concentre sur les migrants ayant un faible niveau de compétences, moyennement qualifiés ou hautement qualifiés.
- Un travail commun sur un cadre régional des certifications pourrait rendre moins politiques les discussions nécessaires sur les questions de migration, qui pourraient facilement dégénérer dans les régions du Golfe et de l'ASACR. L'outil lui-même serait probablement moins important que le processus, qui pourrait produire plusieurs retombées positives. Ce CRC devrait probablement se concentrer sur l'actualité des certifications des migrants. Il pourrait fournir, par exemple, une plateforme pour le partage de profils communs (pour les professions les plus demandées) et des processus d'assurance de la qualité et de reconnaissance qui pourraient aider tous les pays. Relier les bases de données nationales de certifications des pays d'origine et d'accueil à l'aide de la technologie des chaînes de blocs pourrait, par exemple, permettre aux pays de partager des informations de manière sécurisée et leur offrir un système concret plutôt qu'un simple ensemble de descripteurs de niveau. Il pourrait soutenir le processus de recrutement, sur la base d'informations vérifiées. Là encore, les plus qualifiés en bénéficieront davantage, ce n'est donc pas une solution pour tous. Toutefois, l'évolution technique pourrait faciliter l'intégration des systèmes nationaux qui ne pourrait jamais être réalisée par des moyens politiques.
- Très récemment, de nombreux migrants ont quitté la région du Golfe pour rentrer chez eux en raison de la crise de la COVID-19, qui a eu une énorme incidence économique dans les pays du CCG. La réduction des envois de fonds entraîne également des difficultés économiques dans les pays d'origine.
- Étant donné que de nombreux étrangers travaillent dans le CCG, ces évolutions peuvent avoir des implications véritablement mondiales, ce qui rend également intéressant pour l'UE et le CEC d'observer le processus et d'y contribuer, là où il peut apporter une valeur ajoutée. C'est également un cas intéressant pour la mise en œuvre du nouveau pacte sur la migration et l'asile de l'UE. Ce pacte prévoit des partenariats mutuellement bénéfiques avec les principaux pays tiers d'origine et de transit; la mise en place de voies d'accès légales et durables pour les personnes ayant besoin d'une protection et pour attirer les talents dans l'Union; et des mesures en faveur de politiques d'intégration efficaces. Ces partenariats destinés à attirer les

talents soutiendront la migration légale et la mobilité avec des partenaires clés. L'UE renforcera le soutien apporté pour améliorer les perspectives économiques et lutter contre les causes profondes de la migration irrégulière. L'UE propose un réservoir de talents européen pour les travailleurs qualifiés de pays tiers. Ce réservoir pourrait servir de plateforme à l'échelle de l'Union en vue de recrutements internationaux, sur laquelle les ressortissants qualifiés de pays tiers pourraient indiquer leur souhait de migrer vers l'Union et être identifiés par les autorités compétentes en matière de migration et par les employeurs de l'Union en fonction de leurs besoins.

La Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) a adopté le nouveau plan d'action sur la migration de main-d'œuvre (2020-2025) afin de promouvoir le transfert de compétences et de faire correspondre l'offre et la demande de travail pour l'intégration régionale — la promotion et la mise en œuvre du SADCQF est l'un des résultats stratégiques du plan d'action.

Comme le montrent les estimations de 2017 de l'Union africaine, la CDAA accueille 37,5 % des 14,2 millions de travailleurs migrants internationaux d'Afrique, soit un total estimé à 5,4 millions. En même temps, la région d'Afrique australe abrite le plus grand nombre de travailleurs migrants internationaux, soit jusqu'à 4,2 millions, devant l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, la migration à l'intérieur de la CDAA représentant environ 45 %.

La CDAA a adopté le nouveau plan d'action sur la migration de main-d'œuvre (2020-2025) dans le cadre des efforts visant à promouvoir le transfert de compétences et à faire correspondre l'offre et la demande de travail pour le développement et l'intégration régionaux. Le plan d'action, adopté par le secteur de l'emploi et du travail de la région, est conforme à l'article 19 du protocole de la CDAA sur l'emploi et le travail, qui vise à protéger et à sauvegarder les droits et le bien-être des travailleurs migrants, afin de leur donner de meilleures possibilités de contribuer aux pays d'origine et de destination. Le plan d'action fait partie intégrante des mesures visant à l'élimination progressive des obstacles à la libre circulation des capitaux et des travailleurs, des biens et des services, et des personnes de la CDAA en général, conformément à l'article 5 du traité de la CDAA.

Il est prévu que la mise en œuvre de l'instrument politique adopté au moyen d'une approche multisectorielle contribuera à la protection des droits des travailleurs migrants et leur donnera la possibilité d'avoir une incidence plus importante sur le développement tant des pays d'origine et que de destination.

Le plan d'action sur la migration de main-d'œuvre poursuit trois objectifs stratégiques:

1. Renforcer les politiques de migration de main-d'œuvre et les cadres réglementaires pour une meilleure gouvernance de la migration de main-d'œuvre.
2. Protéger les droits des travailleurs migrants et renforcer les activités de sensibilisation et d'information sur leur contribution au développement et à l'intégration régionale.
3. Renforcer la participation des travailleurs migrants aux processus de développement socio-économique dans les pays d'origine et de destination. La promotion et la poursuite de la mise en œuvre du SADCQF est l'un des trois résultats de cet objectif, avec les activités suivantes:
    - Soutenir les États membres dans l'élaboration de CNC conformes au CC de la CDAA.

- Soutenir l'élaboration d'arrangements régionaux de reconnaissance mutuelle spécifiques au secteur, conformément au CC de la CDAA.
- Organiser des ateliers de sensibilisation et de renforcement des capacités, le cas échéant, à l'intention des représentants des travailleurs et des employeurs de la région afin de promouvoir le CC de la CDAA.
- Mener des bilans de compétences pour établir le profil de l'offre et de la demande dans certains secteurs.

Autres exemples où la migration est une question prioritaire pour les CRC:

- **Le PQF:** la migration de main-d'œuvre s'effectue notamment de pays plus petits vers des pays plus grands, mais surtout vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande.
- **Le MCAP:** la mise en place d'un CRC pour la région de l'Alliance du Pacifique est principalement portée par la mobilité de la main-d'œuvre. Dans la région, on note toujours un manque de mécanismes formels pour soutenir la mobilité des étudiants et de la main-d'œuvre.

3.5 Assurance de la qualité

De nombreux CRC ont des exigences explicites en matière d'assurance de la qualité (QA) et sont intégrés aux agences de QA de la région. Les initiatives suivantes relevant du CRC, en particulier, font apparaître une intégration étroite des certifications et des mécanismes d'assurance de la qualité: le PQF, le TQF, le CQF, l'AQF, le Mcesca et le CAMES. Les registres régionaux et nationaux sont souvent limités aux certifications fondées sur les résultats et dont la qualité est assurée. Bien que les mesures d'assurance de la qualité aient souvent été axées sur l'enseignement supérieur, elles sont de plus en plus étendues au-delà de ce secteur. L'assurance de la qualité de la fourniture en ligne et des microqualifications est une autre question émergente importante.

De nombreux CRC visent à assurer la qualité et à l'améliorer, ainsi qu'il ressort très clairement de ce bref aperçu des objectifs d'un certain nombre de cadres régionaux.

- **L'AQF:** répondre au besoin de mécanismes transparents pour l'assurance de la qualité, de la rigueur et de la cohérence des certifications régionales pour le pays, les employeurs, la communauté et les étudiants.
- **L'ACQF:** la vision de l'ACQF équilibre quatre objectifs complémentaires, dont le premier est: d'«améliorer la comparabilité, la qualité et la transparence des qualifications de tous les sous-secteurs et niveaux d'éducation et de formation et soutenir les résultats de l'apprentissage tout au long de la vie».
- **Le CAMES:** le renforcement de l'approche axée sur la qualité dans l'ensemble des activités et des programmes.
- **La Cedeao:** assurer une éducation et un apprentissage inclusifs, équitables et de qualité dans la communauté.
- **L'EAQFHE:** la référence pour la définition et l'évaluation des normes universitaires.
- **Le Mcesca:** les processus d'assurance de la qualité améliorés.
- **Le PQF:** le cadre favorise l'accès des personnes à une éducation et une formation de qualité; il encourage et crée une culture de la qualité au sein des agences et des

établissements, ainsi que dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des activités liées à l'éducation et à la formation, et dans l'attribution de ressources à ces activités.

L'assurance de la qualité est importante pour établir la confiance dans les certifications, en veillant à ce qu'elles soient pertinentes, compréhensibles et exprimées en acquis d'apprentissage avant qu'elles ne fassent partie du cadre des certifications, et en veillant à ce que les processus d'évaluation et de certification soient soumis à une assurance de la qualité. L'assurance de la qualité des prestataires est également considérée comme un aspect important de l'assurance de la qualité des cadres.

Dans un certain nombre de cas, les agences chargées de l'assurance qualité et les organisations régionales qui en sont également chargées, telles que l'EQAP (la zone Pacifique) et le CAMES (Afrique francophone), jouent un rôle important dans la promotion du CRC.

Le CRC, ses descripteurs de niveau et éventuellement des déclarations supplémentaires sur les types de certification exprimés en acquis d'apprentissage, sont utilisés comme outils d'assurance de la qualité par les agences chargées de cet aspect. Le cadre régional peut également comporter des lignes directrices relatives à l'assurance de la qualité supplémentaires.

L'EQAP (programme de qualité et d'évaluation de l'éducation), qui utilise le cadre des certifications de la zone Pacifique (PQF) comme point de référence pour les certifications et microqualifications régionales, a élaboré des normes et des critères d'accréditation en faisant appel à des évaluateurs indépendants. Les certifications accréditées sont inscrites au registre océanien des certifications et des normes.

Dans le cadre des certifications arabe (AQF), les procédures de vérification interne sont complétées par un processus de vérification externe commun basé sur les descripteurs de niveau de l'AQF par des examinateurs et le personnel des agences nationales d'assurance de la qualité qui ont été formés à cet effet.

Bien que chaque pays de la CDAA possède son propre cadre d'assurance de la qualité, le SADCQF (2017) dans l'annexe 2[23] définit les 16 directives d'assurance de la qualité du SADCQF. Ils sont représentés dans une infographie aux fins d'une communication plus facile aux utilisateurs finaux[24].

[23] https://www.saqa.org.za/docs/webcontent/2017/SADCQF%20booklet.pdf
[24] https://www.saqa.org.za/sites/default/files/2020-04/SADCQF%20Quality%20Assurance%20Guidelines.pdf

Figure 2 Lignes directrices relatives à l'assurance de la qualité du SADCQF

Le TQF VUSSC fournit un référentiel commun de certifications dont la qualité est assurée, au moyen de directives d'assurance de la qualité flexibles, qui s'appuient sur les procédures d'assurance de la qualité existantes au niveau national, sectoriel ou régional, plutôt que de les remplacer.

L'EAQFHE est étroitement associé au système régional d'assurance de la qualité, élaboré pour promouvoir la comparabilité des systèmes éducatifs, améliorer l'éducation de qualité et maintenir des normes internationales qui rendraient le système compétitif à l'échelle régionale et internationale.

Le Mcesca lance ses processus d'assurance de la qualité de manière ascendante, en s'appuyant sur le fait que les universités sont autonomes en matière de certifications et d'assurance de la qualité. L'amélioration des processus d'assurance de la qualité est l'un des principaux objectifs.

Les acquis d'apprentissage constituent un critère essentiel de l'assurance de la qualité. Il existe souvent des liens entre l'assurance de la qualité et l'approche fondée sur les compétences, notamment dans un certain nombre de pays francophones. Le CAMES, en tant qu'organisation, accorde également une attention particulière aux processus d'examen et d'attribution pour compléter les cycles LMD.

L'AQRF est censé être un véritable outil d'assurance de la qualité. Le cadre s'appuie sur un ensemble de principes d'assurance de la qualité convenus et de normes générales relatives: i) aux fonctions des agences d'enregistrement et d'accréditation; ii) aux systèmes pour l'évaluation de l'apprentissage et la délivrance des certifications; et iii) à la réglementation de la délivrance des certificats.

La crise de la COVID-19 a également eu des répercussions dans ce domaine. Lors de l'entretien sur l'AQRF, les personnes interrogées ont souligné qu'étant donné que la plupart des établissements d'enseignement et de formation, de la petite enfance à l'enseignement

supérieur, sont contraints de mettre leurs plateformes d'apprentissage en ligne, la **nécessité d'une assurance de la qualité rigoureuse de l'apprentissage à distance n'a jamais été aussi importante**, en particulier pour s'assurer que les acquis d'apprentissage visés ont effectivement été atteints.

3.6 Champ d'application: tendance à la mise en place de cadres globaux

Le champ d'application des cadres régionaux des certifications varie. Certains cadres étaient initialement axés soit sur l'enseignement supérieur, soit sur l'enseignement professionnel, mais les conclusions du présent document montrent une nette tendance vers des cadres globaux ou unifiés.

- Dans le cas du **CC (prospectif) de l'ASACR**, l'expérience récente de la région a montré que de nombreux pays d'Asie du Sud œuvrent de plus en plus à la mise en place de cadres nationaux des certifications globaux (bien que certains disposent de cadres pour l'enseignement supérieur ou l'EFTP). Avec cette tendance à des CC globaux, le CC de l'ASACR devrait être un cadre global des certifications portant sur l'EFP, l'acquisition de compétences, l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, ainsi que l'apprentissage tout au long de la vie.
- Un certain nombre de cadres ont commencé par la perspective de l'enseignement supérieur, par exemple le Mcesca, l'AQF (modèle ANQAHE) et l'EAQFHE. Le système régional d'assurance et d'autorisation de qualité du CAMES est associé au système LMD (licence-master-doctorat) et est exclusivement axé sur l'enseignement supérieur.
- En dépit de son titre, le TQF VUSSC n'a jamais été destiné à couvrir exclusivement des universités.
- Le CQF met en contact l'évolution de l'EFP et de l'enseignement supérieur dans le cadre caribéen des certifications à cinq niveaux. L'assurance qualité de la fourniture en ligne suscite également un intérêt croissant.
- Le PQF suscite un intérêt croissant pour les microqualifications, qui sont plus faciles à obtenir et peuvent avoir une application plus large, compte tenu du grand nombre de prestataires de formation dans les îles du Pacifique qui organisent ces types de cours.

Comme son nom le suggère, l'**EAQFHE** est un cadre pour les certifications dans le secteur de l'enseignement supérieur et un instrument de l'espace commun pour l'enseignement supérieur de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Toutefois, le cadre a été conçu comme global et intégré, couvrant huit niveaux, allant du niveau primaire inférieur au doctorat (voir la figure ci-dessous). En ce qui concerne son champ d'application déclaré, l'EAQFHE «s'applique donc à tous les types d'éducation, de modes d'enseignement, de formation et de certifications, de l'éducation de base à l'enseignement supérieur, aux établissements professionnels, obtenus dans le cadre d'apprentissages formels et/ou non formels et/ou informels».

En outre, le schéma directeur de **l'AQF (modèle ANQAHE)**, mis au point il y a environ une décennie, prévoit un cadre uniquement pour l'enseignement supérieur. Dans l'intervalle, la nécessité d'un cadre unifié couvrant à la fois l'enseignement général et l'EFP a toutefois été reconnue.

Figure 3 Niveaux de l'EAQFHE

MINIMUM CREDITS FOR GRADUATION

Qualifications Type	Minimum Credits Required for Graduation	EAQFHE Level	Qualification Types
Doctorate Degree	540	8	Postgraduate
Master's Degree	180	7	
Postgraduate Diploma	120		
Post graduate Certificate	60		
Bachelor degree	360	6	Undergraduate
Advanced Diploma	300		
Graduate Diploma	240		
Graduate Certificate	120		
Diploma	240	5	Upper Secondary and Post-Secondary Education and Training
Certificate	120	4	
		3	Lower Secondary School
		2	Upper Primary
		1	Lower Primary

*SOURCE:*IUCEA, EAC, 2015.

3.7 État d'avancement de la mise en œuvre dans différents CRC

Le Cedefop et l'ETF ont récemment rédigé un document sur *les cadres des certifications et leurs étapes d'élaboration*[25], qui décrit également les étapes d'élaboration des CRC. Le document distingue les étapes d'élaboration suivantes: 1) **l'étape exploratoire** qui précède la conceptualisation du CRC, 2) **l'étape de conception** qui est utilisée pour décrire le concept et les caractéristiques du CRC et une éventuelle feuille de route, 3) **l'étape d'adoption**, qui met en évidence l'adoption du CRC par une décision formelle; 4) **l'étape d'activation**, lorsque le CRC commence à être mis en œuvre, les organismes chargés de la mise en œuvre sont déterminés, les ressources allouées et les méthodes de travail appliquées, et les processus d'alignement ou de référencement des CNC avec les CRC sont mis en place. 5) **L'étape opérationnelle** est atteinte lorsque la plupart des pays ont relié leurs CNC aux CRC, que les effets du CRC sur les politiques nationales deviennent visibles et qu'il y a des incidences sur, par exemple, les processus d'assurance et de reconnaissance de qualité. 6) **L'examen** et l'évaluation externe périodique des CRC, de leurs caractéristiques et de leurs effets peuvent contribuer à la refonte du CRC.

Pour cette étude, les indicateurs des étapes d'élaboration du document de travail sur les étapes d'élaboration du CNC/CRC ont été testés dans la mesure du possible. Il n'a pas été possible d'approfondir considérablement les liens entre le CNC et le CRC, car nous n'avons pu interroger qu'un nombre limité de représentants des CNC. Dans un premier temps, nous avions l'intention d'élaborer des calendriers détaillés et une feuille de route comportant des jalons clés pour l'élaboration et la mise en œuvre de chacun des CRC. Cela n'a été possible que pour certaines des initiatives relevant du CRC, étant donné que toutes n'ont pas été en

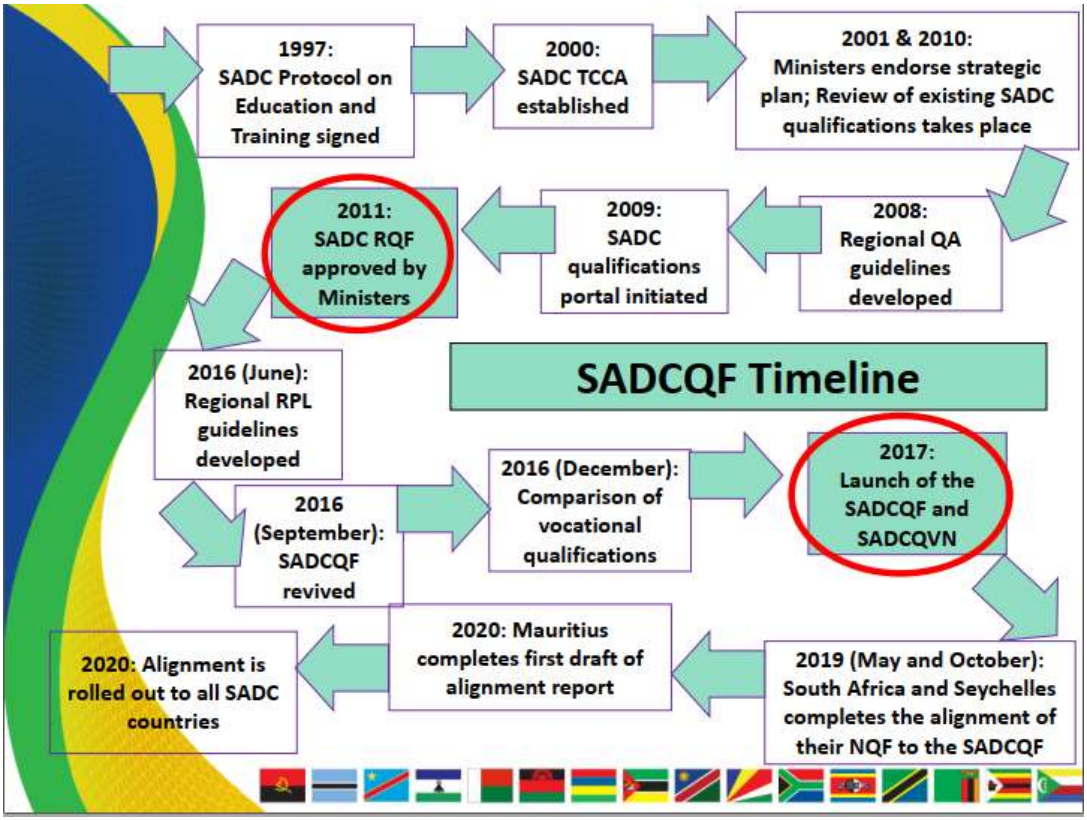
[25] «Qualifications Frameworks and their development stages» (Cadres des certifications et leurs étapes d'élaboration), Cedefop, ETF, 2020, document distribué lors de la réunion du groupe consultatif pour le CEC les 24 et 25 novembre, qui sera publié conjointement par le Cedefop et l'ETF en 2021 sous la forme d'une note d'information sur le CEC.

mesure de fournir des informations concrètes sur les prochains jalons. Pour un certain nombre de CRC, les évolutions prévues et les priorités futures ont toutefois été mentionnées, sans indication d'un calendrier précis. En outre, certains jalons étaient en suspens en raison de problèmes de financement ou d'engagement. De plus, la crise de la COVID-19 a provoqué des perturbations supplémentaires (voir la section spéciale ci-dessous). En général, on peut dire que beaucoup d'initiatives relevant du CRC ont commencé à évoluer et à être mises en œuvre, certaines ayant connu des évolutions significatives, en particulier au cours des dernières années. Néanmoins, pour un certain nombre de CRC, les progrès ont été difficiles.

L'AQRF et la CDAA sont les plus pertinents aux fins de la comparaison fondée sur l'état actuel de la mise en œuvre. Les deux CRC ont fait des progrès en ce qui concerne les processus de référencement/d'alignement.

La figure 3 ci-dessous illustre le calendrier du SADCQF, qui a commencé dès 1997 avec la signature du protocole de la CDAA sur l'éducation et la formation. Si le SADCQF a été approuvé par les ministres en 2011, cette approbation a été suivie d'une période d'activité limitée qui s'est poursuivie jusqu'en 2017, date à laquelle le SADCQF a été relancé. Après le lancement du SADCQF en 2017, huit pays pilotes ont entamé le processus d'alignement de leurs CNC sur le SADCQF. En 2019, l'Afrique du Sud et les Seychelles ont été les deux premiers pays à achever leur processus d'alignement. Maurice a publié son projet avancé de rapport sur l'alignement.

Figure 4 Calendrier du SADCQF



*Source:*CDAA/Coleen Jaftha, Présentation au 6e webinaire d'apprentissage collégial de l'ACQF, 2020.

La mise en œuvre du SADCQF a été lancée par l'intermédiaire de six programmes différents qui se trouvaient à différentes étapes de la mise en œuvre au moment de la rédaction du présent rapport. Pour ce faire, il est fait appel aux capacités nationales et à des financements gouvernementaux coordonnés au niveau régional. Le TCCA (Comité technique pour la certification et l'accréditation) a mobilisé les États membres pour surveiller l'évolution de ces six programmes, comme le montre le tableau ci-dessous.

Figure 5 Mise en œuvre du SADCQF

Programme	États membres conduisant les programmes	Statut
Élaboration et alignement des CNC sur le SADCQF	Afrique du Sud	Huit pays se sont portés volontaires pour piloter l'alignement de leurs CNC sur le SADCQF. Deux pays, à savoir les Seychelles et l'Afrique du Sud, ont aligné leurs CNC sur le SADCQF sur la base de critères d'alignement élaborés.
Assurance de la qualité	Botswana	L'alignement des systèmes d'assurance de la qualité internes et externes des pays de la CDAA sur les lignes directrices de la CDAA relatives à l'assurance de qualité est en cours. L'apprentissage collégial, le partage d'expériences et le renforcement des capacités des États membres dans la mise en œuvre des lignes directrices de la CDAA relatives à l'assurance qualité sont facilités par le réseau d'assurance qualité en Afrique australe (SAQAN) et l'Association pour l'évaluation éducative en Afrique australe (SAAEA), en collaboration avec le TCCA. La CDAA envisage un système d'assurance de la qualité de la CDAA aligné sur le cadre panafricain d'assurance qualité (PAQAF).
Vérification des certifications	Eswatini	Un réseau de vérification des certifications régional (SADCQVN), membre du réseau africain de vérification des certifications (AQVN), a été établi pour assurer le partage d'informations crédibles et fidèles dans l'ensemble de la CDAA, partageant l'objectif commun d'assurer la crédibilité des certifications africaines. Une brochure du SADCQVN a été rédigée et est régulièrement mise à jour chaque année et diffusée dans l'ensemble de la région. La collecte annuelle d'informations statistiques sur la mobilité des apprenants et des travailleurs dans la CDAA, ainsi que sur les fausses déclarations concernant les certifications, est un élément clé des travaux du SADCQVN. Un projet de manuel de reconnaissance de la CDAA est en attente de validation par le TCCA en octobre 2020.
Promotion et communication	Zambie	Une stratégie de communication du SADCQF, des outils de communication et des supports de marketing ont été mis au point. Le SADCQF est publié sur les sites des médias sociaux de la CDAA. À l'heure actuelle, il n'existe pas de base de données ni de registre pour le SADCQF.

Articulation, validation des acquis de l'expérience (VAE) et accumulation et transfert de crédits (CATS)	Namibie	La région de la CDAA dispose d'un ensemble de lignes directrices relatives à la VAE et l'état d'avancement de leur mise en œuvre n'a pas encore été déterminé. En outre, un projet de lignes directrices de la CDAA relatives à l'accumulation et au transfert de crédits est en attente de validation par le TCCA en octobre 2020.
Gouvernance	Secrétariat de la CDAA	Le Comité technique pour la certification et l'accréditation (TCCA) se réunit deux fois par an. Un comité exécutif du TCCA (EXCO), créé sur la base des principes de la troïka de la CDAA, se réunit deux fois par an pour examiner et suivre l'avancement de la mise en œuvre des six programmes de mise en œuvre du SADCQF.

Source: Étude cartographique de l'ACQF: CDAA. 2020. Rapport national.

3.8 Spécifications conceptuelles et techniques

Les cadres des certifications possèdent un certain nombre de caractéristiques conceptuelles et techniques ou de spécifications techniques. Il s'agit notamment de descripteurs de niveaux, du nombre de niveaux, du concept des acquis d'apprentissage utilisés, des domaines d'apprentissage utilisés, des processus de référencement/d'alignement entre les CNC et le CRC, des dispositions concernant l'assurance qualité (y compris l'évaluation et la révision), des modalités de validation de l'apprentissage non formel et informel, du partage d'informations sur les certifications (par exemple au moyen de registres des certifications) et de la présentation des niveaux de certification sur les diplômes et les certificats.

Dans la section suivante, nous avons sélectionné plusieurs de ces critères techniques pour les décrire plus en détail. Les fiches d'informations relatives au CRC dans la deuxième partie du présent rapport apporteront plus de renseignements.

3.8.1 Descripteurs de niveau

En ce qui concerne le nombre de niveaux, à travers le monde on peut observer une prévalence de CRC à dix niveaux. À l'exception de l'EAQFHE, du Mcesca et de l'AQRF, qui sont des cadres à huit niveaux, toutes les autres initiatives relevant du CRC examinées étaient des cadres à dix niveaux, c'est-à-dire le SADCQF, l'AQF, le TQF, le PQF, le GQF et le CQF.

La figure ci-dessous présente un extrait des descripteurs de niveau du TQF VUSSC, pour les niveaux 8 à 10 du cadre à dix niveaux.

Figure 6 Descripteurs de niveau du TQF pour les niveaux 8 à 10

Table 1: Overview of the TQF

	Levels and descriptors	Minimum credit	Qualification types
10	• Acquire and possess a systematic understanding of a substantial body of knowledge which is at the forefront of an academic discipline, field of study or area of professional practice. • Be able to create and interpret new knowledge at a most advanced frontier of a field of work or study through original and advanced research of a quality to satisfy peer review, extend the forefront of the discipline and merit publication. • Possess the most advanced and specialised skills and techniques to be able to conceptualise, design and implement a project for the generation of new knowledge or to solve critical problems or to refute or redefine existing knowledge. • Demonstrate authority, innovation, autonomy, integrity and personal responsibility for the production or development of innovative ideas or processes in the context of an academic discipline, field of study or area of professional practice.	360	Doctoral Degree
9	• Have a logical understanding of a body of highly specialised knowledge, some of which is at the forefront of their academic discipline, field of study or area of professional practice, as a basis for original thought and/or the conduct of research and/or enquiry. • Have a comprehensive understanding of the research skills and/or relevant established techniques applicable to their own research or to advanced scholarship that can be used to create and interpret knowledge. • Demonstrate originality in the application of knowledge to solve problems, together with a practical understanding of how knowledge can be managed to transform work or study. • Possess a conceptual understanding of how to analyse and critically evaluate current research in their academic discipline, field of study or work and to apply where appropriate to solve problems.	240	Master's Degree
8	• Have systematic, extensive and comparative knowledge of the key aspects of their academic discipline, field of study or work. • Possess an ability to deploy accurately established analytical tools and/or techniques and enquiry within their academic discipline, field of study or work. • Be able to use their knowledge, understanding and skills of a wide range of concepts, ideas and information to devise and sustain arguments and/or to solve problems. • Display a critical understanding of the uncertainty, ambiguity and limits of knowledge and how it is developed. • Possess the ability to manage their own learning and to make use of scholarly reviews and primary sources (e.g. referred research articles and/or original materials appropriate to the discipline).	120	Postgraduate Certificate and Diploma; Bachelor Degree with Honours

Source: COL, Gertze, Franz, 2017.

3.8.2 Processus de référencement/d'alignement

Seules quelques-unes des initiatives relevant du CRC étudiées ont déjà mis en place des processus d'alignement/de référencement que l'on peut comparer au CEC, en ce sens qu'un ensemble de critères relatifs au référencement/à l'alignement y est en place, assorti d'une procédure convenue. Aux fins de la présente étude, les deux exemples les plus pertinents à prendre en considération sont le SADCQF et l'AQRF, étant donné qu'ils ont acquis une première expérience avec plusieurs pays ayant déjà entrepris leur processus de référencement au CRC.

Dans le cas de **l'AQRF**, quatre pays — l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande et la Malaisie — ont déjà procédé à un référencement à l'AQRF et ont soumis un rapport de référencement. Les lignes directrices de l'AQRF relatives au référencement ont ensuite été révisées (en août 2020) afin de les rendre plus simples. L'expérience initiale du référencement a montré que les lignes directrices relatives au référencement étaient perçues comme trop compliquées. L'AQRF prévoit également la possibilité (théorique), pour les pays

qui ne disposent pas d'un CNC, d'entreprendre le référencement à l'AQRF. Or, jusqu'à présent, les États membres ont tendance à se concentrer en priorité sur l'élaboration du CNC. Pour procéder à un référencement à l'AQRF, les pays devraient disposer d'un comité national de l'AQRF. Pour l'Indonésie, par exemple, c'était problématique car 15 ministères devaient y participer.

SADCQF: une ligne directrice relative à l'alignement contenant les critères d'alignement et les étapes du processus d'alignement (exercice d'autoévaluation) et du processus de soumission a été élaborée. Les États membres de la CDAA ont commencé à aligner leurs CNC sur le SADCQF en utilisant cette ligne directrice. Huit pays (Afrique du Sud, Botswana, Eswatini, Lesotho, Maurice, Namibie, Seychelles et Zambie) ont accepté de participer à la phase pilote d'alignement en 2017, tandis que d'autres pays se sont déclarés intéressés par l'alignement.

À ce jour, deux pays ont achevé le processus d'alignement (l'Afrique du Sud[26] et les Seychelles[27]) et Maurice[28] a soumis son rapport d'alignement au secrétariat de la CDAA pour validation, tandis que les autres en sont à différentes étapes d'alignement de leurs CNC sur le SADCQF. Maurice a soumis son rapport d'alignement à la CDAA et le projet a été publié[29]. La fiche d'information sur le SADCQF figurant dans la deuxième partie du présent rapport décrit plus en détail les enseignements tirés de l'exercice d'alignement du SADCQF. La figure 4 ci-dessous présente la série de dix critères d'alignement du SADCQF, ainsi que la feuille de route concernant l'alignement du SADCQF, qui illustre le processus entre la décision d'un pays de mettre en œuvre le SADCQF et l'approbation et la publication du rapport d'alignement du SADCQF. La figure ci-dessous montre les critères d'alignement du SADCQF et la feuille de route à appliquer.

Figure 7 Critères et feuille de route pour l'alignement du SADCQF

Critères d'alignement du SADCQF
1. Les responsabilités des organismes nationaux concernés participant au processus d'alignement sont délimitées et publiées par les autorités compétentes concernées.
2. Il existe un lien clair et démontrable entre les niveaux de certification dans le CNC/système national de certification (SNC) et les descripteurs de niveau du SADCQF.
3. Le CNC/SNC repose sur les acquis d'apprentissage et les liens avec l'apprentissage non formel et informel et les systèmes de crédits (lorsqu'ils existent).
4. Les procédures permettant d'inclure les certifications dans le CNC ou de décrire la place des certifications dans le SNC sont transparentes.
5. Le système national d'assurance de la qualité pour l'éducation et la formation fait référence au CNC ou au SNC et est conforme aux lignes directrices du SADCQF relatives à l'assurance de qualité.

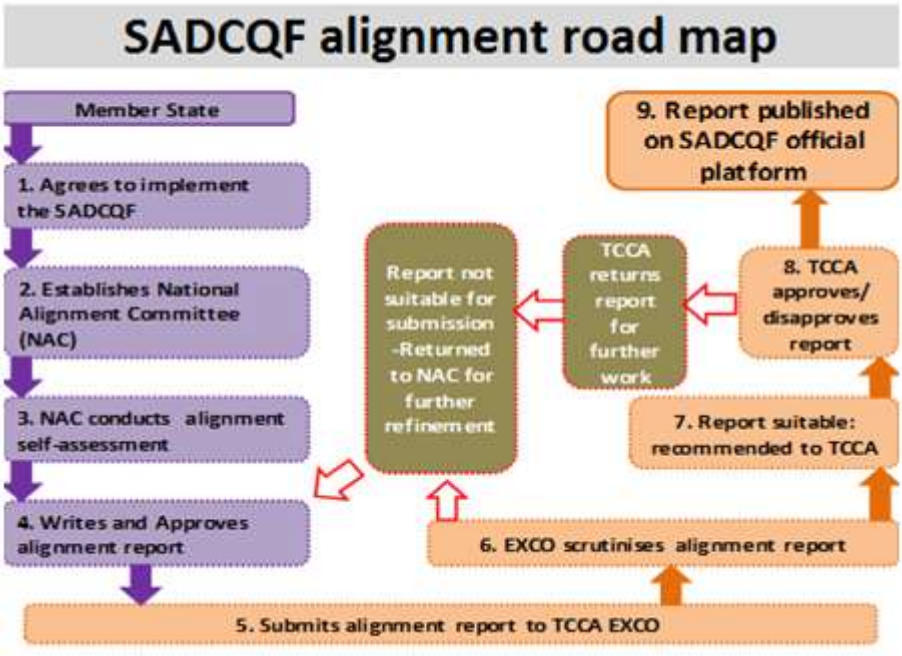
[26] SAQA, *Report on the alignment of the South Africa National Qualifications Framework (SANQF) to the Southern African Development Community Qualifications Framework (SADCQF)* [Rapport sur l'alignement du cadre national des certifications en Afrique australe (SANQF) sur le cadre des certifications de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADCQF)], 2019, https://www.saqa.org.za/sites/default/files/2020-02/SADCQF%20alignment%20report%20%28js%2907012020.pdf

[27] SAQA, *Report on the alignment of the South Africa National Qualifications Framework (SANQF) to the Southern African Development Community Qualifications Framework (SADCQF)* [Rapport sur l'alignement du cadre national des certifications en Afrique australe (SANQF) sur le cadre des certifications de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADCQF)], 2019, https://www.saqa.org.za/sites/default/files/2020-02/SADCQF%20alignment%20report%20%28js%2907012020.pdf

[28] MQA, *Report on alignment of the National Qualifications Framework of the Republic of Mauritius to the SADC Qualifications Framework* (Rapport sur l'alignement du cadre national des certifications de la République de Maurice sur le cadre des certifications de la CDAA), 2019,http://www.mqa.mu/English/Documents/FS/Report15042019.pdf

[29] Maurice, 2019, disponible à l'adresse suivante: http://www.mqa.mu/English/Documents/FS/Report15042019.pdf

6. Les autorités nationales compétentes en charge de la vérification des certifications obtenues dans le système national sont clairement indiquées.
7. Le processus d'alignement comprend l'accord explicite des organismes compétents d'assurance de la qualité.
8. Les organismes nationaux compétents certifient l'alignement du CNC/SNC sur le SADCQF. Ils publient un rapport exhaustif d'alignement et les éléments qui étayent cet alignement.
9. La plateforme officielle du pays doit prévoir un processus de consultation publique du rapport d'alignement.
10. Des plans clairs ont été élaborés afin d'apporter des changements à la législation et à la politique appuyant l'alignement sur les niveaux du SADCQF à indiquer sur les nouveaux certificats de qualification, diplômes et autres documents délivrés par les autorités compétentes.



Source: CDAA, Coleen Jaftha, 2020, Présentation du SADCQF lors du 6e webinaire de l'ACQF, 22 octobre 2020, https://www.etf.europa.eu/sites/default/files/2020-10/session_4_6th_plw_sadcqf_fr_1.pdf

Outre l'AQRF et le SADCQF, quelques initiatives relevant du CRC supplémentaires ont des processus de référencement ou d'alignement en cours.

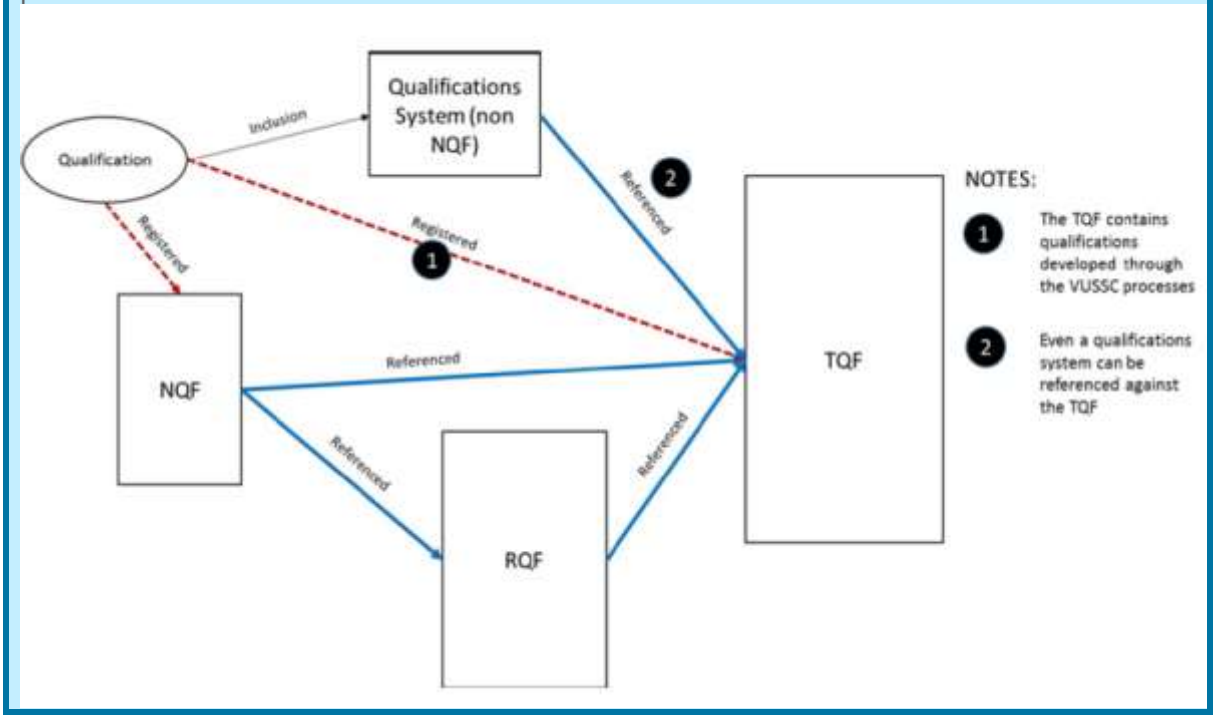
Tant le **CQF que le PQF** emploient actuellement une méthode plus «informelle» de référencement. Dans le cas du PQF, les processus de référencement engagés jusqu'à présent étaient d'une nature plus informelle, et été mis en œuvre à l'initiative de l'EQAP (en examinant le cadre des certifications et le système qui l'entoure, et en comparant la manière dont les pays appliquent le cadre). Il n'existe pas de lignes directrices claires en ce qui concerne le référencement. Ces dernières resteraient encore à élaborer. Dans le cas du CQF, la nécessité d'un processus de référencement plus formel s'est fait ressentir. Pour cette raison, la Caricom a demandé à ses pays de mettre en place des CNC d'ici 2021 et elle fournit un soutien à ces pays pour les aider à se préparer au processus. L'encadré 1 ci-dessous illustre le processus de référencement du TQF tel que décrit par l'instrument de référencement du TQF.

Le **TQF VUSSC** a également décrit un processus de référencement qui prévoit la possibilité d'entreprendre le référencement au TQF, aussi bien pour les pays avec un CNC implémenté que pour les pays sans.

Encadré 1 Le processus de référencement du TQF tel que décrit par l'instrument de référencement du TQF

Le processus de référencement du TQF exige des États membres qu'ils référencent leurs cadres des certifications en premier lieu au CRC approprié (le cas échéant), et en deuxième lieu au TQF. À titre d'exemple, le CNC jamaïcain sera d'abord référencé au CRC de la Communauté des Caraïbes (Caricom), puis au TQF.

Étant donné qu'un certain nombre de petits États n'ont pas de CNC, ces pays peuvent référencer leur système national des certifications au TQF, ou à tout le moins participer à l'élaboration des certifications de la VUSSC qui sont enregistrées au TQF. La figure ci-dessous illustre ce processus.



3.8.3 Registres régionaux des certifications et certifications régionales communes

Les initiatives relevant des certifications régionales décrites dans la présente étude ont des objectifs différents, mais elles visent toutes à relier les cadres nationaux des certifications, à mettre en relation les certifications qui peuvent être obtenues par les individus et à soutenir ces derniers dans leur apprentissage, leur carrière et leur développement personnel. Les cadres relatifs aux certifications sont opérationnels lorsqu'ils sont alimentés avec des certifications et deviennent des *cadres des certifications*. Habituellement, cela se fait en incluant les certifications dans un registre ou une base de données des certifications.

Il existe un lien étroit entre l'enregistrement des certifications et l'assurance de la qualité. Avant que les certifications ne soient intégrées au cadre, un contrôle de qualité est souvent effectué pour s'assurer que les certifications ont de la valeur, sont pertinentes, d'actualité et

compréhensibles. En règle générale, les cadres des certifications nécessitent que les certifications soient exprimées en acquis d'apprentissage et, de plus en plus, qu'elles puissent être obtenues par différentes formes d'apprentissage.

Outre les certifications qui font partie du système éducatif formel, les cadres des certifications qui encouragent l'apprentissage tout au long de la vie comprennent d'autres types de certifications. Ces dernières peuvent inclure des microqualifications ou des certifications partielles qui sont délivrées pour attester les connaissances, les aptitudes et les compétences nécessaires pour un but spécifique. Par exemple, elles peuvent être délivrées sous la forme de badges ou pour l'achèvement d'un module. Actuellement, seuls quelques registres couvrent ces microqualifications, mais ces dernières sont perçues comme une évolution majeure. Une quantité croissante de parcours d'apprentissage sont individualisés, ce qui requiert que ces microqualifications puissent être combinées et accumulées, ou associées (agrégées). Pour ce faire, les registres ne doivent pas être que des référentiels, mais des outils intelligents permettant de combiner les certifications.

Une autre évolution majeure récente consiste à relier divers registres de manière intelligente, grâce à des bases de données interopérables des certifications. La technologie des chaînes de blocs peut garantir que chaque base de données est gérée et stockée séparément par l'organisme (national) qui en est responsable, tout en permettant de transférer et d'utiliser les données simultanément.

La plupart des initiatives relevant du CRC prévoient de relier les bases de données des différents CNC membres. Certains CRC vont plus loin et disposent, ou comptent disposer, d'un registre national des certifications intégré.

Le **TQF VUSSC** a été conçu pour être un outil d'enregistrement permettant aux pays de la VUSSC d'enregistrer leurs cours au cadre, et de les rendre disponibles pour les autres petits États.Les certifications qui remplissent les critères des certifications transnationaux sont enregistrées au TQF et qualifiées de certifications enregistrées au TQF. Les organismes nationaux et régionaux sont en charge de l'assurance de la qualité des prestataires qui fournissent des certifications relevant du TQF, à l'aide de leurs propres procédures d'assurance de la qualité. Le nombre de certifications et cours enregistrés est encore assez limité. Ils ont souvent été conçus conjointement au cours de sessions intensives pour lesquelles des experts de divers petits États se sont réunis dans l'un des pays. La crise de la COVID-19 a accru la nécessité d'adopter de nouvelles approches. Les autres pays du Commonwealth ont un intérêt à rejoindre la VUSSC. Il existe également des projets visant à mettre en place une base de données commune des certifications disponibles dans les pays du Commonwealth. Il n'existe aucun registre du TQF distinct en ligne, mais certains cours de la VUSSC sont disponibles à l'adresse suivante: https://www.colvee.org/

Le registre océanien des certifications et des normes (PRQS) vise à faciliter l'analyse comparative des certifications dans la zone Pacifique par rapport aux normes internationales. Il a été élaboré avec le soutien du programme australien d'aide, en faisant participer les principales parties prenantes au moyen de consultations et d'ateliers nationaux et régionaux afin de garantir l'alignement du registre océanien des certifications et des normes avec les évolutions des cadres nationaux des certifications. Il couvre trois domaines 1) les certifications accréditées, 2) la réglementation et les normes professionnelles et 3) les

savoirs traditionnels et compétences autochtones. Le PRQS utilise le cadre des certifications de la zone Pacifique (PQF) comme outil de traduction pour intégrer ces domaines au PRQS. Les certifications des pays et territoires insulaires du Pacifique sont référencées par rapport au PQF et un niveau d'enregistrement au PRQS sera confirmé. Les certifications accréditées sont inscrites au registre océanien des certifications et des normes. Le référencement est également utilisé pour intégrer les CNC au PQF et au PQRS. Tous les pays du Pacifique n'élaborent pas leur propre CNC. Ils peuvent aussi utiliser directement le PQF. Le PQF sera également l'instrument qui permettra d'établir la comparabilité des certifications de la zone Pacifique avec d'autres systèmes internationaux d'éducation et de formation. Le PRQS peut être consulté via le lien suivant: https://prqs.spc.int/

Encadré 2 PQF: élaboration d'un système régional d'accréditation des certifications et microqualifications régionales

Récemment, **les certifications et microqualifications régionales utilisant le PQF comme point de référence** ont été définies comme un besoin des organisations régionales. En particulier, un système national faisait défaut pour les formations courtes d'accréditation, un système régional a donc été mis en place afin d'accréditer les formations courtes en tant que microqualifications dans le PQF.

Ainsi, des normes et des critères ont été mis en place pour l'accréditation des formations courtes. Ce processus comprend un comité d'accréditation constitué par l'EQAP (programme de qualité et d'évaluation de l'éducation), mais composé de membres indépendants de la CPS et de l'EQAP, y compris des évaluateurs externes et des experts dans le domaine. L'accréditation est octroyée par le conseil (le sous-comité de l'organe directeur de la CPS), qui est constitué par les responsables des systèmes éducatifs des différents pays membres de l'EQAP. Les frais d'enregistrement couvrent les coûts liés aux évaluateurs externes. À ce jour, 11 cours ont été accrédités depuis 2020.

Les experts et les ministères de l'enseignement supérieur de la **Cedeao** envisagent de créer un organisme régional de CRC qui se chargera de la mise en place de registres aux niveaux régional et national afin de garantir la cohérence.

Des projets similaires existent pour l'**EAQFHE**, au sein duquel le Conseil interuniversitaire pour l'Afrique de l'Est (IUCEA) entend mettre en œuvre un registre qui inclura également les certifications enregistrées sur le plan national par les agences d'assurance de la qualité.

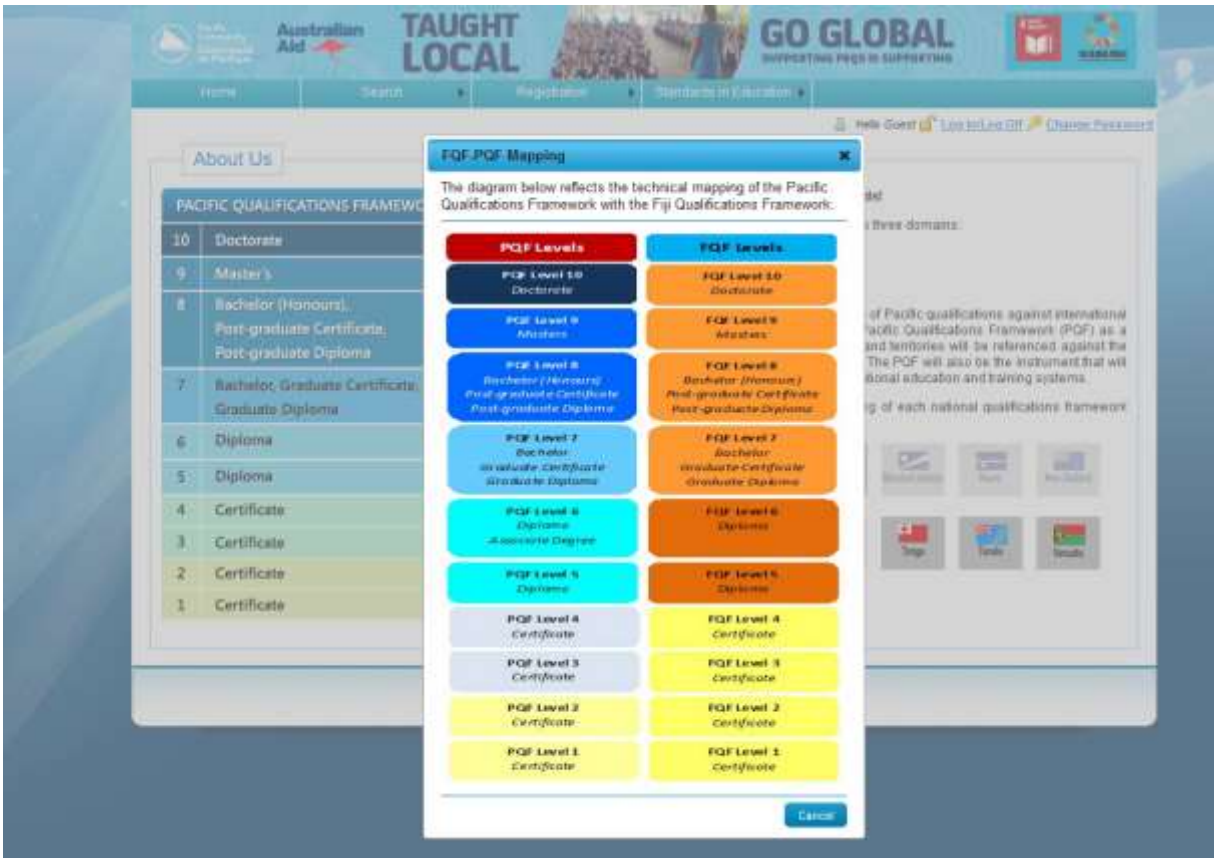
Le **CQF** ne dispose pas encore d'un registre commun, mais il est prévu de mettre en place un registre d'assurance de la qualité pour la Caricom qui contribuera à l'harmonisation et à la normalisation. Les pays de la Caricom ont toutefois élaboré des qualifications professionnelles communes des Caraïbes (CVQ). Ces CVQ sont des certifications qui reposent sur des normes professionnelles et qui ont également des niveaux de certification communs et reconnus dans toute la région. Il existe des CVQ du niveau 1 au niveau 5. Les niveaux inférieurs peuvent être fournis par des écoles. Le Conseil des examens des Caraïbes (CXC) est l'organisme qui délivre les CVQ.

3.8.4 Communication et diffusion

Les résultats de la recherche confirment que très peu d'initiatives relevant du CRC disposent à ce jour de sites web dédiés pour promouvoir leurs cadres et pour fournir des renseignements complémentaires à leur sujet. L'une des exceptions est le site web du cadre

des certifications de la zone Pacifique (PQF), qui fournit, entre autres, des informations relatives à la cartographie technique entre les CNC et le PQF, ainsi que des informations sur le pays concerné et son cadre national des certifications.

Figure 8 Site web du cadre des certifications de la zone Pacifique (PQF)



Source: Site web du cadre des certifications de la zone Pacifique — capture d'écran[30].

Dans l'ensemble, pour un certain nombre d'initiatives relevant du CRC, les personnes interrogées ont clairement indiqué qu'à ce jour, les CRC n'étaient pas suffisamment utilisés et que, en règle générale, les parties prenantes et les utilisateurs potentiels de ces cadres étaient peu conscients de leur existence. Cela est certainement lié au fait qu'un certain nombre de CRC en sont au stade précoce de leur élaboration. Néanmoins, des activités de sensibilisation et la promotion des CRC (y compris l'éventuelle mise en place de registres ou bases de données des certifications et la mention des niveaux de certification sur les diplômes et certificats) devront jouer un rôle plus essentiel au sein de nombre de ces CRC à l'avenir, dans le cadre d'une approche visant à élaborer des cadres efficaces et durables.

L'encadré ci-dessous expose les actions de communication mises en œuvre pour le SADCQF:

[30] http://prqs.spc.int/Default.aspx#

Encadre 3 Communication du SADCQF

Une stratégie de communication du SADCQF, des outils de communication et du matériel de marketing ont été mis au point. Les informations sur le SADCQF sont publiées sur les sites de médias sociaux de la CDAA. À l'heure actuelle, il n'existe pas de base de données ni de registre pour le SADCQF. Un portail des certifications de la CDAA incluant les certifications partielles et complètes avait été initialement conçu, mais il a été interrompu en raison d'un financement insuffisant. Des indicateurs pour le SADCQF ont en outre été élaborés, coordonnés par le Comité technique sur le système d'information de gestion de l'éducation (TCEMIS) (rapports de la CDAA sur le TCEMIS 2017). La CDAA envisage de relancer l'élaboration d'un portail des certifications de la CDAA contenant des données et des informations sur les certifications et les compétences, couvrant les certifications acquises et évaluées en interne et en externe dans chaque pays. Ce portail facilitera le partage d'expériences et de compétences entre les pays de la région et au-delà, réduisant ainsi au minimum ou atténuant les déficits en compétences au sein des pays de la région de la CDAA. Les parties prenantes ont souligné que pour qu'un portail soit opérationnel, la capacité des États membres devra être consolidée et renforcée.

Dans le cas du SADCQF, la mention des niveaux sur les certificats et diplômes est un objectif explicite et elle est considérée comme une condition majeure pour progresser dans la mise en œuvre du cadre, afin de faciliter la mobilité et ainsi d'atteindre l'objectif clé du CRC.

3.9 Priorités, jalons et perspectives

La quasi-totalité des initiatives relevant du CRC examinées ont été en mesure de fournir les informations spécifiques relatives à leurs jalons et perspectives pour la mise en œuvre de leur cadre et pour les futures étapes prévues. Cependant, tel que souligné ci-dessus, le soutien financier limité a posé un problème pour un nombre assez important de CRC lorsqu'il s'agit de travailler sur leurs priorités et leurs jalons. La pandémie actuelle a ajouté beaucoup d'incertitude à l'équation et plusieurs CRC ont été plutôt honnêtes au cours de leurs entretiens quant à la probabilité que leurs feuilles de route actuelles ne tiennent pas.

- **CQF:** la Caricom a demandé à ses pays de mettre en place des systèmes nationaux d'ici 2021. Toutefois, les jalons fixés pour l'avenir pourraient en réalité être difficiles à mettre en œuvre en raison de contraintes en matière de ressources humaines. Les personnes interrogées espèrent que 25 % des pays parviendront à mettre en place des systèmes nationaux d'ici 2021, mais c'est une vision qui pourrait s'avérer optimiste.
- **Mcesca:** le plan actuel est d'élaborer des projets de suivi afin d'étendre la mise en œuvre du CRC et de recevoir des financements pour ces projets.
- MCAP: le groupe de travail **Remcap** travaille actuellement sur une proposition et sur un plan de travail pour un CRC dans la région de l'Alliance du Pacifique. L'AP a récemment sollicité le soutien international de l'association Collèges et instituts Canada (CICan) pour les quatre pays qui permettent la consolidation de la stratégie en matière d'éducation et de mobilité de la main-d'œuvre dans la région. Un projet de deux ans actuellement en cours bénéficie en ce moment d'un soutien financier de l'association CICan. À la fin de ce soutien de deux ans, l'objectif est de présenter une proposition de CRC. En outre, un secteur devrait être sélectionné pour un essai en conditions réelles.
- En ce qui concerne **l'EAQFHE**, il a été noté que, depuis 2020, le secteur éducatif de la CAE est engagé dans **un processus d'élaboration d'un cadre des certifications EFTP.** Une aide de la Direction du développement et de la coopération et de la

Banque mondiale est accordée pour soutenir les activités dans cet objectif, avec la participation du comité technique EFTP de la CAE et d'autres parties prenantes. Des projets sont également en cours en vue de l'élaboration d'un cadre des certifications de la formation des enseignants pour la région.

- **TQF**: le taux de d'utilisation du TQF n'étant pas aussi élevé que prévu, une révision devait être effectuée en 2020 en vue de moderniser le cadre. Les consultants externes étudient actuellement ce qui doit être fait pour améliorer la facilité d'utilisation et mieux promouvoir le TQF. De plus, ils cherchent à créer des relations avec les agences nationales d'assurance de la qualité des pays afin de lui donner de la visibilité.
- **ASACR:** un projet achevé en décembre 2020 a consulté les parties prenantes de la région pour estimer le niveau d'intérêt que susciterait un CRC dans les pays d'origine en Asie du Sud et pour déterminer si un intérêt et un bénéfice suffisants peuvent être escomptés dans le cas d'un lancement du processus dès maintenant. Il en a résulté une proposition de CC pour l'ASACR et sa gouvernance, et la définition des conditions préalables pour un lancement réussi du CRC, dont des consultations plus vastes, un soutien sur le long terme et un objectif collectif clair. Une ébauche de feuille de route a également été élaborée.
- **PQF**: la question de savoir si le besoin se pose de mettre en place un **accord formel** en vue de renforcer le mandat du PQF fait actuellement l'objet de discussions. Aucun engagement ferme n'a été pris jusqu'ici. Trois autres priorités ont été définies pour les prochaines années:
  1. La révision du PQF — elle est nécessaire, car un certain nombre de CNC ont été révisés et des modifications substantielles ont été apportées. Le PQF doit également être examiné à la lumière des modifications intervenant dans les pays. Cette révision est actuellement interrompue en raison de problèmes de financement.
  2. Le référencement du PQF par rapport aux autres cadres régionaux des certifications (tel que le CEC ou la Caricom).
  3. La proposition par les pays du PQF de certaines certifications aux apprenants issus des autres pays. Les pays participants doivent accepter les procédures.

3.9.1 Caractère durable des initiatives

Certaines initiatives relevant du CRC ont des feuilles de route optimistes pour leur élaboration et leur mise en œuvre — l'exemple du SADCQF et du CQF montre que ces jalons initiaux sont difficiles à atteindre en raison d'un manque de capacités et de ressources.

Le soutien financier et en ressources humaines limité a constitué un problème pour un certain nombre d'initiatives relevant du CRC examinées. L'**AQF (le modèle ANQAHE)**, par exemple, est une initiative d'enseignement supérieur soutenue par les personnes prenant des initiatives à titre bénévole. L'AQF n'a ni bureau dédié ni personnel rémunéré. Le soutien financier et en ressources humaines limité a également constitué un problème pour le Mcesca, le TQF et le PQF.

La poursuite de l'élaboration et la mise en œuvre du **Mcesca** est entravée par le fait qu'il n'y a aucune autorité régionale compétente qui disposerait des fonds nécessaires pour mettre le cadre en œuvre.

Quant au **PQF**, la nécessité de réviser le cadre a été identifiée et un certain nombre de CNC des États membres ont été révisés et ont parfois subi des modifications substantielles. Toutefois, cette révision ne peut actuellement pas être effectuée en raison de problèmes de financement, car le secrétariat aurait besoin de se rendre dans les pays et d'engager des discussions. Cela est toujours prévu mais impossible à ce jour.

Les États membres de la **CDAA** se portent volontaires, à tour de rôle, pour assister le secrétariat de la CDAA dans la convocation des séances, la rédaction des procès-verbaux, ainsi que la collecte et le partage des informations. Il s'agit également d'un arrangement temporaire pour s'assurer que le travail continue tant que l'unité de mise en œuvre du SADCQF n'est pas encore opérationnelle. À l'heure actuelle, on ne sait pas quand il sera pleinement mis en œuvre compte tenu des contraintes de ressources et de capacité sur les plans national et régional. La CDAA accorde la plus haute importance à une meilleure mise en œuvre du SADCQF, comme le définissent deux documents principaux relatifs à la politique de développement régional: i) le plan d'action sur la migration de main-d'œuvre (2020-2025) et le plan stratégique indicatif de développement régional (RISDP) 2020-2030. Ce regain d'importance du SADCQF est susceptible d'augmenter l'allocation de ressources favorisant la mise en œuvre au niveau national et régional.

En ce qui concerne le **TQF**, la VUSSC a trouvé un foyer dans le Commonwealth of Learning (COL), mais elle est en même temps très différente des autres initiatives relevant du COL. Les ressources/capacités disponibles sont toutefois jugées minimales, ce qui restreint le potentiel du TQF à progresser.

3.9.2 Incidence de la COVID-19

Alors que l'incidence de la COVID-19 ne faisait pas initialement partie des questions de la recherche pour ce travail, elle est certainement devenue un aspect évident à aborder au cours des entretiens, compte tenu de la situation pandémique actuelle. Un certain nombre de personnes interrogées ont souligné l'effet perturbateur de la COVID-19 et la crainte que les initiatives actuelles puissent être ralenties.

D'un autre côté, il a également été mentionné, par exemple par une personne interrogée de l'ANQAHE, qu'il existait un espoir que cette situation accélère le processus et l'utilisation des CNC et l'évolution de microqualifications, et que cela pourrait en fin de compte conduire à une plus grande reconnaissance de l'apprentissage à distance et en ligne (en particulier dans les zones où cette reconnaissance est faible).

Par exemple, la **Caricom** a fait part de ses inquiétudes quant à l'effet perturbateur de la COVID-19, alors que certains pays de la Caricom (au moment des entretiens en août 2020) étaient alors durement frappés par la pandémie. Parallèlement, et sur une note plus positive, il a été souligné que «*nous avons progressé de dix ans en trois mois*» en ce qui concerne le recours aux technologies en ligne pour l'apprentissage.

- Au sujet du **GQF**, une fusion de l'autorité nationale des certifications (NQA) et du ministère de l'éducation des EAU a été annoncée en juillet 2020 dans le cadre d'une restructuration plus globale du gouvernement émirati, dans le contexte des «préparatifs pour la période après la pandémie de COVID-19». Il est entendu que l'autorité nationale des certifications a pris la tête de l'élaboration du GQF. En raison

de cette restructuration, il a été difficile d'obtenir des informations de première main sur l'évolution future du GQF.

- Dans le cas du **MCAP**, en raison de la COVID-19, les travaux du groupe Remcap qui travaille actuellement sur un plan de travail pour un CRC ont été retardés et ont conduit à certaines révisions d'échéanciers. L'ampleur de ce retard ne peut pas être déterminée pour le moment.

Une personne interrogée de l'AQRF a résumé la situation actuelle comme suit:

«En matière d'utilisation du cadre, le secteur de l'éducation et de la formation a été le plus touché, tant au niveau national que régional, et de plusieurs et diverses manières, dans de nombreux aspects de nos vies, auxquels notre travail de référencement est étroitement lié. […] le ***besoin d'une assurance de la qualité considérable pour l'apprentissage en ligne n'a jamais été aussi important****, en particulier pour atteindre les acquis d'apprentissage visés […]*

*En conséquence, l'Indonésie, par exemple, a proposé au comité de souligner tout particulièrement l'importance de l'AQRF pour ce qui est d'****accélérer nos connaissances collectives des meilleures pratiques relatives à l'apprentissage en ligne****. Nous espérons sincèrement que les connaissances acquises peuvent être mises à profit par nos pays respectifs pour aider à atténuer toute incidence néfaste qui pourrait toucher nos prochaines générations et à garantir leur compétitivité future.»*

3.10 Liens entre les CRC

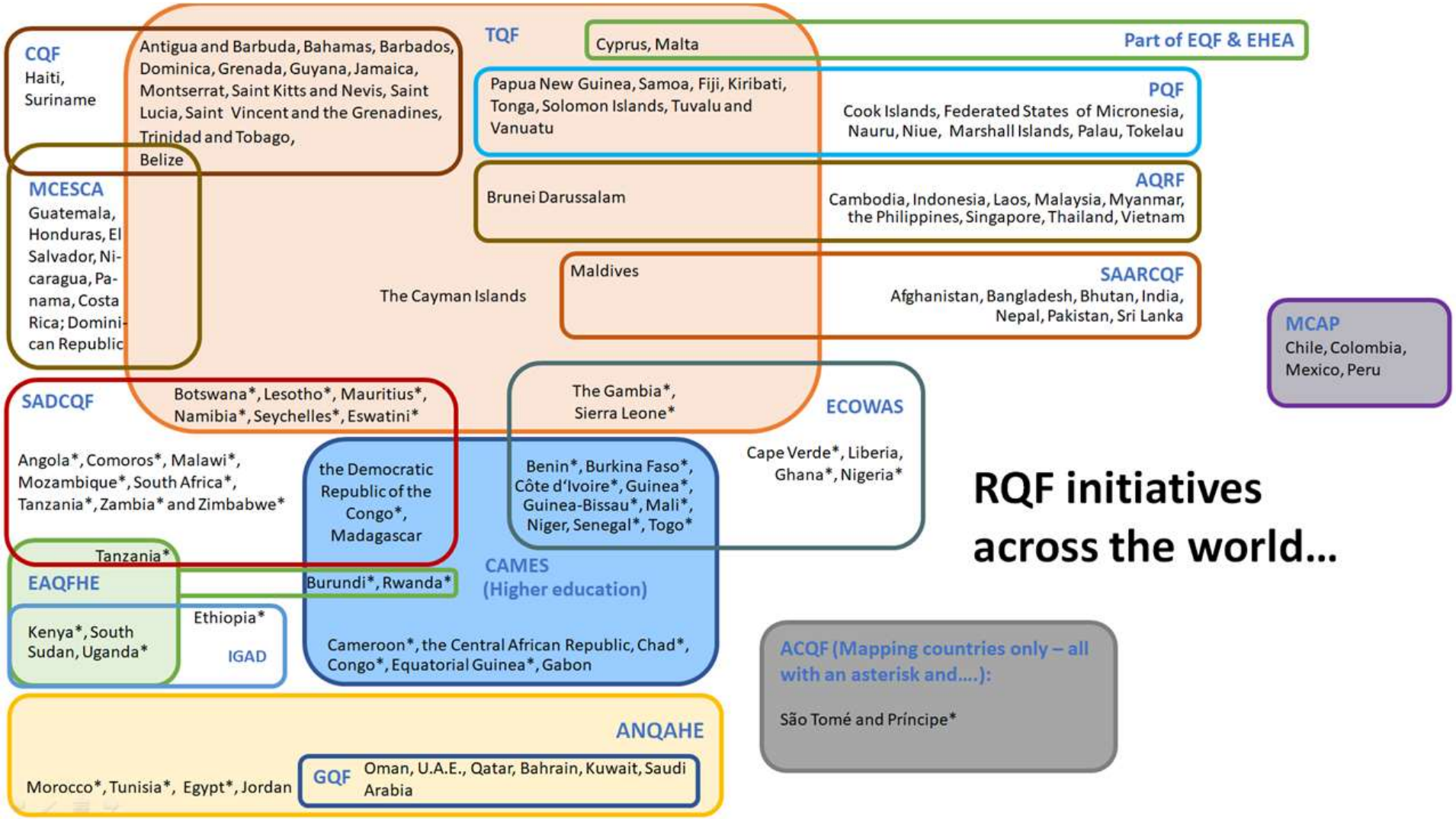
Les CRC ont souvent des liens avec d'autres CRC, tels que des membres communs, comme l'illustre la figure 6 ci-dessous. On peut toutefois observer que certains pays/CNC engagent des dialogues bilatéraux avec d'autres CNC tout en s'inscrivant en même temps dans une initiative relevant du CRC.

- Aussi bien l'**AQRF que le PQF** entretiennent des liens étroits avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.
- **Le CQF et le PQF**: la plupart des membres du CQF et du PR sont également membres du **TQF**.
- L'**AQRF** poursuit une politique très active visant à promouvoir les liens avec d'autres CRC et CNC: un représentant officiel de l'AQRF est chargé de faciliter la communication entre les CNC locaux et les autres CC (CEC, AQF, NZQF, SAQF, etc.) dans le monde au nom du conseil de l'AQRF.
- **Le PQF:** l'engagement des pays envers le PQF semble être entravé par le fait que certains CNC ont engagé des liens bilatéraux avec et apporté un soutien à l'Australie et la Nouvelle-Zélande par exemple. La Nouvelle-Zélande accorde actuellement des financements bilatéraux à certains de ces pays. On considère que c'est en partie pour cette raison que l'engagement total envers le PQF en tant que projet commun est plus faible.
- **L'ASACR:** souhaiterait établir un dialogue avec l'ASEAN (AQRF) sur l'expérience du cadre régional et avec le CCG (GQF) au sujet du développement des compétences des travailleurs migrants. Le CEC est également mentionné comme une référence de comparaison avec l'AQRF.

- Actuellement, le **SADCQF** n'est référencé à aucun cadre des certifications continental ou autre cadre des certifications régional. Le SADCQF a toutefois réalisé un exercice d'autocomparaison par rapport au cadre de référence des certifications de l'ASEAN (AQRF) et au cadre européen des certifications (CEC) en ce qui concerne les descripteurs de niveau, la coordination et les mécanismes de mise en œuvre de ces cadres régionaux des certifications. Cette comparaison a été facilitée par une étude de 2017 qui a, entre autres, analysé le SADCQF par rapport aux certifications régionales existantes sur le continent africain et au niveau international[31] (2017) et la visite d'apprentissage collégial du TCCA EXCO en 2017 auprès de l'UE pour étudier les mécanismes institutionnels du CEC et leur applicabilité au SADCQF.
- De nombreux informateurs clés ont souligné leur intérêt pour un dialogue plus poussé avec les autres CRC.

[31] https://www.academia.edu/32433237/Southern_African_Development_Community_Regional_Qualifications_Framework_Analytical_Review_of_Level_Descriptors

Figure 9 Aperçu des initiatives relevant du CRC à travers le monde



Source: Auteurs

Remarque: Le CAMES est une institution intergouvernementale chargée de l'harmonisation des politiques et de l'intégration des systèmes d'enseignement supérieur d'Afrique occidentale et centrale et de l'océan Indien. En ce qui concerne la mise en œuvre du système licence-master-doctorat (LMD), le CAMES joue un rôle de soutien, de conseil et de suivi. Le CAMES est une agence régionale d'assurance qualité et d'accréditation et, grâce à son programme de reconnaissance et d'équivalence des diplômes (PRED), il peut également être considéré comme un cadre régional des certifications (dans l'enseignement supérieur).

3.11 Comparaison avec le CEC

3.11.1 Niveau d'intérêt pour un dialogue avec le CEC

Tout au long des entretiens, les informateurs ont souligné leur intérêt pour un dialogue avec le CEC en vue d'une comparaison avec ce dernier.

Toutefois, peu d'initiatives ont atteint une phase de mise en œuvre qui permettra une comparaison avec le CEC dans un avenir très proche. La question est donc de savoir comment renforcer le dialogue (ce qui apparaît clairement comme une demande lors des entretiens), si la comparaison avec le CEC n'est pas (encore) envisageable.

L'**AQRF et le SADCQF** ont les attentes les plus spécifiques en ce qui concerne la comparaison avec le CEC. Du point de vue du SADCQF, il existe un intérêt pour la comparaison avec le CEC, bien qu'il ait été souligné que le SADCQF a, avant toute chose, un programme africain. Selon un des principes de la CDAA, l'élaboration du SADCQF est «locale», guidée par les exigences de l'éducation et de la formation dans la région et dirigée par les experts locaux.

L'AQRF a exprimé un vif intérêt pour un dialogue/une comparaison avec le CEC. L'objectif de cette coopération serait d'établir un espace de confiance entre l'ASEAN et l'Europe qui faciliterait la reconnaissance mutuelle des emplois et des certifications de compétences sur le marché du travail de l'ASEAN ainsi que la mobilité des personnes. Leur intention est de définir et d'apprendre des meilleures pratiques, sans pour autant les copier, d'une manière qui aide l'AQRF et donc les États membres à progresser.

Les CRC qui sont encore dans les phases précoces d'élaboration ou de mise en œuvre ressentent un grand intérêt pour l'échange d'expérience et l'apprentissage mutuel avec le CEC (par exemple le Mcesca, le MCAP, l'ASACR). Du point de vue de **l'AQF**, établir des contacts et échanger les expériences avec d'autres cadres régionaux des certifications, tels que le CEC, et apprendre davantage des expériences de ces derniers représentent un intérêt. La reconnaissance mutuelle et la mobilité sont les objectifs de l'AQF.

Du point de vue du **TQF**, une possible comparaison avec le CEC porterait sur l'alignement et la comparaison d'informations. Elle pourrait contribuer à **combler le fossé entre l'EFP et l'enseignement supérieur**, d'autant plus que cela pourrait prendre une forme compréhensible pour tous. Les CRC œuvrent tous dans le domaine de la qualité, cela pourrait dont être très utile.

En outre, il est crucial de prendre en considération le fait qu'une comparaison unilatérale entre certains de ces CRC et le CEC est déjà en cours. Plusieurs CRC ont comparé, effectué une évaluation comparative ou cartographié leurs cadres par rapport au CEC de façon unilatérale, par exemple l'AQF, le SADCQF ou le CQF.

3.11.2 Dans quelle mesure les autres CRC sont-ils différents du CEC?

Les initiatives relevant du CRC étudiées dans la présente recherche sont à la fois très similaires et différentes par rapport au CEC. Les différences clés peuvent en particulier être

observées dans les objectifs (l'AQRF, par exemple, se concentre plus clairement sur l'assurance de la qualité que le CEC), dans les caractéristiques (par exemple une prédominance des cadres à dix niveaux, des certifications communes, une orientation sectorielle) et dans la gouvernance et les aspects institutionnels.

Parallèlement, un certain nombre de ces CRC affichent également des similitudes considérables avec le CEC. Pour de nombreux CRC, le CEC a évidemment été une source d'inspiration (par exemple lors de la conception des critères d'alignement/référencement).

Dernier point, mais non le moindre, certains CRC partagent des problématiques similaires avec le CEC, tels que combler le fossé entre l'EFP et l'enseignement supérieur, ou améliorer la visibilité de ces initiatives (par exemple en introduisant des niveaux sur les certificats/diplômes).

4. Développer le cadre continental africain des certifications

L'éducation, les compétences et les certifications sont au cœur de la renaissance africaine. En conséquence, le cadre continental africain des certifications (ACQF) est une politique cruciale qui s'appuie sur des stratégies et initiatives clés de l'Union africaine (UA):

- l'agenda 2063 de l'Union africaine[32];
- la Zone de libre-échange continentale africaine[33];
- le protocole au traité instituant la Communauté économique africaine relatif à la libre circulation des personnes, au droit de séjour et au droit d'établissement[34] (le protocole de l'UA sur la libre circulation des personnes);
- la stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 16-25)[35].

L'ACQF contribue à atteindre les objectifs stratégiques énoncés dans le CESA 16-25, en particulier l'objectif stratégique 4, points c) et d), qui définit explicitement les liens avec les CRC et les CNC. Ces liens avec les CRC et les CNC donnent à l'ACQF des perspectives et défis uniques. Ces derniers comprennent:

- mettre en place des cadres nationaux des certifications (CNC), et des cadres régionaux des certifications (CRC) afin de faciliter la création de multiples voies d'acquisition de compétences ainsi que la mobilité à travers le secteur;
- élaborer un cadre continental des certifications lié aux cadres régionaux et nationaux des certifications, pour faciliter l'intégration régionale et la mobilité des diplômés.

Figure 10 Vision de l'ACQF

Source: Infographie de l'ACQF (2020)[36].

[32] Agenda 2063: https://au.int/fr/agenda2063/vue-ensemble
[33] ZLECAf: https://au.int/sites/default/files/treaties/36437-treaty-consolidted_text_on_cfta_-_fr.pdf; Fiche d'information sur la ZLECAf: https://www.tralac.org/documents/resources/faqs/2377-african-continental-free-trade-area-faqs-june-2018-update/file.html
[34] Protocole de l'UA sur la libre circulation des personnes: https://au.int/sites/default/files/treaties/36403-treaty-protocol_on_free_movement_of_persons_in_africa_f.pdf
[35] CESA 2016-2025. Disponible sur: https://au.int/sites/default/files/newsevents/workingdocuments/33178-wd-cesa_-_french_-final.pdf
[36] https://africa-eu-partnership.org/sites/default/files/documents/acqf_infographic_fr.pdf

La question majeure de la durabilité de l'ACQF est au cœur du processus de démarrage de l'analyse des options pour l'ACQF. La gouvernance et la capacité opérationnelle qui appuient les fonctions de l'ACQF sont essentielles à cette discussion.

La question de la mobilité de la main-d'œuvre

Parmi les recommandations politiques, les *perspectives économiques en Afrique 2020*[37] mettent en évidence le besoin de s'attaquer aux obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre pour renforcer le caractère inclusif de la croissance, la croissance de la productivité intrasectorielle et les réaffectations intersectorielles du travail en vue de réduire la pauvreté en Afrique. En permettant simplement à la main-d'œuvre de circuler librement entre les secteurs, les pays africains pourraient augmenter les revenus et réduire la pauvreté et les inégalités. Les perspectives économiques en Afrique soulignent que la mise en œuvre d'accords transnationaux tels que la Zone de libre-échange continentale africaine peut contribuer à éliminer la plupart des obstacles à la libre circulation des travailleurs entre les pays. En outre, des politiques devraient contribuer à accroître la transférabilité des compétences et des qualifications entre les secteurs ou l'acquisition d'ensembles de nouvelles compétences et qualifications pour répondre aux besoins des secteurs d'accueil.

Élaborer l'ACQF

L'élaboration de l'ACQF a officiellement été entamée lors de l'atelier inaugural qui s'est tenu au siège de l'UA du 2 au 3 septembre 2019. Le processus, qui se déroulera de 2019 à 2022, est participatif, repose sur une analyse et des preuves, et s'appuie sur l'expérience africaine et mondiale. Le principal résultat du projet (le document de politique et technique de l'ACQF, appuyé par un plan d'action) sera soumis d'ici la mi-2022 pour la prise de décision par l'UA. Un ensemble de lignes directrices techniques, une plateforme sur le web avec des outils d'apprentissage en ligne et une base de données de certifications, ainsi qu'un réseau d'experts formés au cours du processus d'élaboration de l'ACQF contribueront à faire de l'ACQF un instrument de politique durable et une plateforme de coopération.

L'UE s'est engagée à soutenir l'élaboration de l'ACQF, tel que défini dans l'action nº 4 de l'*alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables*: *hisser notre partenariat pour l'investissement et l'emploi au niveau supérieur*, une communication adoptée le 12 septembre 2018 par la Commission européenne[38]. Cette communication a été approuvée par tous les chefs d'État de l'UE lors de la réunion du Conseil européen[39] du 18 octobre 2018.

Plus important encore, depuis le début de la pandémie de COVID-19, le processus de l'ACQF s'est orienté vers la mise en réseau active, les activités d'apprentissage collégial et la compréhension mutuelle entre les parties prenantes des CNC nationaux. Ce processus associe l'apprentissage et l'acquisition de connaissances à la mise en réseau et aux échanges, créant ainsi des passerelles et soutenant la compréhension mutuelle.

L'élaboration des options et scénarios de l'ACQF a débuté à partir de trois futurs scénarios de référence:

1. Scénario 1: «L'ACQF connecte» — met l'accent sur le soutien apporté à une mise en réseau efficace, au partage d'expérience et de connaissances, au renforcement des

[37] Groupe de la Banque africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique 2020, p. 4, https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/afdb20-01_aeo_main_french_complete_0213.pdf

[38] Communication de la Commission du 12 septembre 2018. Disponible à l'adresse: https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52018DC0643&from=fr

[39] EUCO 13/18, Conclusions: https://www.consilium.europa.eu/media/36777/18-euco-final-conclusions-fr.pdf

capacités et à la communication. Le site web de l'ACQF est fondamental et l'ACQF est une plateforme pour tous les pays et CER du continent.

2. Scénario 2: «L'ACQF crée une confiance mutuelle» — au-delà du partage d'expérience et la communication, ce scénario se concentre sur le référencement des CNC/CRC à l'ACQF et l'éventuelle utilisation des niveaux et du label de l'ACQF sur les certifications des CNC/CRC liés.
3. Scénario 3: «L'ACQF ouvre de nouveaux horizons» — en plus d'être un métacadre pour le référencement, l'ACQF promeut des nouvelles certifications (normes, profils) de nature continentale, soutient la reconnaissance automatique d'une qualification (sur la base de l'assurance de la qualité et d'autres considérations) et encourage les certificats numériques.

Étude cartographique de l'ACQF

L'étude cartographique de l'ACQF est le premier élément de base du processus, offrant une vue d'ensemble actualisée et complète du contexte et de la dynamique des cadres des certifications sur le continent. L'étude intègre les connaissances et les données recueillies par plusieurs sources d'information: i) l'enquête en ligne, avec des réponses de 33 pays; ii) des analyses plus approfondies au niveau national et régional et iii) des recherches documentaires sur la législation, les informations techniques et les ressources en ligne; iv) des réunions virtuelles et le partage d'expérience avec les autorités du CNC et les parties prenantes.

L'étude cartographique comprend plusieurs types d'analyse: a) le rapport de l'enquête en ligne de l'ACQF; b) disponibles en ligne[40]: des rapports par pays (Afrique du Sud, Angola, Cabo Verde, Cameroun, Égypte, Éthiopie, Kenya, Maroc, Mozambique, Sénégal, Togo) et des rapports sur les cadres des certifications de trois communautés économiques régionales (CER) — la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA); c) une analyse et une synthèse complètes. Les pays et les CER ont été sélectionnés aux fins d'analyse sur la base de quatre critères, à savoir 1) la couverture linguistique des quatre langues de l'Union africaine; 2) la couverture des différentes étapes d'élaboration/mise en œuvre des CNC; 3) la couverture de différentes régions géographiques africaines et 4) les CER avec une élaboration plus tangible de leurs CRC.

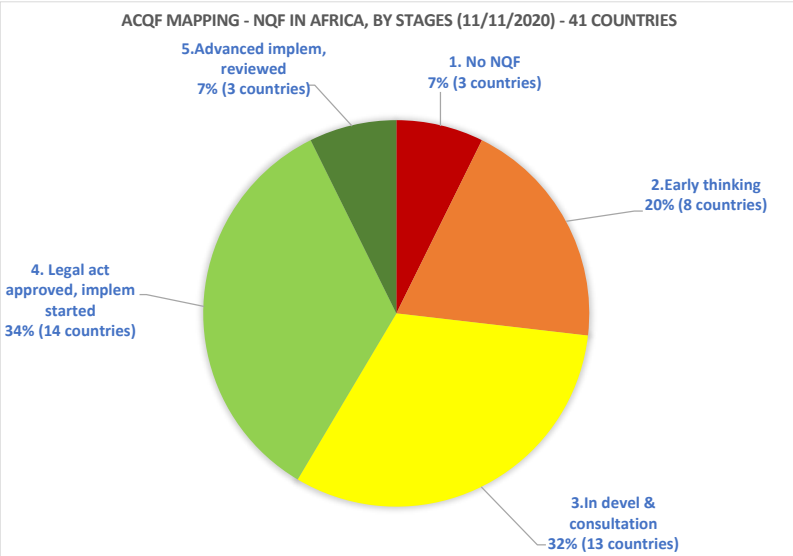
L'étude cartographique de l'ACQF a été la première à publier une analyse des cadres/systèmes des certifications d'un certain nombre de pays africains et de CER, non inclus dans les récentes éditions des inventaires des cadres des certifications[41]. Il s'agit de pays dont les expériences en matière de CNC sont rarement connues, bien que significatives: Angola, Cabo Verde, Cameroun, Mozambique, Sénégal, Togo et le cadre des certifications de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Ces cas ont enrichi notre connaissance des modèles de CNC dans les différents contextes culturels et régionaux du continent. Une connaissance approfondie et une mise à profit de la diversité pour améliorer la transparence et la comparabilité des certifications est un aspect fondamental du processus d'élaboration de l'ACQF.

[40] https://www.nepad.org/skillsportalforyouth/publication/african-continental-qualifications-framework-acqf-mapping-study
[41] Cedefop, ETF, Unesco, Institut de l'Unesco pour l'apprentissage tout au long de la vie, Global Inventory of Regional and National Qualifications Frameworks (répertoire mondial des cadres nationaux et régionaux des certifications) (édition 2019), https://www.cedefop.europa.eu/fr/news-and-press/news/2019-global-inventory-qualifications-frameworks-out.Trois éditions précédentes sont disponibles en ligne.

Comme prévu, les cadres des certifications sont à différents stades d'élaboration et de mise en œuvre sur le continent. Les discussions et les échanges dans le cadre du processus de l'ACQF ont révélé des dynamiques de CNC de types et de rythmes différents. Aux fins de l'analyse dynamique, l'étude cartographique utilise cinq étapes pour classer les différents contextes d'élaboration et de consolidation des cadres des certifications:

1. Le cadre des certifications n'est pas en place, le processus d'élaboration n'a pas commencé.
2. Le cadre des certifications est à un stade précoce de réflexion, premières étapes de l'élaboration du CNC.
3. Le cadre des certifications est en cours d'élaboration et de consultation des parties prenantes et des experts.
4. Le cadre des certifications est en place, approuvé en tant qu'acte juridique, mise en œuvre commencée.
5. Le cadre des certifications est en cours de mise en œuvre depuis un certain temps, il a été revu et des amendements ont été adoptés.

Figure 11 Aperçu de l'étude cartographique de l'ACQF



*Source:*Étude cartographique de l'ACQF: a) enquête en ligne, b) visites et rapports de pays, c) recherche documentaire, d) échanges continus (webinaires d'apprentissage collégial).

Les situations suivantes sont mises en évidence dans les différentes régions géographiques africaines:

a. La majorité des cadres des certifications en Afrique qui sont au stade de la mise en œuvre se trouvent dans des pays de la région d'*Afrique australe*, où le SADCQF est bien établi. Ces CNC ont été mis en œuvre sur une plus longue période et disposent par conséquent de bases juridiques, d'instruments opérationnels et de structures de gouvernance mieux établis qui maintiennent et garantissent leur intégrité. Deux des plus récents CNC sont situés dans la CDAA: l'Eswatini (approuvé en août 2020) et le Lesotho (approuvé en juin 2019).

b. Les récentes évolutions en *Afrique de l'Est*, notamment au Kenya (depuis 2014), sont à noter avec la mise en place de la base juridique, de la structure de gouvernance, du

nouveau registre des certifications en ligne. L'Éthiopie a conçu les bases conceptuelles techniques de son CNC, mais le début de la mise en œuvre nécessite encore des processus habilitants.

c. En *Afrique de l'Ouest*, il y a un panorama plus diversifié de cadres des certifications: certains pays, notamment le Sénégal et le Togo, ont mis en place des systèmes des certifications sectoriels, tels que le *licence-master-doctorat* (LMD) dans l'enseignement supérieur, et un système d'EFTP des niveaux des certifications, mais pas encore de CNC intégré complet. Le Ghana met en œuvre un cadre d'EFTP à huit niveaux et élabore actuellement un CNC intégré englobant l'enseignement supérieur. Cabo Verde est un exemple rare dans la région avec un CNC complet, avec une décennie d'expérience opérationnelle régie par une entité spécialisée, qui n'était pas bien connue avant le processus de cartographie de l'ACQF. D'autres pays d'Afrique de l'Ouest comme la Sierra Leone et la Guinée-Bissau ont entamé en 2020 les premières étapes de leur processus d'élaboration d'un CNC.

d. En *Afrique centrale*, le Cameroun met en œuvre le cadre LMD dans l'enseignement supérieur depuis 2007, ainsi qu'un système de niveaux et de types de certifications dans l'EFTP. Comme la stratégie nationale d'éducation de 2020 donne la priorité à l'établissement d'un cadre national des certifications, un groupe de parties prenantes a entamé une réflexion en 2017 et un projet spécifique doté de ressources importantes a été approuvé pour démarrer en 2020.

e. En *Afrique du Nord*, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie ont légalement établi leur CNC depuis un certain temps et continuent à travailler à la mise en place de structures de mise en œuvre et de registres des certifications. L'Égypte promulgue actuellement une législation spécifique au CNC.

Les CNC sont associés à une série d'**objectifs** stratégiques et politiques qui peuvent être regroupés en fonction des éléments suivants:

a. ***Intégration, cohérence et perméabilité*** entre les acquis d'apprentissage et les certifications de tous les sous-systèmes.

b. ***Qualité, transparence, visibilité accrue et confiance des utilisateurs finaux***: en introduisant des approches fondées sur les acquis d'apprentissage, avec la participation des parties prenantes à l'élaboration et à l'approbation des certifications et la disponibilité des informations des utilisateurs grâce à des instruments numériques et en ligne.

c. ***Parité du respect et de la valeur de l'apprentissage dans différents contextes et sous-systèmes***: académique, professionnel, formel, non formel.

d. ***Inclusivité et dédommagement:*** les certifications peuvent être obtenues par la validation de l'apprentissage non formel, la reconnaissance de l'expérience de travail et de vie et sont accessibles aux personnes ayant un bas niveau de scolarité.

e. ***Comparabilité et reconnaissance des diplômes et certificats aux niveaux régional et mondial***.

f. ***Objectifs sociétaux et économiques plus larges***, en particulier: augmenter le stock de main-d'œuvre qualifiée; améliorer l'employabilité des titulaires des certifications; renforcer la compétitivité et la productivité des secteurs économiques; aligner le système des certifications sur la demande et l'évolution des besoins en compétences.

La structure des niveaux des CNC examinés est diverse. L'intégration régionale joue un rôle essentiel pour définir la structure du CNC dans certaines régions du continent. En Afrique du Sud, la structure à dix niveaux prédomine. En Afrique du Nord, deux des CNC sont à huit niveaux, l'un et à sept niveaux. En Afrique de l'Ouest, la structure à huit niveaux est mise en œuvre dans quelques-uns des cadres nationaux des certifications. L'Éthiopie est passée d'un concept initial à dix niveaux à un cadre global à huit niveaux. Bien que la portée sectorielle du cadre façonne la structure des niveaux, il existe plusieurs cas de cadres sectoriels qui couvrent une vaste part ou l'ensemble des niveaux: c'est notamment le cas du cadre d'EFTP au Ghana (huit niveaux), du sous-cadre des certifications professionnelles en Afrique du Sud (huit niveaux), et de l'architecture proposée pour le sous-cadre des qualifications professionnelles révisé au Mozambique (neuf niveaux). Le CNC du Kenya et celui du Lesotho ont tous deux des piliers de certifications EFTP couvrant dix niveaux.

La gamme des **descripteurs de niveau** révélés par l'enquête manifeste une certaine diversité, mais au sein des cadres nationaux des certifications globaux, et au sein de certains cadres sectoriels (enseignement et formation techniques et professionnels et enseignement supérieur), il ressort une nette prédominance des domaines suivants: connaissances, aptitudes, compétences, attitude et autonomie, et responsabilité. Le plus récent des CNC approuvés (Eswatini) associe le domaine «Attributs personnels» aux deux domaines habituels «Connaissances» et «Aptitudes»; le Lesotho a quant à lui adopté une combinaison de «Domaines de connaissances» (profondeur, étendue et complexité) et «Nature des aptitudes», et en tant que troisième domaine — «Agence et contexte». Deux pays (le Maroc et la Tunisie) ont opté pour une combinaison de plus de trois domaines d'apprentissage, ajoutant «Complexité», «Adaptabilité» et «Communication».

En ce qui concerne la **gouvernance** des CNC, il a été constaté que des CNC plus avancés en Afrique tendent à être surveillés par des agences de certifications (autorités, unités de coordination), mais également, dans une plus large mesure, par les agences d'assurance de la qualité et les commissions spécialisées. Dans l'ensemble, on observe une tendance en faveur de contextes nationaux par opposition aux agences sectorielles. Dans les cas où les agences sectorielles dans l'EFTP, l'enseignement supérieur et l'enseignement général sont bien établies, les ministères nationaux remplissent plus un rôle de coordination et de surveillance. Les ministères jouent toujours un rôle pivot dans la gouvernance du CNC et agissent souvent en tant qu'incubateurs pour les agences nationales et/ou sectorielles qui suivent. Le risque d'une multiplicité des départements et des agences avec un chevauchement des mandats est bien réel et d'autant plus dans les pays avec peu de ressources. Certains pays remanient actuellement leur structure institutionnelle d'éducation et de formation dans le but d'optimiser les rôles, les acquis et les ressources.

Les systèmes d'**assurance de la qualité** se sont avérés être fortement associés aux sous-systèmes liés aux CNC examinés. Dans la plupart des cas, le secteur de l'enseignement supérieur dispose en général de mécanismes d'assurance de la qualité mieux structurés que ceux de l'EFTP et de l'enseignement général, car il a adhéré aux politiques et pratiques d'évaluation interne et externe et d'accréditation, menées par les agences (ou départements) d'assurance de la qualité avec divers degrés d'autonomie et de capacité. Les niveaux nationaux et régionaux interagissent au travers des activités des conseils de l'enseignement supérieur régionaux, qui jouent un rôle majeur dans la diffusion des meilleures pratiques et des lignes directrices d'assurance de la qualité, et fournissent un soutien méthodique aux États membres. Les exemples comprennent le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), et, à un autre niveau, le cadre panafricain d'assurance de la qualité et d'accréditation

(PAQAF). Les références et lignes directrices africaines pour l'assurance qualité (ASG-QA), élaborées par l'initiative HAQAA ont été approuvées en 2019. L'ASG-QA inclut des lignes directrices qui recommandent que les acquis d'apprentissage soient définis et documentés pour tous les programmes et comparés aux descripteurs de niveau de cadres nationaux ou régionaux des certifications. En 2019, huit agences nationales de la qualité en Afrique ont participé à des évaluations externes pilotes en testant l'ASG-QA.

Dans un certain nombre de pays (Cabo Verde, Cameroun, Maroc, Tunisie), le cadre d'assurance de la qualité de l'EFTP est étroitement associé aux principes et méthodes de l'approche par compétences. Le cycle de l'approche par compétences nécessite une analyse prospective des compétences effectuée en amont, avec, la plupart du temps, une délimitation sectorielle et conduisant à la conception de normes de compétence et d'évaluation. Les études de suivi périodique des diplômés sont connues pour contribuer efficacement au suivi fondé sur des données probantes de la qualité et de la pertinence de l'apprentissage et des certifications, mais la cartographie n'a trouvé que de rares cas de conduite régulière de ces études et de l'utilisation des résultats dans le but d'améliorer la qualité (le Maroc est l'un de ces cas).

L'adoption d'**acquis d'apprentissage** comme concept fondamental et instrument pour la conception et l'organisation des certifications et de l'apprentissage gagne du terrain dans de nombreux pays. En affirmant ces approches axées sur les acquis d'apprentissage, en premier lieu pour les certifications EFTP, mais également graduellement dans l'enseignement supérieur, les systèmes et les cadres s'ouvrent de plus en plus à la *validation des acquis de l'expérience (VAE)/la reconnaissance, validation et certification des compétences (RVCC).*

Les pratiques internationales démontrent que la mise en place de **bases de données ou registres des certifications** contribue à rendre les CNC opérationnels, améliorant la transparence, ainsi que la diffusion et l'utilisation publique. Les répertoires et les registres des certifications ne peuvent être dissociés des taxonomies et classifications. Dans les exemples ci-dessous, le lien avec les diverses classifications liées diffère. Tous les pays ne lient pas les certifications aux domaines d'étude et de formation de la CITE 2013 (Unesco 2013), mais beaucoup établissent des liens avec les certifications professionnelles nationales. Cette question pourrait être abordée avec harmonie et au niveau régional et continental, et l'ACQF peut jouer un rôle. L'étude cartographique de l'ACQF a révélé diverses situations et dynamiques en ce qui concerne les bases de données et registres des certifications, qui peuvent être concentrées comme suit:

a. Les bases de données des certifications dont la qualité est assurée *liées aux CNC, accessibles et consultables en ligne*, notamment via le site web de l'institution du CNC. Les exemples de cette situation comprennent la base de données nationale sur les apprenants de la SAQA, bien élaborée, qui comprend toutes les certifications de tous les sous-cadres et niveaux, ainsi que les certifications partielles. L'autorité nationale des certifications de Kenya finalise actuellement l'élaboration du système national de gestion des informations relatives aux certifications (NAQMIS), qui rassemblera les institutions délivrant les certifications, les certifications qu'elles délivrent et les apprenants (lancement prévu en octobre 2020). Les catalogues nationaux des certifications en ligne du Mozambique et de Cabo Verde peuvent être inclus dans ce groupe, bien qu'ils ne comprennent que des certifications professionnelles techniques liées au CNC.

b. Listes et répertoires des cours et des certifications *sous la surveillance des différents sous-systèmes* (tels que les agences d'assurance de la qualité) et institutions

(prestataires, organisations sectorielles), accessibles en ligne, dans les annuaires, les tableaux et les actes juridiques d'autorisation. L'étude cartographique a révélé une série d'exemples divers avec ces caractéristiques, tels que l'Angola, le Maroc et le Sénégal.

c. Informations sur les cours et certifications autorisés et accrédités disponibles sur demande ou sans assistance internet (dans les publications imprimées), comme c'est le cas du Cameroun. Certains types de bases de données des certifications fournissent des informations structurées et détaillées sur le profil de certification et les résultats de sortie, les unités de compétences associées, les critères d'évaluation et les crédits. D'autres types sont des listes bien plus concises de titres de certifications par secteurs.

Les contraintes en matière de ressources et de capacités déterminent la qualité et l'exhaustivité de ces instruments, notamment la fréquence de leur actualisation. Pour veiller à la transparence et l'intégrité des bases de données des certifications, certains pays publient une législation spécifique et des orientations méthodiques (exemple: Cabo Verde).

Dans un des pays (Angola), l'étude a révélé un exemple intéressant d'application mobile («*Qualificar*»), promue par le vaste programme national de formation des ressources humaines, qui comprend des informations sur tous les cours à travers l'ensemble du système d'éducation et de formation, consultables selon différentes variables (secteur, niveau de certification, localisation géographique, institution). L'application vise à appuyer les choix de carrière et d'études des jeunes, et à renforcer la transparence au sein du système des certifications.

Le suivi et l'évaluation des cadres nationaux des certifications et la mesure de leur contribution à des objectifs plus larges et spécifiques ne sont pas souvent envisagés et organisés en amont. Un nombre croissant de pays en Europe, et d'autres continents entreprennent les révisions et les évaluations de leurs CNC. Au cours de l'étude cartographique, les discussions avec les instances du CNC ont démontré que le problème du suivi et de l'évaluation des CNC était pris en considération, mais davantage d'efforts sont nécessaires à l'amélioration de l'analyse de données, les indicateurs et les rapports et de nombreux pays acceptent favorablement un soutien pour l'élaboration des outils et systèmes adéquats. Le CNC d'Afrique du Sud a été soumis à plusieurs évaluations, ce qui a influencé ses transformations structurelles et sa nouvelle base juridique. Dans certains pays, la législation relative au CNC exige le suivi des progrès et la mesure de l'influence: Cabo Verde est l'un de ces pays, où le système national des certifications (SNQ) a un nouveau pilier axé sur la fonction de suivi, d'évaluation et d'amélioration de la qualité. Dans d'autres pays, la loi sur l'éducation charge l'État de garantir des évaluations régulières du système d'éducation et de formation par des organes spécialisés (Cameroun). Le Conseil national de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique du Maroc (CSEFRS) se voit confier et équiper avec les ressources nécessaires à la conduite d'évaluations régulières de tous les sous-systèmes d'éducation et de formation et d'autres analyses thématiques spécifiques.

5 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS PROVISOIRES

La présente étude a été entreprise dans le cadre de la comparaison avec le CEC. De notre point de vue, ce contexte est très pertinent car il porte sur les relations entre les cadres des certifications. Il nous a également aidés à mieux comprendre à quoi servent les CRC, quelle est leur valeur ajoutée, quelles perspectives ils ouvrent, dans quelles conditions ils évoluent et font la différence et quelles sont leurs limites. Le fait de connaître un ensemble plus large de CRC contribue également à améliorer notre compréhension du CEC en tant que CRC. Notre étude n'a pas examiné le CEC et le CC-EEES lié en tant que CRC, il s'est plutôt principalement concentré sur les autres CRC. Ce choix était au départ délibéré, mais nous avons effectué quelques comparaisons pour déterminer si les CRC seraient comparables.

En Europe, nous nous voyons encore souvent comme le centre du monde. Le CEC est probablement le CRC le plus connu, mais aucunement l'unique. Ce n'est ni le CRC le plus ancien ni le plus moderne. Partout, les CRC sont différents du CEC. Ils sont variés en ce qui concerne les objectifs, les mécanismes et les dispositions de mise en œuvre, et cela les rend parfois compliqués à comparer. Aucun des CRC examinés n'est une copie du CEC, mais tous les CRC se sont référés au CEC à un moment donné. Toutes les personnes interrogées se sont montrées enthousiastes à l'idée d'interagir avec l'étude, sachant qu'elle vise à alimenter l'éventuelle comparaison du CEC avec les autres CRC. Un grand intérêt a été manifesté pour ce qui est de partager l'expérience, d'apprendre des autres CRC, y compris le CEC, et d'en apprendre sur les solutions aux problèmes que rencontrent un certain nombre d'initiatives relevant du CRC. À ce stade, le dialogue plutôt que la comparaison semble être le principal intérêt. Les CRC peuvent tirer profit de davantage d'apprentissage collégial et d'échanges d'informations.

Il existe plus d'initiatives relevant du CRC que nous n'en connaissions. Le répertoire mondial des cadres nationaux et régionaux des certifications (2019) a décrit sept CRC: le cadre de référence des certifications de l'ASEAN, le cadre des certifications de la Caricom, le cadre des certifications de la Cedeao, le cadre européen des certifications, le cadre des certifications de la zone Pacifique, le cadre des certifications de la CDAA et le cadre des certifications transnational de l'université virtuelle des petits États du Commonwealth, mais nous avons pu recenser *17* initiatives du cadre régional des certifications, dont certaines sont encore au stade précoce d'élaboration.

Les CRC sont variés et partagent des caractéristiques que le CEC n'a pas (encore) (certifications communes, protocoles d'assurance de la qualité, cours communs, orientation sectorielle, lutte contre le changement climatique, plus de cadres à dix niveaux que de cadres à huit niveaux). Le CEC pourrait tirer profit de l'apprentissage sur ces mécanismes. De nombreux CRC visent particulièrement à soutenir l'assurance de la qualité afin de renforcer la confiance dans les certifications et d'utiliser leurs registres comme répertoires des certifications dont la qualité est assurée exprimées en acquis d'apprentissage. Certains ont commencé à travailler sur des microqualifications et beaucoup envisagent la numérisation et l'apprentissage en ligne.

Le CEC présente des caractéristiques et des outils de soutien que certains autres cadres n'ont pas. Son modèle de gouvernance avec le groupe consultatif pour le CEC est unique. Son approche en ce qui concerne la transparence et l'apprentissage collégial menant à un large corpus de cas et d'études thématiques est également unique. Avec sa technologie numérique, Europass réunit de nombreuses nouvelles caractéristiques reliant les informations sur les certifications, l'apprentissage, les possibilités de validation et de reconnaissance et les carrières.

Les informations relatives aux certifications au niveau européen apparaissent désormais dans Europass et proviennent de bases de données des certifications nationales reflétant les cadres nationaux des certifications qui sont détenus et gérés par les États membres européens. Europass propose le référentiel le plus à jour et le plus riche rassemblant des données de qualité relatives aux certifications, aux cadres nationaux des certifications et aux possibilités d'apprentissage en Europe. Il aide les apprenants à trouver une formation dans un autre pays et les employeurs à prendre conscience de la valeur d'une certification d'un autre État membre de l'Union européenne. L'ESCO propose une vaste classification actualisée des professions, des aptitudes et des compétences disponible gratuitement dans de nombreuses langues européennes.

Les badges numériques peuvent s'aligner sur l'ESCO en établissant un lien avec une terminologie normalisée pour les compétences des apprenants, comme une mesure de qualité supplémentaire pour soutenir la reconnaissance des acquis d'apprentissage informel et non formel. L'infrastructure pour les justificatifs numériques Europass est en cours d'élaboration pour soutenir une reconnaissance efficace et sûre à travers l'Europe. Les certificats numériques Europass possèdent de nombreux avantages par rapport aux certificats papier: ils peuvent réduire la charge administrative pour les étudiants et les diplômés de même que pour les prestataires et entreprises d'enseignement et de formation. Les justificatifs numériques Europass peuvent également réduire les répercussions de la fraude aux justificatifs et contribuer à des flux de travail sans papier.

Les justificatifs numériques Europass appuient une vérification instantanée; les utilisateurs peuvent automatiquement vérifier les informations telles que l'identité de l'organisme certificateur ou l'assurance de la qualité d'une certification.

De nombreux CRC se sont intéressés à cette technologie mais l'ont rejetée en raison de l'investissement requis.

L'étude actuelle n'est pas globale dans le sens où elle répond à toutes les questions relatives aux CRC. L'exercice a été pragmatique, effectué dans un court laps de temps et rendu nécessaire par le manque d'informations sur les CRC disponibles et accessibles au public. Les conclusions de l'étude reposent principalement sur les résultats des entretiens et nécessiteront une validation supplémentaire par les parties prenantes autres que les personnes interrogées. L'étude pose un certain nombre de questions sur l'avenir des cadres régionaux des certifications qui dépassent la question de la comparaison au CEC.

Les CRC constituent de sérieux engagements internationaux qui prendront du temps, des ressources et des capacités pour être mis en œuvre. La plupart de ces initiatives ne sont pas encore à un stade où elles peuvent être comparées au CEC. Bien que plusieurs d'entre elles aient entamé une sorte de processus de référencement, ce n'est pas toujours comparable au référencement des CNC au CEC. Le SADCQF et l'AQRF semblent être les CRC les plus avancés en ce qui concerne leur mise en œuvre. Tous deux ont un certain nombre de pays référencés, mais ceux-ci ne représentent pas encore la majorité des pays membres.

Souvent, les CRC ont des liens avec d'autres CRC. Ces liens peuvent être géographiques, par exemple avec des pays spécifiques faisant partie de différents CRC. Ils peuvent avoir des objectifs communs, par exemple ils peuvent partager des certifications et cours communs dans le TQF et le PQF, ou des intérêts de migration communs dans le GQF et le CC de l'ASACR, ou encore une coopération commune. Les CRC ne sont pas des boîtes/silos fermés, ce sont des entités poreuses.

Les pays membres peuvent par exemple établir des accords bilatéraux relatifs aux certifications avec des pays en dehors du CRC, tels que comparer les niveaux du cadre écossais de crédits et de certifications (SCQF), du CC des Pays-Bas (NLQF) et du CC de Bahreïn. Le CEC a également des liens avec d'autres CRC, tels que des liens au travers des CNC européens avec d'autres CRC (ou leurs membres), au travers des partenariats pour la mobilité et des accords d'association: par exemple le partenariat pour la mobilité de la Tunisie et le statut avancé du Maroc (tous deux membres de l'ACQF) se réfèrent au CEC. Il existe des liens avec le CEC via des projets au financement européen qui font la promotion du CEC, le Mcesca par exemple. Le CEC est souvent utilisé comme un exemple, comme c'est le cas avec le MCAP. Il existe une coopération directe, par exemple les représentants de la CDAA et de l'AQRF ont rendu visite au groupe consultatif pour le CEC. Parfois, il y a une adhésion commune à deux CRC: tant le CEC que le TQF comprennent Chypre et Malte en tant que membres. De nombreux CRC se sont unilatéralement comparés au CEC à un stade donné de leur élaboration.

D'autres CRC sont susceptibles d'avoir des similitudes avec le CEC, puisqu'un certain nombre d'initiatives se sont intéressées au CEC afin de s'inspirer (pour les critères de référencement par exemple), qu'il existe une tendance à l'élaboration de cadres des certifications globaux/unifiés et que les CRC sont basés sur les acquis d'apprentissage. Les CRC dans d'autres régions du monde sont confrontés à des problématiques similaires: combler le fossé entre l'EFP et l'enseignement supérieur, comment améliorer la visibilité (les niveaux sur les certificats/diplômes par exemple), comment assurer l'apprentissage tout au long de la vie, avec les microqualifications notamment.

Les CRC peuvent être assez différents du CEC. Ils ont différents objectifs, comme une concentration particulière sur l'assurance de la qualité, ils ont différentes caractéristiques (par exemple il existe une tendance à l'élaboration de cadres à dix niveaux, un certain nombre de CRC ont des certifications communes, les CRC peuvent porter plus d'attention à l'orientation sectorielle) et ils ont différents dispositifs de gouvernance.

L’ACQF n’est pas un CRC comparable au CEC ni à d’autres CRC, mais un cadre général des cadres en Afrique, appuyant l’intégration et la transformation sur le continent africain, et remédiant à des différences bien plus profondes qu’en Europe.

Une coopération internationale, un soutien des donateurs et des conseils sont capitaux pour l’élaboration des CRC. Cela est illustré par le soutien de l’UE aux processus de l’ACQF qui permet de fournir un cadre pour la coopération et l’élaboration conjointes, le soutien de l’UE au Mcesca, le soutien de l’Australie et la Nouvelle-Zélande au PQF et à l’AQRF, le soutien de l’Unesco/l’UE au SADCQF, le soutien de l’Unesco au Cedeao, le soutien du Canada au MCAP, le soutien de la Banque interaméricaine de développement et de l’Unesco au CC de la Caricom, le soutien de l’OIT et de la société suisse de développement au CC de l’ASACR, et le soutien du COL au TQF VUSSC.

Un certain nombre d’initiatives relevant du CRC définies et explorées dans la présente étude en sont actuellement à un tournant de leur évolution. Il sera donc intéressant de suivre leurs activités et évolutions afin de voir comment la crise de la COVID-19 actuelle se répercutera sur leur évolution dans les années à venir et si/dans quelle mesure les priorités nationales et régionales pourraient changer. Désormais, plusieurs scénarios semblent plausibles: d’une part, la crainte que la crise puisse encore plus réduire le budget alloué aux initiatives relevant du CNC/CRC en raison de la crise économique et des compressions budgétaires. Avec de nombreuses initiatives relevant du CRC qui sont déjà, à ce stade, entravées par un manque de ressources (financières, humaines), l’inévitable récession économique compliquera probablement encore plus la mobilisation par les CRC des capacités et ressources nécessaires à une initiative durable (à moins que les CRC ne soient réputés avoir le potentiel d’atténuer les ramifications d’une économie mondiale chancelante).

Plusieurs entretiens ont révélé que l’élaboration des CRC a été freinée par la crise de la COVID-19 et que des mesures sont déployées pour tenter de remédier aux conséquences. L’une des conséquences est que l’apprentissage en ligne devient un thème clé, mais peu ont de l’expérience en ce qui concerne les microqualifications et la reconnaissance et l’assurance de la qualité des certifications délivrées au travers de l’apprentissage à distance et en ligne.

Un dialogue plus substantiel avec le CEC et les autres CRC pour soutenir leur élaboration intéresse beaucoup les CRC. Plusieurs d’entre eux ont effectué une comparaison unilatérale avec les niveaux du CEC. Il existe un profond intérêt en faveur de l’échange d’expériences/de meilleures pratiques tout en continuant d’élaborer les initiatives localement.

6 COMPARER LE CEC ET LES AUTRES CRC — PROCHAINES ÉTAPES

La recommandation de 2017 invite la Commission et les États membres de l'UE à étudier les possibilités de définir et d'appliquer des critères et des procédures permettant, conformément aux accords internationaux, de comparer les cadres nationaux et régionaux des certifications des pays tiers avec le CEC. En tant que CRC, le CEC relie les CNC en Europe et cherche désormais à établir des liens avec des CNC et CRC en dehors de son champ d'application géographique. Avec la comparaison, le CEC devient un instrument pour les politiques de relations extérieures de l'UE avec un accent particulier sur les politiques en matière de migration, l'éducation et la formation, les arrangements de reconnaissance, les politiques de l'emploi, la coopération au développement et le commerce. L'UE entretient un dialogue avec de nombreux pays en dehors de l'UE, ainsi qu'avec des groupes de pays, des communautés économiques régionales et des organisations internationales et multilatérales. Les compétences et les certifications sont une question de plus en plus cruciale pour la coopération internationale.

Le monde devient de plus en plus interconnecté. De nombreuses personnes viennent dans l'UE pour travailler, étudier, trouver refuge ou pour des raisons familiales, ou voyagent à partir de l'UE dans d'autres pays et éprouvent souvent des difficultés pour s'intégrer dans les marchés de l'emploi et les systèmes éducatifs de leur pays d'accueil. Un nombre croissant de personnes est également concerné par le travail transfrontière via l'internet. Les certifications attestent des compétences des individus mais cette fonction de signalisation s'affaiblit dans un contexte international. La comparaison devrait améliorer la compréhension des certifications et en permettre une reconnaissance juste. Le but de la comparaison est d'appuyer la confiance mutuelle pour renforcer la transparence pour les individus, les employeurs et les prestataires d'enseignement, le soutien à la mobilité internationale et à la migration et le soutien au positionnement international et à l'utilisation du CEC et d'autres CRC.

Chaque cas de comparaison du CEC et d'un autre CRC devrait reposer sur des avantages mutuels concrets, garantissant une valeur ajoutée à la comparaison. Afin d'être prêt pour la comparaison, un CRC doit être opérationnel, ce qui signifie qu'il remplit la plupart des critères suivants:

- Les méthodes, procédures et outils de travail principaux aux fins de la direction du CRC sont en place (rencontres régulières, stratégies de communication, critères d'assurance de la qualité, dispositions et outils).
- Les procédures d'inclusion, de référencement, d'alignement, d'articulation ou d'harmonisation et les critères pour lier un cadre ou système national des certifications et/ou des certifications particulières au CRC sont établis et convenus entre les pays membres.
- Les pays membres sont encouragés à lier leur CNC au CRC, en comparant leurs niveaux du CNC aux niveaux du CRC et d'autres critères.

- Les premières expériences en matière d'inclusion, de référencement, d'alignement, d'articulation ou d'harmonisation ont eu lieu et les liens entre le système national des certifications, le CNC et/ou les certifications avec le CRC sont formalisés.

La comparaison est un processus où les deux CRC sont égaux et qui devrait se tenir dans le cadre d'un dialogue reposant sur un ensemble de thèmes convenus d'un commun accord. Une comparaison qui inclut différents thèmes communs et des questions complémentaires relatives à la comparabilité des deux CRC fait l'objet d'une proposition. Il est prévu que ces thèmes et ces questions complémentaires soient perfectionnés au cours d'un dialogue afin de refléter les contextes et la diversité des CRC. Un rapport conjoint élaboré et convenu ensemble devrait résulter de ce dialogue.

La manière dont les CRC peuvent coopérer et soutenir leur évolution mutuelle au-delà du cadre de la comparaison reste à définir. Il ressort clairement de la présente étude que de nombreux cadres régionaux des certifications sont encore en cours d'élaboration et ne peuvent donc pas être comparés au CEC à l'heure actuelle. Au chapitre précédent, nous avons démontré qu'il existe maintes questions qui pourraient être abordées conjointement entre les CRC. Cela doit se faire dans le cadre d'autres dialogues dépassant la comparaison. Nous espérons que la discussion portant sur cette étude entre les parties prenantes qui participent aux CRC aidera à créer une base pour ce dialogue.

7 FICHES D'INFORMATION SUR LE CRC [42]

2. AQF — modèle ANQAHE

Titre du CRC + acronyme	**Cadre des certifications arabe (AQF) — modèle ANQAHE**
Brève description du CRC	L'AQF est un cadre à dix niveaux élaboré en 2012 qui servira d'outil de traduction pour les certifications nationales sur le plan régional et international, une fois correctement mis en œuvre.
Régions/pays couverts	Membres du réseau arabe pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement supérieur (ANQAHE): Maroc, Tunisie, Égypte, Oman, E.A.U., Qatar, Bahreïn, Koweït, Arabie saoudite, Jordanie
Lien vers des informations supplémentaires (par exemple le site web du CRC)	http://www.anqahe.org/about.html
0: Contexte	L'AQF a été étudié et élaboré avec la contribution reconnue des cadres nationaux déjà en place dans la région, ou en cours d'élaboration (Bahreïn, Émirats arabes unis, Arabie saoudite), et également avec la contribution de cadres internationaux (Australie) et une référence aux cadres de traduction (CEC, Bologne) en 2012. Des activités de promotion ont eu lieu depuis, mais la priorité reste de mettre en œuvre des CNC dans les pays membres.
1: Appropriation/ engagement	Dans le cadre de sa mission et de ses objectifs, l'ANQAHE a pris l'initiative d'élaborer les niveaux et les certifications du cadre des certifications arabe pour l'enseignement supérieur Le secrétariat de l'ANQAHE est responsable de la promotion et de l'élaboration de l'AQF. Le secrétariat de l'ANQAHE travaille sur une base volontaire et virtuelle. Tout le personnel travaille bénévolement. Les cotisations des membres couvrent une partie des coûts. Tous les pays participants ne sont pourtant pas en mesure de payer ces cotisations, ce qui limite considérablement les financements.
2: Cadre stratégique, objectifs, champ d'application et intérêts mutuels	Le cadre n'est pas encore totalement opérationnel. Il n'existe aucun accord formel en ce qui concerne l'AQF. **Objectifs**: 0. Fournir un unique point de référence de traduction pour comparer les certifications sur le plan national, régional et international. 1. Fournir un référentiel de diplômés qualifiés, défini dans un langage commun. 2. Répondre au besoin de mécanismes transparents pour l'assurance de la qualité, de la rigueur et de la cohérence des certifications régionales pour le pays, les employeurs, la communauté et les étudiants. 3. Fournir des conseils pour la conception et l'élaboration de nouvelles certifications. 4. Fournir un instrument pour préserver la parité dans les demandes et les attentes des certifications établies au même niveau. 5. Aider les étudiants à prendre des décisions en connaissance de cause en ce qui concerne la progression de leur éducation et formation, la mobilité entre les niveaux, les institutions et les possibilités d'emploi. 6. Servir d'indicateur de la pertinence professionnelle et en matière d'emploi.

[42] Ce corpus de fiches d'information commence avec le nº 2 (AQF), car le nº 1 (ACQF) a été couvert séparément au chapitre 3 du présent rapport.

	7. Fournir un outil supplémentaire pour la mise en œuvre de normes par l'intermédiaire d'agences d'assurance de la qualité, de ministères et d'autres autorités nationales et d'organismes de régulation de l'enseignement supérieur. 8. Indiquer les résultats requis pour les programmes/cours établis à des niveaux équivalents dans les cadres nationaux de la région. **Champ d'application:** L'AQF couvre dix niveaux, reflétant une pratique internationale, et, partant, facilitant la reconnaissance automatique d'une qualification entre les nations. Les dix niveaux fournissent des tranches suffisantes pour s'adapter à la gamme complète de niveaux distincts représentés dans les certifications nationales existantes de la région, ainsi qu'une marge pour l'élaboration future de certifications. Actuellement, seuls les niveaux (niveaux 4 à 10) de l'enseignement supérieur sont alimentés, mais il existe une tendance à inclure également les certifications EFP dans les CNC de la région. En théorie, d'autres secteurs de l'enseignement pourraient être ajoutés à l'avenir. **Intérêts mutuels:** Échanger les expériences, établir des contacts avec d'autres cadres régionaux des certifications tels que le CEC et apprendre davantage des expériences de ces derniers suscite un grand intérêt. La reconnaissance mutuelle et la mobilité sont les objectifs de l'AQF.
3: État d'avancement de la mise en œuvre	Les grandes lignes du cadre existent, mais la plupart des États membres doivent encore mettre en œuvre leurs propres CNC afin de rendre l'AQF opérationnel.
	Critères techniques: structure à dix niveaux. Descripteurs de niveau: connaissances, aptitudes, compétences. Caractéristiques des principales certifications: ▪ Niveau 10: doctorat. ▪ Niveau 9: master. ▪ Niveau 8: diplôme postuniversitaire (diplôme supérieur en Arabie saoudite). ▪ Niveau 7: licence. ▪ Niveau 6: diplôme d'études supérieures. ▪ Niveau 5: diplôme d'enseignement supérieur de cycle court ▪ Niveau 4: diplôme de l'enseignement secondaire.
	Relation CRC-CNC: Le document stratégique de l'AQF prévoit que «compléter et appliquer la procédure de vérification interne serait le rôle des agences externes d'assurance de la qualité tel qu'il convient au système national. Les employés de l'agence et ses réviseurs doivent être formés et pleinement familiers avec le cadre de manière à pouvoir l'utiliser et s'y référer pour juger de la conformité avec les descripteurs de niveau». Une proposition d'alignement de l'AQF aux autres cadres régionaux et nationaux, y compris le CEC est également décrite.
4: Priorités, jalons et perspectives	Le plan stratégique pour la période 2020-2024 prévoit la révision du document stratégique de 2012, les descripteurs de niveau seront également actualisés, et les nouvelles agences relevant du CNC seront comprises dans les travaux. Une fois que plus de CNC sont mis en place dans les États membres, ils peuvent être regroupés et liés au cadre régional.

3. AQRF — CADRE DE RÉFÉRENCE DES CERTIFICATIONS DE L'ASEAN

Titre du CRC + acronyme	**Cadre de référence des certifications de l'ASEAN (AQRF)**
Brève description du CRC	Le cadre de référence des certifications de l'ASEAN (AQRF) est un cadre de référence commun qui permet les comparaisons des certifications de l'enseignement à travers les États membres participants de l'ASEAN.
Régions/pays couverts	Association des nations de l'Asie du Sud-Est: Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos (République démocratique populaire lao), Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Viêt Nam
Lien vers des informations supplémentaires (par exemple le site web du CRC)	https://asean.org/asean-economic-community/sectoral-bodies-under-the-purview-of-aem/services/asean-qualifications-reference-framework/
0: Contexte	L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) est une organisation politique est économique constituée de dix pays d'Asie du Sud-Est, formée le 8 août 1967 par l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Depuis, elle s'est élargie pour accueillir de nouveaux membres: le Brunei, le Cambodge, le Laos, le Myanmar et le Viêt Nam. Ses objectifs comprennent l'accélération de la croissance économique, le progrès social et l'évolution socioculturelle parmi ses membres, la protection de la paix et de la stabilité dans la région et l'ouverture de perspectives pour les États membres pour discuter pacifiquement de leurs différences. La Charte de l'ASEAN, signée par les dix dirigeants de l'ASEAN à Singapour le 20 novembre 2007, constitue la base d'un cadre de référence des certifications de l'ASEAN (AQRF). Bien que l'objectif soit de rendre les systèmes nationaux des certifications explicites à l'égard de l'AQRF, s'y référencer ne nécessite pas de changements des systèmes nationaux des certifications. L'AQRF œuvre à respecter les structures et processus spécifiques en place dans ses États membres, qui sont façonnés par les priorités nationales. Une autre initiative majeure de l'ASEAN liée à l'AQRF pour faciliter les flux libres de la main-d'œuvre qualifiée est l'arrangement de reconnaissance mutuelle (ARM). L'application des ARM pour le tourisme et l'ingénierie en particulier a progressé ces derniers temps. Il n'existe à l'heure actuelle aucun lien direct entre les ARM et l'AQRF.
1: Appropriation/ engagement	Le **comité de l'AQRF** est chargé entre autres de surveiller le processus de référencement et de faire avancer l'élaboration de l'AQRF. C'est un organisme relativement récent, sa première réunion a été convoquée en février 2017. **Capacités et ressources:** En tant que nouvel organisme de l'ASEAN, le travail du **comité de l'AQRF** est à l'heure actuelle pleinement soutenu par le secrétariat de l'ASEAN. Les financements sont octroyés par chaque État membre et des organismes donateurs tels que la zone de libre-échange ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande (AANZFTA). Ils cherchent également des fonds pour le renforcement des capacités auprès de l'UE.
2: Cadre stratégique, objectifs, champ d'application et intérêts mutuels	L'AQRF repose sur des accords convenus entre les États membres et invite ces derniers à s'engager volontairement. L'ASEAN est donc généralement fondée sur le consensus, c'est-à-dire qu'il n'existe aucun moyen de «forcer» les pays à s'engager dans une certaine direction. Le cadre s'appuie sur un ensemble de principes d'assurance de la qualité convenus et de normes générales relatives: i) aux fonctions des agences d'enregistrement et d'accréditation; ii) aux systèmes pour l'évaluation de l'apprentissage et la délivrance des certifications; et iii) à la réglementation de la délivrance des certificats. En tant que

	tels, ces processus d'assurance de la qualité instaurent la confiance dans les certifications nationales et dans la valeur des certifications de la région. **Objectifs:** l'AQRF est avant tout considéré comme un outil d'assurance de la qualité, utilisant la qualité comme un moyen de renforcer la confiance dans la mobilité. Il vise à exercer une influence neutre sur les cadres nationaux des certifications (CNC) au sein des pays de l'ASEAN. Les objectifs clés de l'AQRF sont donc de permettre: ▪ une confiance grandissante grâce à un système d'assurance de la qualité robuste dans le domaine du développement des ressources humaines, ▪ une meilleure mobilité, ▪ une meilleure compréhension mutuelle, ▪ l'apprentissage tout au long de la vie au sein de l'ASEAN, ▪ une ASEAN plus prospère, ▪ une vision unique pour la communauté de l'ASEAN. **Intérêts mutuels:** Un vif intérêt pour un dialogue/une comparaison avec le CEC. L'objectif de cette coopération serait d'établir un espace de confiance entre l'ASEAN et l'Europe qui faciliterait la reconnaissance mutuelle des emplois et des certifications de compétences sur le marché du travail de l'ASEAN ainsi que la mobilité des personnes. Leur intention est d'apprendre des meilleures pratiques, sans pour autant les copier, d'une manière qui aide l'AQRF et donc les États membres à progresser.
3: État d'avancement de la mise en œuvre	En 2011, un processus a été enclenché pour préparer une étude de conception pour l'AQRF. Un groupe de travail de l'AQRF constitué des représentants des ministères du commerce, de l'éducation et du travail/de la main-d'œuvre de l'ASEAN, ainsi que des représentants des agences de certification, d'accréditation et autres, a été formé en 2012. Le groupe de travail a été composé sous l'égide de la coopération économique et du programme de travail de l'accord de libre-échange ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande, avec pour mandat d'élaborer l'AQRF en concertation avec les parties prenantes dans les différents pays de l'ASEAN. En 2015, l'AQRF a été finalisé et le document décrivant ses principes et sa structure approuvé par les ministres de l'économie, de l'éducation et du travail de l'ASEAN. Par la suite, le document relatif à la gouvernance et la structure de l'AQRF a été approuvé par les ministres du travail et de l'éducation de l'ASEAN en mai 2016, et par les ministres de l'économie en août 2016. Les plus récentes évolutions de l'AQRF sont: ▪ de nouvelles lignes directrices relatives au référencement, ▪ un plan de travail convenu pour les cinq prochaines années, ▪ l'utilisation de l'AQRF comme référence pour soutenir le diplôme de l'ASEAN (comme les professionnels de l'assurance), ▪ l'harmonisation de l'AQRF avec d'autres plateformes élaborées par l'ASEAN. En ce qui concerne les ARM, les professions du secteur du tourisme et l'ingénierie ont progressé. De ces deux secteurs, le tourisme de l'ASEAN a plus de potentiel pour être harmonisé avec l'AQRF.
	Le cadre s'appuie sur un ensemble de principes d'assurance de la qualité convenus et de normes générales relatives: i) aux fonctions des agences d'enregistrement et d'accréditation; ii) aux systèmes pour l'évaluation de l'apprentissage et la délivrance des certifications; et iii) à la réglementation de la délivrance des certificats. L'AQRF comprend un ensemble de descripteurs de niveau régionaux.
	Relation CRC-CNC: L'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande et la Malaisie ont déjà fait référence à l'AQRF et ont soumis des rapports de référencement.

	Expériences relatives au processus de référencement jusqu'à présent: ▪ **L'Indonésie** a rencontré des obstacles lors de la mise en œuvre du comité national depuis son élaboration, diverses structures gouvernementales indonésiennes ont été concernées (plus de 15 organismes ministériels), ce qui a coûté beaucoup de temps et d'efforts. Le cadre des certifications indonésien (IQF) lui-même couvre tous les secteurs de l'éducation et de la formation, tant du côté de l'offre que du côté de la demande. ▪ **Les Philippines et la Thaïlande** ont rencontré un obstacle similaire. Au lieu de créer un nouveau comité national, ils ont institué une organisation de coordination afin de représenter les divers intérêts. ▪ **La Thaïlande et les Philippines** ont établi plusieurs CC sectoriels qui compliquent la coordination. La couverture est principalement axée sur l'offre. ▪ **La Malaisie** dispose du système le plus robuste en ce qui concerne les CC, mais la couverture est principalement concentrée sur l'offre et l'enseignement formel. Les pays prêts à ou qui envisagent d'entreprendre un processus de référencement formel sont le Laos, le Myanmar et le Cambodge. Jusqu'à présent, Singapour et le Brunei ont fourni des informations sur le critère 1 du processus de référencement.
4: Priorités, jalons et perspectives	Tirer profit de l'AQRF comme outil permettant d'améliorer la qualité de la planification du capital humain et du développement des ressources humaines dans chaque État membre afin de promouvoir: ▪ une confiance grandissante grâce à un système d'assurance de la qualité robuste dans le domaine du développement des ressources humaines, ▪ une meilleure mobilité, ▪ une meilleure compréhension mutuelle, ▪ l'apprentissage tout au long de la vie au sein de l'ASEAN. Le mécanisme pour y parvenir est le critère 11 (mention d'une référence claire au niveau de l'AQRF sur les nouveaux certificats/diplômes délivrés) ainsi que l'harmonisation entre les diverses initiatives au sein de l'ASEAN et d'autres plateformes de communication, y compris aux ARM. Comme mentionné ci-dessus, quatre pays ont déjà entrepris le référencement à l'AQRF. Les autres pays prêts à ou qui envisagent d'entreprendre un processus de référencement formel sont le Laos, le Myanmar et le Cambodge.

4. CQF — Cadre des certifications de la Communauté des Caraïbes (Caricom)

Titre du CRC + acronyme	**Cadre des certifications de la Communauté des Caraïbes (Caricom) — CQF**
Brève description du CRC	Le CRC est un cadre de référence à dix niveaux établi pour permettre aux individus, aux prestataires d'enseignement et de formation, aux employeurs et aux autres parties prenantes de mieux comprendre et comparer les certifications délivrées à différents niveaux dans les pays à travers la région. Il entend agir en tant que dispositif de traduction qui facilite la mobilité dans le marché de l'éducation et du travail et encourage l'évolution des carrières et l'apprentissage tout au long de la vie.
Régions/pays couverts	À l'heure actuelle, la Caricom est constituée de 15 membres titulaires, de cinq membres associés et de huit observateurs. Membres titulaires: Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago.
Lien vers des informations supplémentaires (par exemple le site web du CRC)	https://actt.org.tt/images/documents/CQF/2018/A_Report_on_the_CARICOM_Qualifications_Framework.pdf
0: Contexte	Le marché et l'économie uniques de la Communauté des Caraïbes (Caricom) ont été fondés pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre l'adéquation des compétences. Certaines des initiatives majeures ont été l'élaboration du cadre Sangster-Bethel pour les certifications du niveau tertiaire, qui a été approuvé par l'Association des institutions tertiaires des Caraïbes (ACTI) il y a plusieurs décennies. Le cadre a été ensuite modifié pour inclure les certifications de l'enseignement et de la formation professionnels (EFTP) et adopté par le Cohsod (Conseil pour le développement humain et social) en tant que cadre régional des certifications en 2001. Élaborer des systèmes et des mécanismes de référence de l'EFTP a conduit à la création des qualifications professionnelles des Caraïbes (CVQ) pour mettre en œuvre et gérer un système de formation et de certification régional, dans le but de garantir une prestation standard et uniforme de l'EFTP basé sur les compétences au sein du marché et de l'économie uniques. La Caricom applique le principe de conformité et de convergence, ce qui signifie que l'Association des agences de formation des Caraïbes (CANTA) — créée en 2003 — établit et régit un système de formation et de certification régional, et pas seulement un cadre des certifications pour transposer les certifications, dans le but d'harmoniser les systèmes nationaux d'EFTP, d'élaborer des normes régionales et dernièrement établir un système régional pour l'évaluation, la certification et la reconnaissance des compétences. À l'heure actuelle, les États membres utilisent encore leurs propres certifications nationales et l'utilisation des CVQ reste limitée. Le premier atelier pour l'élaboration du CQF s'est tenu à Sainte-Lucie en 2012 et a conduit à un projet de cadre accepté par le Cohsod. Le deuxième atelier, qui s'est tenu en octobre 2013, a révisé le projet de cadre et les documents liés, y compris les plans de mise en œuvre régionaux et nationaux. L'atelier a été organisé avec l'aide financière et la coopération technique du Commonwealth of Learning. Le rapport de l'atelier a également présenté une comparaison du CQF proposé, du TQF et du CEC.

	Un troisième et dernier atelier s'est tenu dans les locaux du secrétariat de la Caricom au Guyana en octobre 2016 pour discuter du CQF et le finaliser.
1: Appropriation/ engagement	**Appropriation et engagement:** Secrétariat de la Caricom **Structure de gouvernance:** Le Conseil pour le développement humain et social (Cohsod): est constitué de ministres désignés par les États membres. **Engagement:** La Commission de la Caricom pour le développement des ressources humaines (DRH)43: fondée en 2016 pour élaborer la stratégie de développement des ressources humaines (DRH) à l'horizon 2030 de la Caricom, elle rassemble un groupe de 17 spécialistes et autres parties prenantes de l'éducation et du développement des ressources humaines.
2: Cadre stratégique, objectifs, champ d'application et intérêts mutuels	Le document relatif au cadre à dix niveaux a été approuvé lors de la 34e réunion du Cohsod, en 2018. Cadre global, dix niveaux, comprenant tous les secteurs éducatifs — le cadre EFTP à cinq niveaux est en cours d'alignement. La Caricom a demandé aux pays d'aligner leurs CNC avec le CQF d'ici 2021: Il sera demandé à chaque État membre d'élaborer un cadre national des certifications (CNC) qui établit des normes nationales pour la délivrance des certifications à divers niveaux. Le CNC agit comme un outil de communication et comme un mécanisme réglementaire pour l'élaboration et la classification des certifications selon un ensemble de critères ou d'acquis d'apprentissage précisé pour chaque niveau de performance. **Intérêts mutuels:** Dans la région, les certificats des compétences du marché et de l'économie uniques de la Caricom (CSME) sont en place pour la mobilité régionale. L'élaboration du cadre à dix niveaux a été financée par le Commonwealth of Learning.
3: État d'avancement de la mise en œuvre	Au stade actuel, le CQF est un outil de communication sans fonction réglementaire. Chaque gouvernement doit approuver le cadre au niveau national. Jusqu'à présent, seule la Grenade a approuvé le cadre de la Caricom.
	Critères techniques: Descripteurs de niveau: Dans le contexte du CQF, les descripteurs de niveau génériques définissent la demande relative, la complexité, la profondeur et l'étendue des performances, et l'autonomie de l'apprenant dans la démonstration des performances à chaque niveau. ▪ Connaissance et compréhension ▪ Application et pratique

[43] Le DRH est en cours de conception en tant qu'ensemble de l'éducation et de la formation, de l'enfance à l'enseignement tertiaire et au lieu de travail, proposé aux citoyens et à toutes les autres personnes de la région de la Caricom.

	▪ Communication, numérisme et compétences numériques ▪ Compétences psychosociales ▪ Autonomie, obligation de rendre compte et travailler avec autrui
	Relation CRC-CNC: À ce jour, le référencement est informel. Il existe toujours un besoin d'officialiser le processus de référencement une fois que les CNC sont en place. Les agences nationales de formation sont en charge de l'assurance de la qualité de l'EFTP. Un léger chevauchement se fait voir, mais, fondamentalement, il s'agit de responsabilités distinctes. Les CVQ sont étroitement liés aux CNC (ainsi qu'aux certifications nationales). Il devrait être possible de référencer directement les certifications qui ne sont pas normalisées au CQF.
4: Priorités, jalons et perspectives	▪ Aligner les CNC d'ici 2021 (au moins dans 25 % des pays). ▪ Mettre en place un processus de référencement officiel. ▪ Établir un registre d'assurance de la qualité de la Caricom pour contribuer à l'harmonisation et la normalisation (en cours).

5. CAMES — CONSEIL AFRICAIN ET MALGACHE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR[44]

Titre du CRC + acronyme	**Le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur, CAMES**
Brève description du CRC	Le CAMES est une institution intergouvernementale chargée de l'harmonisation des politiques et de l'intégration des systèmes d'enseignement supérieur d'Afrique occidentale et centrale et de l'océan Indien. Les activités du CAMES sont appuyées par une politique régionale d'assurance de la qualité, dont le CAMES est l'unique dépositaire pour l'harmonisation et l'intégration des systèmes de l'enseignement supérieur dans son espace. Cela n'empêche pas les États membres d'avoir leurs propres systèmes d'assurance de la qualité appuyés par des politiques et exigences nationales. En ce qui concerne la mise en œuvre du système **licence-master-doctorat (LMD)**, le CAMES joue un rôle de soutien, de conseil et de suivi. Le CAMES est une agence régionale d'assurance qualité et d'accréditation et, grâce à son programme de reconnaissance et d'équivalence des diplômes (PRED), il agit également comme un cadre régional des certifications (dans l'enseignement supérieur).
Régions/pays couverts	Actuellement, 19 pays sont membres du CAMES: Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Tchad et Togo.
Lien vers des informations supplémentaires (par exemple le site web du CRC)	https://www.lecames.org/
0: Contexte	Le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES) a été constitué par les chefs d'État de l'Union africaine et malgache, qui se sont rencontrés à Niamey (Niger) les 22 et 23 janvier 1968, après que la Conférence des ministres de l'éducation, qui s'est déroulée à Paris en 1966, a pris la décision de réviser en profondeur les structures et les enseignements des universités africaines et malgaches. Le 26 avril 1972, les 16 pays francophones d'Afrique et de l'océan Indien ont signé un accord pour la reconnaissance des certifications de l'enseignement tertiaire à Lomé (Togo). Ils ont affirmé dans cet accord leur détermination à reconnaître automatiquement toutes les certifications délivrées par leurs institutions comme valides ou équivalentes sur le territoire de chacun. Une initiative clé est l'introduction du système **licence-master-doctorat (LMD)**, c'est-à-dire l'introduction d'une structure d'enseignement tertiaire à trois niveaux correspondant à celle du processus de Bologne. Sur les neuf programmes actuels du CAMES, quatre sont directement liés aux cadres des certifications: ▪ 1. programme de reconnaissance et d'équivalence des diplômes (PRED), ▪ 2.comités consultatifs interafricains, ▪ 3. concours,

[44]Remarque importante: les informations concernant cette initiative relevant du CRC reposent en grande partie sur le rapport d'étude cartographique préparé dans le cadre du projet d'élaboration de l'ACQF.
https://www.nepad.org/skillsportalforyouth/publication/african-continental-qualifications-framework-acqf-mapping-study

	▪ 4. programme d'assurance de la qualité. Le plan de développement stratégique 2020-2022 prévoit sept buts stratégiques avec 33 objectifs spécifiques et 83 actions concrètes. Objectifs: ▪ 1: mise en œuvre d'un «code de déontologie», ▪ 2: modernisation de la gouvernance du CAMES, ▪ 3: mise en œuvre d'un programme de doublure virtuelle au CAMES (programme Silhouette), ▪ 4: renforcement de l'approche axée sur la qualité dans l'ensemble des activités et des programmes du CAMES ainsi que dans les centres de recherche dans les pays membres, ▪ 5: soutien et promotion de la formation, recherche et innovation, ▪ 6: élaboration de synergies, partenariats et projets innovants, ▪ 7: communication et relations publiques.
1: Appropriation/ engagement	**Appropriation et engagement:** Autorité technique: le secrétariat général. **Structure de gouvernance:** Le Conseil des ministres du CAMES nomme un secrétaire général pour une durée de cinq ans. Organisme politique: le Conseil des ministres: organe suprême du CAMES, dont le fonctionnement est assuré par un comité d'experts. Organisme académique et scientifique: le Comité consultatif général, organe directeur et consultatif académique et scientifique: il regroupe les présidents d'universités, les organismes de recherche et les institutions académiques interétatiques, les centres de recherche et les institutions d'enseignement supérieur privées partenaires. La Commission d'éthique et de déontologie: elle est établie par le Code d'éthique et de déontologie et veille au bon fonctionnement des programmes de l'institution selon les valeurs du CAMES. La chancellerie de l'OIPA/CAMES: personnalités, hommes politiques, scientifiques ou de la société civile, ayant rendu un service à l'enseignement supérieur et à la recherche dans l'espace CAMES ou ailleurs.
2: Cadre stratégique, objectifs, champ d'application et intérêts mutuels	**Intérêts mutuels:** Les États membres du CAMES (Gabon, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Sénégal) participent activement aux événements internationaux tels que le Forum politique de Bologne en mai 2018 (dialogue multilatéral entre l'EEES et les ministres d'autres pays), ainsi qu'au processus de mise en place de l'ACQF.
3: État d'avancement de la mise en œuvre	Afin de veiller à atteindre ses objectifs, le CAMES a établi quatre programmes d'assurance de la qualité. Il reconnaît également la validité ou l'équivalence des certifications sur la base d'une évaluation des contenus des études, des méthodes d'enseignement, des normes d'assurance de la qualité et des modalités. Une initiative digne d'être mentionnée dans ce contexte est celle des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) pour introduire le système **licence-master-doctorat**. L'initiative est coordonnée par l'Unesco et vise à introduire une structure d'enseignement tertiaire à trois niveaux ou grades correspondant à celle des pays européens, de manière à faciliter la mobilité internationale (licence, master et doctorat). En France, une licence requiert 180 ECTS, un master requiert 120 crédits additionnels. Un «manuel LMD» (licence-master-doctorat) décrit les cours de formation et définit les crédits transférables dans l'ensemble des institutions de l'enseignement supérieur et de la recherche des pays membres. Par ailleurs, le CAMES s'engage à consolider son cadre régional des qualifications professionnelles et des certifications, en vue de mieux contrer les défis récurrents en matière d'emploi et de chômage des jeunes diplômés.

	Afin de mieux remédier au problème de l'employabilité des jeunes diplômés qui, pour une grande partie d'entre eux, sont au chômage dans le contexte d'une démographie africaine à la croissance rapide et afin d'accélérer la concrétisation des attentes concernant le PRED en matière de mobilité nationale et régionale, le CAMES a choisi, dans son plan de développement stratégique (2020-2022), de passer du stade de la reconnaissance et de l'équivalence des diplômes reposant sur une analyse des programmes d'études à un autre stade plus axé sur les aptitudes conférées par l'exercice d'un métier qui sont habituellement prises en considération dans le contexte d'un emploi ou d'une activité non salariée.
	Critères techniques Les normes de qualité élaborées par le CAMES comprennent des normes pour: i) l'évaluation institutionnelle, ii) les offres de formation en présentiel, iii) l'apprentissage ouvert et/ou à distance, iv) les programmes de recherche.
	Relation CRC-CNC: -
4: Priorités, jalons et perspectives	**Le rôle du CAMES dans le LMD:** Le rôle du CAMES dans la mise en œuvre du LMD en partenariat avec diverses institutions régionales et internationales: 1. décision des chefs d'État de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC, 2005); 2. résolution du Conseil des ministres du CAMES (avril, 2006); 3. déclaration de Bangui sur la nécessité de soutenir la réforme LMD par l'adoption d'une approche axée sur la qualité (avril 2008); 4. directive de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA, 2007); 5. il a établi le réseau pour l'excellence de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest (Reesao, 2005), le pilier du LMD en Afrique de l'Ouest; 6. le CAMES a rapidement: fourni le programme de reconnaissance et d'équivalence des diplômes (PRED) avec un référentiel adapté au système LMD (décembre 2007); mis à la disposition des pays de son espace un livre exposant les lignes directrices, les pistes, les stratégies pour un LMD réussi (*Construction du nouvel espace africain et malgache de l'enseignement supérieur dans le contexte de la mise en place du système académique LMD dans les établissements d'enseignement supérieur de l'espace CAMES*, 2007; 2009, version révisée). 7. CAMES: sensibilisation des pays et des institutions de l'enseignement supérieur et de la recherche, renforcement des capacités des acteurs, programme d'assurance de la qualité, en faveur de la mise en œuvre du LMD; 8. Reesao: adoption de huit domaines académiques, un système de crédits, harmonisation des domaines des sciences, de la technologie et des mathématiques, avec le soutien de l'UEMOA; 9. OOAS (Organisation ouest-africaine de la santé): harmonisation des programmes d'études de santé pour les pays de la Cedeao, avec le soutien du CAMES (processus entamé en 2009); 10. création du réseau des établissements d'enseignement supérieur et d'institutions de recherche en Afrique centrale (Reesirac, 2016), en faveur de la mise en œuvre du LMD et de l'assurance de la qualité. **État des lieux du LMD dans l'espace du CAMES:** 1. adoption complète et mise en œuvre du système LMD dans l'espace du CAMES (P. Gueye, 2016); 2. tous les pays membres du CAMES ne sont pas au même niveau de mise en œuvre du système LMD, les pays d'Afrique de l'Ouest sont plus avancés que ceux d'Afrique centrale. Défis dans la mise en œuvre du LMD:

- mesures d’accompagnement (infrastructures et équipement nécessaires, ressources humaines, matérielles et financières suffisantes, consultation éducative en nombre et en qualité, accès à internet, librairies bien documentées et accessibles);
- mauvaise communication et manque de soutien et de mécanismes de suivi;
- faible appropriation du système LMD par de nombreux acteurs;
- respect partiel des textes d’application pour le LMD, en particulier des conditions pour la progression d’un cycle à un autre.

6. CEDEAO — COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST[45]

Titre du CRC + acronyme	**Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao)**
Brève description du CRC	Au sein de la Cedeao, les ministres de l'éducation ont approuvé, en octobre 2012, les lignes directrices et la feuille de route pour la mise en œuvre des cadres nationaux et régionaux des certifications dans la région. Actuellement, le CRC de la Cedeao est au stade de l'engagement politique. La présente fiche d'information repose sur les CNC pertinents et les évolutions liées.
Régions/pays couverts	États d'Afrique de l'Ouest: Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo
Lien vers des informations supplémentaires (par exemple le site web du CRC)	-
0: Contexte	Les ministres de l'éducation ont adopté en octobre 2012 les lignes directrices et la feuille de route du rapport appuyé par l'Unesco sur l'élaboration des CNC et CRC dans la région de la Cedeao (Unesco, Cedeao, PNUD, 2013). En 2013, l'Unesco, en partenariat avec la commission de la Cedeao, le PNUD et d'autres partenaires internationaux, a engagé une discussion sur la pertinence et la faisabilité de l'élaboration de cadres des certifications nationaux et régionaux dans l'espace Cedeao. En s'appuyant sur le processus d'Abuja, engagé en 2009 par la Commission de la Cedeao, l'Unesco et le PNUD ont créé l'équipe de travail interagences (IATT) pour la revitalisation de l'EFTP dans la sous-région de la Cedeao en 2009; une feuille de route a été élaborée et des domaines d'action clés ont été définis. La feuille de route indiquait que la mise en place des CNC au niveau national et d'un CRC au niveau régional pouvait se faire simultanément. Depuis septembre 2017, des experts des secteurs de l'éducation des États membres de la Cedeao travaillent sur des stratégies et des politiques visant à harmoniser les systèmes éducatifs et l'équivalence des certificats dans le but d'accroître le capital humain dans la région par la validation de l'apprentissage non formel et informel. En décembre 2018, la Cedeao a validé un projet de cadre sur la reconnaissance et l'équivalence des diplômes de l'enseignement supérieur, et le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'Unesco basé à Abuja (Nigéria) a initié un projet d'assurance de la qualité.
1: Appropriation/ engagement	**Appropriation et engagement:** Pas encore applicable. **Structure de gouvernance:** La Commission de la Cedeao, en coopération avec l'Unesco, propose une nouvelle initiative pour renforcer les capacités des pays de la Cedeao en ce qui concerne la réforme des systèmes des certifications, tout en adoptant une perspective nationale et régionale conjointe. Les experts et les ministères de l'enseignement supérieur

[45]Remarque importante: les informations concernant cette initiative relevant du CRC reposent en grande partie sur le rapport d'étude cartographique préparé dans le cadre du projet d'élaboration de l'ACQF. https://www.nepad.org/skillsportalforyouth/publication/african-continental-qualifications-framework-acqf-mapping-study

	envisagent les mesures à prendre en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un organisme régional de CRC. La gouvernance nécessitera la mise en place de registres au niveau régional et national pour faciliter la consultation. L'implication des parties prenantes dans la création du CRC sera essentielle pour définir sa vision, ses rôles et ses fonctions, ainsi que la mise en réseau des pays.
2: Cadre stratégique, objectifs, champ d'application et intérêts mutuels	**Objectifs:** ▪ harmonisation de l'éducation de base pour assurer une éducation et un apprentissage inclusifs, équitables et de qualité dans la région de la Cedeao; ▪ reconnaissance et équivalence des diplômes de l'enseignement supérieur. Deux approches peuvent être prises en considération pour parvenir à un cadre régional: la première est l'harmonisation régionale des systèmes actuels de certification, sur la base d'une conception commune des programmes d'études connexes; la seconde porte sur la description et la classification des compétences professionnelles afin de permettre la comparabilité avec les certifications d'autres pays pour la mobilité des individus. **Champ d'application:** Il n'existe aucun CRC pour la Cedeao, le champ d'application futur demeure donc une question ouverte. En observant les CNC individuels, il ressort le tableau actuel suivant: le Nigéria compte six niveaux (allant jusqu'au doctorat), la Gambie cinq (dont un niveau élémentaire), le Ghana et Cabo Verde en comptent huit (allant jusqu'au doctorat) et le Sénégal cinq (allant jusqu'au niveau de l'ingénierie). **Intérêts mutuels:** Il est à espérer que le CRC de la Cedeao s'inspirera des exemples du CEC, du SADCQF et du cadre de référence des certifications de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sur la manière dont ils peuvent interagir.
3: État d'avancement de la mise en œuvre	Il est à espérer que l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du CRC de la Cedeao bénéficieront du soutien externe de l'Unesco, du CAMES, de l'UE et d'autres organismes régionaux tels que la CDAA qui ont déjà élaboré des CRC; nombre de leurs États membres ont mis en place des CNC. **Cinq États membres** de la région de la Cedeao ont élaboré ou élaborent actuellement un CNC ou un cadre national des certifications professionnelles (NVQF): Cabo Verde, le Ghana, le Nigeria, le Sénégal et la Gambie. En outre, au cours des dernières années, de nombreux pays de la sous-région de la Cedeao ont élaboré des politiques et des stratégies visant à renforcer leurs institutions d'EFTP et leurs programmes de développement de compétences. La coopération régionale **sur les certifications des compétences professionnelles**, dont la portée est sectorielle, a débuté, tel que l'illustre le «système régional de certification des compétences pour l'énergie durable», sous l'égide du «Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la Cedeao»[46]. L'assurance de la qualité au niveau régional est sensiblement différente de celle requise sur le plan national. Des efforts ont été faits au niveau régional de la Cedeao pour valider le document du **cadre de la Cedeao sur la reconnaissance et l'équivalence des diplômes** et ses référentiels. Des experts de la région se sont

[46] http://www.ecreee.org/certification

	également réunis pour réfléchir sur la voie à suivre, avec le soutien de l'Unesco et de l'Association des universités africaines. Ledit cadre offrira une grille permettant d'analyser et de reconnaître des certifications étrangères aux niveaux régional et national, en collaboration avec les agences désignées et en conformité avec les instruments continentaux tels que la convention d'Addis-Abeba et la Zone de libre-échange continentale africaine.
	Critères techniques: Les critères techniques demeurent une question ouverte: la langue, la nomenclature et l'ingénierie des descripteurs de niveau diffèrent d'un pays à l'autre. Au Nigeria, l'enseignement professionnel et l'enseignement général sont organisés en filières distinctes et séparées, qui délivrent des certifications académiques et technologiques. Les certifications de compétences n'émanent pas des descripteurs de niveaux d'apprentissage, mais définissent plutôt des niveaux de compétences à démontrer en milieu professionnel. Au Sénégal, en Gambie et au Ghana, les niveaux d'apprentissage des compétences sont décrits de manière similaire, mais les domaines d'apprentissage sont traités de manière variable. Le cadre national ghanéen des certifications pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (NTVETQF) est structuré de manière à prendre en considération l'acquisition de connaissances universitaires et de compétences professionnelles. Bien que la hiérarchie des niveaux diffère d'un pays à l'autre, l'utilisation des concepts de connaissances, d'aptitudes et de compétences dans les descripteurs de niveau s'aligne sur les tendances internationales.
4: Priorités, jalons et perspectives	Les mesures de suivi aboutiront à l'adoption par les ministres du rapport des experts sur i) les référentiels, ii) le cadre et iii) la feuille de route (initialement prévue pour décembre 2019). Le futur CRC de la Cedeao devra répondre à des questions ouvertes telles que décider quel parcours le CRC empruntera pour définir les descripteurs de niveau: un descripteur axé sur les compétences ou un descripteur mixte académique-technologique. La deuxième question concerne son champ d'application et consistera à décider si le CRC sera inclusif et exhaustif et couvrira les certifications des niveaux d'enseignement et de formation de base, secondaire et supérieur, ainsi qu'à décider des mécanismes de validation, de reconnaissance et de certification des compétences obtenues par l'apprentissage non formel et informel.

7. EAQFHE — CADRE DES CERTIFICATIONS D'AFRIQUE DE L'EST POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR[47]

Titre du CRC + acronyme	**Cadre des certifications d'Afrique de l'Est pour l'enseignement supérieur (EAQFHE)**
Brève description du CRC	L'EAQFHE est un cadre à huit niveaux pour les certifications dans le secteur de l'enseignement supérieur de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Ce cadre a été élaboré en 2015 par l'IUCEA, avec un financement de l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA). L'EAQFHE, comme son nom l'indique, est un cadre pour les certifications dans le secteur de l'enseignement supérieur. Toutefois, dans le processus de l'élaboration de ce cadre, il a été jugé utile d'élaborer un cadre des certifications complet, d'où sa structure définitive à huit niveaux, du niveau primaire inférieur au doctorat. Il a été noté que depuis 2020, la CAE s'est engagée dans un processus d'élaboration d'un cadre des certifications EFTP, avec l'aide de la Direction du développement et de la coopération et de la Banque mondiale.
Régions/pays couverts	Six États membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE): Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Soudan du Sud, Tanzanie
Lien vers des informations supplémentaires (par exemple le site web du CRC)	http://iucea.org/eahea1/qualifications-framework/
0: Contexte	La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) est, outre l'IGAD et le Comesa avec qui elle partage des membres et des rôles, l'organisation économique régionale pour l'Afrique de l'Est. Elle a été fondée en 1967 et s'est effondrée en 1977. Quelques années plus tard, des efforts ont été déployés pour redonner vie à la CAE. Le traité sur l'établissement de la Communauté de l'Afrique de l'Est a été signé le 30 novembre 1999 et est entré en vigueur le 7 juillet 2000 à la suite de sa ratification par les trois États partenaires d'origine, à savoir le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. En 2020, les États membres de la CAE comptaient une population totale d'environ 177 millions d'habitants. Le siège de la CAE se trouve à Arusha, en Tanzanie. La mission de la CAE est d'élargir et de renforcer l'intégration économique, politique, sociale et culturelle, afin d'améliorer la qualité de vie de la population de l'Afrique de l'Est, notamment grâce à une meilleure compétitivité, à une production à valeur ajoutée, au commerce et aux investissements. L'entrée en vigueur du protocole sur le marché commun de la CAE en juillet 2010 a suscité une nécessité urgente de mettre en place des outils et des systèmes qui faciliteraient sa mise en œuvre. Dans le cas de l'enseignement supérieur, il était nécessaire de mettre en place des outils pour la mise en œuvre de l'article 11 du protocole afin de faciliter la mobilité des apprenants et de la main-d'œuvre, ce qui nécessite, entre autres, la mise en place d'un cadre permettant la reconnaissance mutuelle des diplômes universitaires et des qualifications professionnelles dans toute la région. Cela a incité l'IUCEA à entreprendre l'élaboration du **cadre des certifications d'Afrique de l'Est pour l'enseignement supérieur (EAQFHE)**, en tant qu'outil important d'harmonisation des systèmes d'éducation et de formation et des

[47]Remarque importante: les informations concernant cette initiative relevant du CRC reposent en grande partie sur le rapport d'étude cartographique préparé dans le cadre du projet d'élaboration de l'ACQF, avec un entretien supplémentaire. https://www.nepad.org/skillsportalforyouth/publication/african-continental-qualifications-framework-acqf-mapping-study

	certifications obtenues, contribuant ainsi à transformer l'Afrique de l'Est en un espace commun pour l'enseignement supérieur. À partir de 2008, le secrétariat de la CAE et les États partenaires ont entrepris un processus d'harmonisation de leurs programmes d'enseignement, de leurs structures et cadres d'examen, des certifications et de l'accréditation des systèmes éducatifs et des programmes de formation. Cela a conduit à l'élaboration de stratégies d'harmonisation pour les sept cycles différents (enseignement préprimaire, primaire, secondaire, formation des enseignants, EFTP, formation des adultes, enseignements complémentaires et éducation informelle, et enseignement spécialisé). Ce processus d'harmonisation comprenait également l'élaboration de structures et de cadres d'examen et de certification pour les différents niveaux. En 2018, grâce à ces structures et ces cadres, les États partenaires ont aligné leurs programmes sur les programmes d'études et le cadre approuvés et harmonisés de la CAE. À la suite de l'harmonisation du niveau de l'enseignement supérieur, les chefs d'État de la CAE ont déclaré en 2017 un espace commun pour l'enseignement supérieur. En outre, le Conseil interuniversitaire pour l'Afrique de l'Est (IUCEA) a élaboré et mis en œuvre le cadre des certifications d'Afrique de l'Est pour l'enseignement supérieur (EAQFHE) en vue de poursuivre la mise en œuvre de l'espace commun pour l'enseignement supérieur. L'**EAQFHE** a été adopté en avril 2015, sur la base du traité sur l'établissement de la CAE et du protocole sur le marché commun de la Communauté de l'Afrique de l'Est. L'EAQFHE fait spécifiquement référence à l'article 102 du traité sur l'établissement de la CAE, qui comporte quatre piliers d'intégration, parmi lesquels le protocole sur le marché commun. L'article 102 du traité porte principalement sur l'engagement à coopérer dans le domaine de l'éducation et de la formation, ce qui constitue la base de l'harmonisation et de l'évolution de ces cadres régionaux. L'article 11 du protocole sur le marché commun de la CAE prévoit la mobilité des professionnels au sein de la CAE. Pour faciliter cela, les États partenaires ont négocié et signé des **accords de reconnaissance mutuelle (ARM)** entre les autorités compétentes, réglementant différentes professions. En 2019, les ARM avaient été signés par les autorités compétentes pour les comptables, architectes, ingénieurs et vétérinaires. Les négociations relatives aux ARM pour les arpenteurs-géomètres et les avocats en Afrique de l'Est sont terminées et sont en attente de signature. Une étude sur la mise en œuvre des ARM signés a été entreprise en 2018 et des stratégies ont été mises en place pour éliminer les obstacles déterminés à la mise en œuvre des ARM signés. Les réunions de négociation au sujet des ARM pour les pharmaciens étaient prêtes à démarrer. Elles ont débuté en 2017 et sont toujours en cours.
1: Appropriation/ engagement	Le mandat global de l'EAQFHE incombe à l'**IUCEA** (Conseil interuniversitaire pour l'Afrique de l'Est), qui est l'organe de tutelle et de direction délégué par la CAE pour coordonner le secteur de l'enseignement supérieur dans la région. Au sein du **secrétariat de la CAE**, les questions d'éducation sont coordonnées par le département de l'éducation et de la formation, dirigé par un **responsable principal de l'éducation**. La politique et la coordination des activités et des programmes au niveau de l'enseignement supérieur relèvent de la compétence du Conseil interuniversitaire pour l'Afrique de l'Est (IUCEA), basé à Kampala, en Ouganda. **Structure de gouvernance:** Le suivi du cadre est assuré par l'IUCEA, qui fait rapport à la CAE. L'assurance de la qualité des certifications en Afrique de l'Est est effectuée au niveau institutionnel et national par les autorités/agences respectives d'assurance de la qualité. L'IUCEA travaille en étroite collaboration avec ces agences pour la coordination et l'harmonisation des politiques et des pratiques.

2: Cadre stratégique, objectifs, champ d'application et intérêts mutuels	**Aucune législation** ne semble s'appliquer directement à l'établissement de ce CRC. Les instruments juridiques suivants sont censés fournir le cadre juridique de l'EAQFHE: ▪ le traité sur l'établissement de la CAE; ▪ le protocole sur le marché commun de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EACCMP); ▪ l'acte de l'IUCEA; ▪ la politique et la législation nationales en matière d'enseignement supérieur de chaque État partenaire; ▪ la déclaration de la CAE en tant qu'espace commun pour l'enseignement supérieur. **Objectifs:** L'éducation, la formation, la science et la technologie jouent un rôle central dans la réalisation de la vision et de la mission de la CAE et dans la facilitation de la mise en œuvre du protocole sur le marché commun de la CAE, en plus d'autres aspects essentiels du programme d'intégration régionale et de développement de la CAE. En reconnaissance de cela, aux articles 102 (éducation et formation) et 103 (science et technologie) du traité sur l'établissement de la Communauté de l'Afrique de l'Est (traité sur l'établissement de la CAE), les États partenaires de la CAE s'engagent à prendre des mesures adéquates pour favoriser la coopération dans les domaines de l'éducation et de la formation, de la science et de la technologie dans la communauté. Son objectif déclaré est que «l'EAQFHE fournit l'ensemble des politiques, des objectifs et des informations jouant un rôle central dans l'organisation, la gestion, la mise en œuvre et le suivi du cadre des certifications. L'EAQFHE: ▪ fournit des points de référence importants pour la définition et l'évaluation des normes universitaires pour les prestataires d'enseignement supérieur; ▪ aide à la détermination des voies de progression potentielles, en particulier dans le contexte de l'apprentissage tout au long de la vie; et ▪ favorise une compréhension partagée et commune des attentes liées aux certifications typiques en facilitant l'utilisation cohérente des titres de certification dans l'ensemble du secteur de l'enseignement supérieur au sein de la région». **Champ d'application:** L'EAQFHE est un cadre des certifications dans le secteur de l'enseignement supérieur. Les descripteurs des certifications de l'enseignement supérieur se rapportent à des programmes et non à des modules ou unités de cours. L'EAQFHE, comme son nom l'indique, est un cadre pour les certifications dans le secteur de l'enseignement supérieur. Dans le processus d'élaboration de ce cadre, il a été jugé utile d'élaborer un cadre des certifications complet. En ce qui concerne son champ d'application déclaré, l'EAQFHE «s'applique donc à tous les types d'éducation, de modes d'enseignement, de formation et de certifications, de l'éducation de base à l'enseignement supérieur, aux établissements professionnels, obtenus dans le cadre d'apprentissages formels et/ou non formels et/ou informels».
3: État d'avancement de la mise en œuvre	Jusqu'à présent, il a été difficile, dans le cadre de cette mission, d'obtenir des informations fiables sur l'état réel de la mise en œuvre de l'EAQFHE. Les conclusions de l'étude cartographique de l'ACQF suggèrent toutefois que l'EAQFHE est devenu un guide et une référence de poids pour le secteur de l'enseignement supérieur, ainsi que pour le processus d'élaboration de cadres des certifications pour d'autres niveaux de cadres des certifications, et l'EAQFHE est considéré comme un outil important pour la mise en œuvre de l'espace commun régional pour l'enseignement supérieur. Le cadre des certifications d'Afrique de l'Est pour l'enseignement supérieur a élaboré les documents nécessaires pour couvrir en détail l'enseignement supérieur, ainsi que les niveaux de certifications inférieurs de manière générale. En ce qui concerne sa

mise en œuvre, il semble qu'il soit devenu un guide et un document de référence permettant de poursuivre les travaux sur les cadres régionaux des certifications.

Critères techniques:

L'EAQFHE est un cadre à huit niveaux, avec des descripteurs de niveau pour tous les niveaux, fondés sur les acquis d'apprentissage. Il repose sur un système de crédits fondé sur les heures fictives, dans lequel un crédit est égal à dix heures fictives. Une année d'étude équivaut à 40 crédits, soit 400 heures fictives. Toutes les certifications énumérées dans l'EAQFHE contiennent l'énoncé des acquis décrivant les connaissances, les compétences et les attributs d'un diplômé.

Les descripteurs des certifications de l'enseignement supérieur se rapportent à des programmes et non à des modules ou unités de cours. En matière de certifications, le cadre d'analyse de l'EAQFHE contient les descripteurs suivants:

- développement des connaissances et de la compréhension (sujet spécifique);
- compétences cognitives/intellectuelles;
- compétences transversales clés;
- compétences pratiques; et
- volume d'apprentissage.

L'IUCEA entend tenir un registre des certifications. Dans le cas contraire, les certifications sont enregistrées au niveau national et peuvent être transmises à partir du registre national. Les certifications sont enregistrées au niveau national par les agences nationales d'assurance de la qualité. [Le statut de ces plans n'est pas connu pour le moment.]

Relation CRC-CNC:

La correspondance entre les niveaux de l'EAQFHE et ceux du CNC est présentée ci-dessous. Il n'a toutefois pas été possible de trouver des informations sur la manière dont cette correspondance a été établie et sur l'existence d'un processus spécifique de référencement ou d'alignement.

3.7.1 Levels of NQFs linked to EAQFHE

	EQAFHE	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzania	Uganda
PhD Degree	8	?	10	7	10	?
Doctoral Degree	7	?	9	6	9	?
Master's Degree Post Graduate Diploma Post Graduate Certificate	6		8	5	8	
Bachelor Degree Graduate Diploma Graduate Certificate	5		7	4	7	5
Diploma Certificate	4		6	3	6	4
	3		5	2	5	3
			4		4	
	2		3	1	3	2
			2		2	
	1		1		1	1

Source: Kerre, undated.

Bien que l'EAQFHE ne dispose pas d'un mandat spécifique en matière d'assurance de la qualité, il est étroitement associé au système régional d'assurance de la qualité, élaboré pour promouvoir la comparabilité des systèmes éducatifs, améliorer l'éducation de qualité et maintenir des normes internationales qui rendraient le système compétitif à l'échelle régionale et internationale.

L'EAQFHE fait également référence aux cadres de l'Unesco et à la convention d'Arusha sur la reconnaissance des qualifications dans l'enseignement supérieur en Afrique.

Outre l'EAQFHE, les États partenaires de la CAE s'appuient également sur leurs cadres nationaux respectifs (le cas échéant) et interagissent les uns avec les autres sur différents aspects des équivalences, de la reconnaissance des certifications et de l'éducation.

4: Priorités, jalons et perspectives	Il a été noté que **la CAE s'est engagée dans un processus d'élaboration d'un cadre des certifications EFTP**, avec l'aide de la Direction du développement et de la coopération et de la Banque mondiale. Des plans sont également en cours en vue de l'élaboration d'un cadre des certifications de la formation des enseignants pour la région.

8. CADRE DES CERTIFICATIONS DES PAYS DU GOLF (GQF)

Titre du CRC + acronyme	**Cadre des certifications des pays du Golfe (GQF)**
Brève description du CRC	Schéma directeur pour un métacadre des certifications à dix niveaux approuvé à Riyad en mai 2014, depuis lors en attente d'une approbation formelle.
Régions/pays couverts	Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis (EAU), Koweït, Oman et Qatar (c'est-à-dire les membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe — CCG)
Lien vers des informations supplémentaires (par exemple le site web du CRC)	**-**
0: Contexte	Le Conseil de coopération des États arabes du Golfe, également connu sous le nom de Conseil de coopération du Golfe (CCG), est une union politique et économique régionale intergouvernementale composée de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des EAU, du Koweït, d'Oman et du Qatar. Les six nations du Golfe qui composent la région du CCG ont une influence mondiale considérable, malgré leur faible population. Dans le même temps, ils sont des pays de destination pour de nombreux travailleurs migrants, en particulier d'Asie du Sud-Est. Un marché commun a été lancé le 1er janvier 2008 avec pour but la réalisation d'un marché unique pleinement intégré. En janvier 2015, le marché commun a également été davantage intégré, permettant aux citoyens du CCG de travailler en pleine égalité dans les secteurs public et privé, et d'accéder à l'assurance sociale et à la couverture des retraites, à la propriété immobilière, aux mouvements de capitaux, à l'éducation, à la santé et à d'autres services sociaux dans tous les États membres.
1: Appropriation/ engagement	Les EAU ont dirigé l'élaboration du GQF, qui a ensuite été approuvé à Riyad (Arabie saoudite) en mai 2014. Structure de gouvernance proposée: autorité des certifications du Golfe (pas encore créée). En juillet 2020, une fusion de l'autorité nationale des certifications et du ministère de l'éducation des EAU a été annoncée, dans le cadre d'une restructuration plus globale du gouvernement émirati, dans le contexte des «préparatifs pour la période après la pandémie de COVID-19». Il n'est pas évident de dire si cela aura une quelconque incidence sur la poursuite de l'élaboration du GQF.
2: Cadre stratégique, objectifs, champ d'application et intérêts mutuels	L'idée d'élaborer le GQF est principalement portée par la **mobilité de la main-d'œuvre.** Il vise à **accroître la mobilité de la main-d'œuvre** afin que les personnes les plus qualifiées puissent soutenir le développement collaboratif de la région du CCG. Le métacadre vise à assurer la cohérence entre les systèmes d'éducation et de formation dans la région du Golfe, à comparer et aligner les certifications au sein des États membres et à permettre la reconnaissance automatique des qualifications et le transfert de la main-d'œuvre au sein de la région du CCG. Le GQF est destiné à être un outil de traduction pour: ▪ (a) le référencement des cadres nationaux des États du Golfe au GQF; ▪ (b) le référencement des cadres nationaux entre les États du Golfe; ▪ (c) l'éventuelle référence future entre le GQF et le CEC; ▪ d) le développement et la reconnaissance automatique des qualifications, en particulier des qualifications professionnelles, au sein des États du Golfe et entre ceux-ci; ▪ (e) la facilitation du transfert d'étudiants et de la mobilité de la main-d'œuvre entre les États du Golfe à des fins d'éducation/de formation et d'emploi;

	▪ (f) la promotion du principe d'apprentissage tout au long de la vie, notamment par la reconnaissance de l'apprentissage informel et non formel; ▪ g) la réalisation des besoins et exigences du marché du travail dans la région du Golfe pour une main-d'œuvre hautement qualifiée.
3: État d'avancement de la mise en œuvre	Le 22 mai 2014, le comité technique présidé par la NQA a approuvé les descripteurs de niveau du GQF. Cependant, il n'existe aucune autre preuve d'avancement dans la mise en œuvre. Au niveau national, **Bahreïn** participe à la fois à l'initiative de l'ANQAHE et du GQF. Dans le même temps, Bahreïn a référencé son CNC au SCQF en 2018 et a en outre entamé un dialogue avec les cadres nationaux des certifications d'Australie et de Nouvelle-Zélande.
	Critères techniques: Le schéma directeur du GQF a été élaboré sous la forme d'un métacadre régional de certifications comprenant dix niveaux qui permettra aux pays du CCG de relier leurs CNC à un cadre de référence commun. En ce qui concerne le champ d'application, le GQF a été conçu comme un cadre global.
	Relation CRC-CNC: Aucune information.
4: Priorités, jalons et perspectives	D'après les informations obtenues, le GQF est toujours dans sa phase conceptuelle en tant que schéma directeur d'un cadre des certifications global à dix niveaux. L'approbation formelle du GQF est toujours en attente. Les recherches n'ont révélé aucune preuve d'activités récentes en ce qui concerne la poursuite de l'élaboration du GQF. Toutefois, malgré plusieurs tentatives, il n'a pas été possible de mener un entretien avec un représentant de l'initiative du GQF. Il n'existe donc actuellement aucune information sur la question de savoir si le cadre a évolué de sa phase purement conceptuelle. Selon un informateur, les ministères du travail du cadre du CCG se sont rencontrés, mais ils attendent la mise en place du CC du Koweït et du Qatar, pour donner suite au cadre du CCG. Une fois qu'ils auront le CC du Koweït, ils l'annonceront sans doute. Selon un informateur, l'élaboration du GQF pourrait se poursuivre une fois que tous les pays du CCG auront mis en œuvre leurs CNC.

9. CADRE DES CERTIFICATIONS DE L'AUTORITÉ INTERGOUVERNEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT (IGAD) EN AFRIQUE DE L'EST

Titre du CRC + acronyme	Cadre des certifications de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en Afrique de l'Est
Brève description du CRC	Il n'existe pas encore de concept public de cadre régional. Il est fait référence à l'enseignement, à l'EFTP, à l'enseignement supérieur, à la reconnaissance et à l'apprentissage tout au long de la vie dans les documents d'appui.
Régions/pays couverts	Djibouti, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan et Soudan du Sud, éventuellement Érythrée
Lien vers des informations supplémentaires (par exemple le site web du CRC)	Il n'existe pas encore de site web du CRC. Les liens publiés figurent dans les notes de bas de page.
0: Contexte	L'élaboration d'un CRC vise à reconnaître et à développer les compétences des réfugiés, des rapatriés et des communautés d'accueil dans la région. La déclaration de Djibouti sur l'éducation des réfugiés, des rapatriés et des communautés d'accueil aborde l'importance des synergies et des solutions communes entre les pays. Selon l'OIT[48] (2019), les principaux défis auxquels l'IGAD est confrontée sont les suivants: 1. le développement d'aptitudes et de compétences adéquates et la fourniture d'une formation appropriée à sa population nombreuse et jeune; 2. la fourniture de compétences et de moyens de subsistance au grand nombre de migrants et de réfugiés dans la région. Le rapport de l'OIT intitulé «*The potential of skills development and recognition for regulated labour mobility in the IGAD Region*» (Le potentiel du développement et de la reconnaissance des compétences pour la mobilité réglementée de la main-d'œuvre dans la région de l'IGAD) (2020)[49] propose d'étudier la faisabilité, les avantages et les coûts d'un cadre régional des certifications pour l'IGAD. Les visites effectuées dans les pays dans le cadre du présent rapport mettent en évidence la nécessité d'une combinaison de normes régionales communes, de systèmes nationaux renforcés et de projets innovants. La série régionale de certifications devrait s'appuyer sur les certifications existantes qui sont proposées dans les pays de l'IGAD et qui sont bien reconnues par les employeurs. Après consultation et contextualisation, ces certifications peuvent être proposées au niveau régional. Les principales étapes vers les CRC sont les suivantes: • la déclaration de Djibouti de 2017[50]; • la 2e réunion du groupe de travail des experts en éducation des États membres de l'IGAD sur la mise en œuvre de la déclaration de Djibouti et du plan d'action (2018)[51]; • l'atelier sur l'élaboration d'un CRC pour la région de l'IGAD (2019); • le cadre stratégique régional pour l'éducation 2020[52].

[48] https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/documents/publication/wcms_731236.pdf
[49] https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/---ro-abidjan/---sro-addis_ababa/documents/publication/wcms_751801.pdf
[50] https://www.igad.int/attachments/article/1725/De%CC%81claration%20de%20Djibouti%20sur%20l%E2%80%99Education%20des%20Refugie%CC%81s.pdf
[51] https://data2.unhcr.org/fr/documents/details/65412
[52] https://igad.int/attachments/article/2593/IGAD%20Regional%20Education%20Policy%20Framework%202020.pdf

1: Appropriation/ engagement	Le site web de l'IGAD présente les motifs du CRC. Des représentants des pays ont contribué aux études préliminaires et participé à un atelier sur l'élaboration du CRC.
2: Cadre stratégique, objectifs, champ d'application et intérêts mutuels	La déclaration de Djibouti (2017)[53] sur l'éducation des réfugiés, des rapatriés et des communautés d'accueil élimine les obstacles politiques et juridiques. Elle précise également des objectifs communs et des responsabilités collectives dans la réponse aux crises des réfugiés dans la région, notamment en ce qui concerne le problème d'accès à une éducation de qualité pour les enfants réfugiés. Plus important encore, elle visait à créer un espace harmonisé pour intégrer les réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux. L'inclusion aide les pays d'accueil à éviter la fragmentation, à créer des synergies et à garantir la durabilité. La déclaration de Djibouti et les politiques sectorielles [telles que le cadre régional des certifications (CRC) et la stratégie EFTP] sont des instruments essentiels pour préparer les réfugiés à la réussite des générations futures. Le cadre stratégique régional pour l'éducation (2020) décrit le cadre régional des certifications (CRC) de l'IGAD comme un outil de soutien à l'enseignement supérieur, à l'EFTP et à la formation postsecondaire.
3: État d'avancement de la mise en œuvre	
	Critères techniques:
	Relation CRC-CNC:
4: Priorités, jalons et perspectives	Conformément aux conclusions de la 2e réunion du groupe de travail des experts en éducation des États membres de l'IGAD sur la mise en œuvre de la déclaration de Djibouti et du plan d'action sur l'éducation des réfugiés, le cadre régional des certifications devrait donner la priorité au renforcement des compétences des enseignants. Les autres éléments clés sont: • les mécanismes et mesures d'assurance de la qualité; • l'harmonisation des certifications en matière d'éducation (grâce à la reconnaissance mutuelle et à l'équivalence) des États membres de l'IGAD pour élaborer des normes de qualité nationales lorsqu'elles n'existent pas, ou examiner les normes de qualité nationales et adopter des normes d'apprentissage nationales qui s'appliquent à la fois aux réfugiés et aux écoles de la communauté d'accueil; • les demandes régionales en matière de compétences devraient être cartographiées, en particulier pour les résultats de l'EFTP et de l'enseignement supérieur; • l'IGAD devrait évaluer les différences entre les cadres nationaux des certifications dans les États membres, soutenir l'élaboration d'un CNC au Soudan du Sud et en Somalie, et harmoniser les normes dans la région de l'IGAD.

[53] https://globalcompactrefugees.org/article/implementing-djibouti-declaration-education-refugees-returnees-host-communities#?

10. MCAP — MARCO DE CUALIFICACIONES ALIANZA DEL PACÍFICO

Titre du CRC + acronyme	**Marco de cualificaciones Alianza del Pacífico (MCAP)**
Brève description du CRC	Un groupe de travail de l'Alliance du Pacifique («Remcap») travaille actuellement sur une proposition de CRC pour la région de l'Alliance du Pacifique, avec le soutien de l'association CICan, dans le cadre d'un projet de deux ans.
Régions/pays couverts	Chili, Colombie, Mexique et Pérou (c'est-à-dire les quatre membres titulaires de l'Alliance du Pacifique)
Lien vers des informations supplémentaires (par exemple le site web du CRC)	https://alianzapacifico.net/grupo-tecnico-de-educacion/#1518787358385-8 (À ce jour, le site ne comporte pas d'informations spécifiques sur le CRC.)
0: Contexte	L'Alliance du Pacifique (Alianza del Pacífico — AP) est une initiative d'intégration régionale officiellement créée en 2011, composée du Chili, de la Colombie, du Mexique et du Pérou. L'Alianza Pacífico (Alliance du Pacifique) est un bloc commercial d'Amérique latine formé par le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou (c'est-à-dire les quatre membres titulaires), qui bordent tous l'océan Pacifique. Ces pays se sont réunis pour former une zone d'intégration dans le but d'assurer une liberté totale dans la circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes. Ensemble, ces quatre pays comptent au total 210 millions d'habitants et représentent environ 35 % du PIB de la région. Outre ses quatre membres titulaires, on compte plusieurs membres candidats/associés, ainsi que 59 pays participant en tant qu'observateurs. En 2018, l'AP a publié la «Declaración de Puerto Vallarta» dans laquelle les présidents des quatre membres titulaires ont confié au groupe Remcap (la Red de Especialistas de Marcos de Cualificaciones de la Alianza del Pacífico — groupe de spécialistes du cadre des certifications de l'Alliance du Pacifique) la responsabilité d'élaborer un CRC dans le but de faire progresser la mobilité sur les plans éducatif et professionnel entre les pays et de faciliter la reconnaissance des apprentissages obtenus par les citoyens. La mise en place d'un CRC pour la région de l'Alliance du Pacifique est principalement portée par la mobilité de la main-d'œuvre. Dans la région, on note toujours un manque de mécanismes formels pour soutenir la mobilité des étudiants et de la main-d'œuvre.
1: Appropriation/ engagement	Conformément à son mandat officiel, le groupe de travail Remcap est composé des dirigeants du CNC dans les quatre pays de l'AP. Le Remcap dispose d'un secrétariat technique dirigé par la Colombie. Le ministère colombien de l'éducation rend compte des progrès du Remcap au groupe de travail «Éducation» (Grupo Técnico de Educación — GTE) et à d'autres groupes de travail de l'AP. Aucune information n'est encore disponible sur la structure de gouvernance du futur CRC.
2: Cadre stratégique, objectifs, champ d'application et intérêts mutuels	**Objectifs:** le mandat officiel du groupe Remcap décrit comme suit l'objectif clé: mise en place d'un cadre de référence commun pour la création de **synergies entre les cadres des certifications des pays de l'Alliance du Pacifique et faciliter ainsi la mobilité des étudiants et de la main-d'œuvre entre les pays membres de l'AP** (XIII Cumbre de la Alianza del Pacífico Declaración de Puerto Vallarta, 24 de julio de 2018). La mise en place d'un CRC pour la région de l'Alliance du Pacifique est principalement portée par la mobilité de la main-d'œuvre. Dans la région, on note toujours un manque de mécanismes formels pour soutenir la mobilité des étudiants et de la main-d'œuvre.

	Intérêts mutuels: Un dialogue avec le CEC suscite un grand intérêt. Jusqu'à présent, le CEC a inspiré l'évolution des CNC dans la région. Au niveau national, le Chili a effectué sa propre comparaison entre le MCTP et le CEC, le SCQF et le CNC irlandais, ainsi que le CNC australien (Ministerio de Educación Chile, 2017).
3: État d'avancement de la mise en œuvre	Cette initiative est actuellement en phase d'exploration. Au niveau national, tous les pays de l'Alliance du Pacifique se sont engagés dans l'élaboration d'un CNC, le Chili et la Colombie affichant clairement les progrès les plus importants. Ces initiatives ont commencé sous la forme d'initiatives nationales, qui n'étaient pas directement liées à l'origine à l'Alliance du Pacifique. Parmi les pays de l'AP, le Chili est le pays le plus avancé dans l'élaboration d'un CNC, suivi par la Colombie. Le MCTP chilien (Marco de cualificaciones técnico-profesional) est un cadre limité à l'EFTP, qui comprend des sous-cadres sectoriels. Le Pérou a entrepris tout récemment les premiers pas vers la mise en place d'un CNC. Le Cinterfor a récemment achevé un projet de renforcement des capacités pour le CNC péruvien (2019-2020; https://www.oitcinterfor.org/node/7718).
	Critères techniques: s.o
	Relation CRC-CNC: s.o
4: Priorités, jalons et perspectives	Le groupe de travail Remcap travaille actuellement sur une proposition et sur un plan de travail pour un CRC. L'AP a récemment sollicité le soutien international de l'association Collèges et instituts Canada54 (CICan) pour les quatre pays qui permettent la consolidation de la stratégie en matière d'éducation et de mobilité de la main-d'œuvre dans la région. Un projet de deux ans actuellement en cours bénéficie en ce moment d'un soutien financier de l'association CICan. À la fin de ce soutien de deux ans, l'objectif est de présenter une proposition de CRC. En outre, un secteur devrait être sélectionné pour un essai en conditions réelles. Dans le cas du MCAP, en raison de la COVID-19, les travaux du groupe Remcap qui travaille actuellement sur un plan de travail pour un CRC ont été retardés et ont conduit à certaines révisions d'échéanciers. L'ampleur de ce retard ne peut pas être déterminée pour le moment.

[54] Collèges et Instituts Canada (CICan) est l'organisation qui représente les collèges, instituts, collèges cégep et instituts universitaires de technologie subventionnés par l'État au Canada.

11. MCESCA — MARCO DE CUALIFICACIONES PARA LA EDUCACIÓN SUPERIOR CENTROAMERICANA

Titre du CRC + acronyme	**Mcesca — Marco de Cualificaciones para la Educación Superior Centroamericana (cadre des certifications pour l'enseignement supérieur en Amérique centrale)**
Brève description du CRC	Le Mcesca est une initiative de cadre des certifications menée par des établissements d'enseignement supérieur dans la région, en tant qu'outil pouvant servir à l'innovation, à l'assurance de la qualité et à la reconnaissance des études entre les pays. Son élaboration a été lancée dans le cadre de deux projets cofinancés par l'UE: Alfa Puentes (2011-2014) et HICA (2015-2018).
Régions/pays couverts	Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua et Panama, Costa Rica, République dominicaine, Belize[55]
Lien vers des informations supplémentaires (par exemple le site web du CRC)	http://hica.csuca.org/
Partie	**Informations**
0: Contexte	L'élaboration du Mcesca a débuté avec le soutien européen au projet «Alfa Puentes», qui a lancé la collaboration du CSUCA, de l'Association européenne de l'université (EUA) et du processus de Bologne. Un sous-projet d'élaboration d'un CRC en Amérique centrale et d'harmonisation des programmes d'étude a été lancé (2011-2014). Les conseils nationaux des universités de chaque pays ont désigné une personne pour représenter les parties prenantes nationales. De ce projet est né le document sur le cadre des certifications. L'intention de faire entrer le document «en vigueur» a donné lieu au projet de suivi HICA (2015-2018). Étant donné que sa mise en œuvre ne dépendait pas des gouvernements, un projet de renforcement des capacités financé par l'UE a été lancé pour l'application effective du cadre des certifications. Un nouveau groupe technique a été mis sur pied afin de poursuivre les travaux sur les initiatives du cadre des certifications. Il a donc fallu définir plus en détails les certifications et ajouter des descripteurs pour le secteur de l'EFTP. Des travaux ont également été entrepris en ce qui concerne les crédits et les acquis d'apprentissage. Tous les partenaires universitaires ont choisi les programmes d'étude à aligner sur le Mcesca (21 programmes de licence, six programmes de master et un programme de doctorat). 18 universités (17 appartenant au CSUCA et une université privée d'El Salvador) de la région faisaient partie du projet HICA. Dans tous les pays du Mcesca, l'action des universités est entièrement indépendante des autorités publiques. Même si les ministres faisaient partie des projets fondés par l'UE en vue de l'élaboration du cadre, ils n'ont aucune autorité dans les affaires des universités. Les universités sont autonomes en matière de certifications et d'assurance de la qualité. L'idée du Mcesca était de démarrer un processus, non pas descendant, mais ascendant, par la région et ses membres, avec le soutien de l'UE. La validité et la durabilité des résultats dépendent des acteurs et de la dynamique.
1: Appropriation/ engagement	Le CSUCA (Consejo Superior Universitario Centroamericano — Conseil supérieur universitaire de l'Amérique centrale) est le gardien de ce cadre et le moteur du processus. La mission principale du CSUCA est de promouvoir l'intégration régionale, notamment l'intégration et le renforcement de l'éducation supérieure publique dans les sociétés d'Amérique centrale et en République dominicaine.

[55] La République dominicaine et le Belize n'ont pas participé aux projets de l'UE mais font partie de l'initiative Mcesca.

	À l'heure actuelle, les ressources disponibles pour poursuivre l'initiative sont peu nombreuses. Par conséquent, il n'y a aucun processus actif en cours de la part des sous-groupes ou des représentations politiques. L'initiative a besoin de s'appuyer sur le financement des projets: de nouvelles propositions de projets sont soumises, mais aucun financement supplémentaire n'a été accordé jusqu'ici.
2: Cadre stratégique, objectifs, champ d'application et intérêts mutuels	L'initiative a été approuvée par le CSUCA et par les conseils nationaux des recteurs des pays de la région. Il serait nécessaire de poursuivre l'élaboration de programmes d'étude alignés sur le CRC pour s'assurer que le Mcesca n'est pas qu'un document politique, mais un projet «réel» et utile servant de référence et visant à donner une impulsion à l'innovation. **Objectifs:** ▪ contribuer à la réforme, à l'innovation et à l'harmonisation des programmes d'enseignement supérieur; ▪ outil de référence; ▪ processus d'assurance de la qualité améliorés. **Intérêts mutuels:** Pour l'élaboration du Mcesca, plus récemment dans le cadre du projet HICA, les partenaires européens ont partagé leur pratique en matière d'innovation des programmes d'enseignement pour soutenir le projet, à travers des programmes de formation constitués de trois ateliers, de webinaires et de visites d'experts européens dans les pays d'Amérique centrale. Ces derniers souhaitent vivement poursuivre la collaboration avec le CEC, car «nulle part ailleurs, il n'existe un cadre aussi réussi». Ainsi, il serait tout à fait fantastique pour le Mcesca de profiter de la collaboration et d'apprendre de l'expérience d'autres pays dans le monde. Ils seraient très intéressés par les méthodes de mise en œuvre, par les mécanismes utilisés pour mettre en œuvre un CC. Nous savons que nous avons des points de départ différents, mais il y a certainement quelque chose à apprendre, à terme. Les pays auront leurs propres CNC, certains vont déjà dans cette direction, et pensent donc qu'ils pourraient aussi tirer d'importantes leçons sur la manière d'aligner les CNC et les CRC, s'ils prennent part au transfert de connaissances/les formations, etc. Ils seraient plus qu'intéressés à cette idée.
3: État d'avancement de la mise en œuvre	Stage d'élaboration: les premiers programmes d'étude pilote ont été alignés au cadre.
	Critères techniques: Le Mcesca est un cadre à huit niveaux, dont seuls les niveaux 5 à 8 sont alimentés pour l'instant. Il commence par le niveau 5. Niveau 8: doctorat. Niveau 7: master ou diplôme professionnel. Niveau 6a: licence. Niveau 6b Niveau 5: «Technico Universitario». Les spécialisations ne sont pas incluses pour le moment, mais leur inclusion est prévue sur le long terme. Une collaboration avec l'association médicale de la région est en cours, mais le processus n'est pas encore terminé. Le Mcesca définit ce qu'un étudiant doit savoir, comprendre et pouvoir réaliser après chaque cycle de l'enseignement supérieur, dans chaque contexte social et politique d'Amérique centrale.

	Les acquis d'apprentissage sont définis pour les programmes prélicence à cycle court. Cela a été réalisé grâce à des groupes cibles nationaux et à des consultations avec des universitaires, des étudiants et d'autres partenaires sociaux dans les différents pays d'Amérique centrale, sous la direction d'une équipe technique désignée par les associations des universités nationales. Le projet HICA a également examiné le temps/les crédits requis pour les différents cycles de l'enseignement supérieur, en vue de définir les plages de crédits nécessaires pour les acquis d'apprentissage du Mcesca. Les universités partenaires d'Amérique centrale ont sélectionné au moins un programme d'étude à réviser et à réformer, en définissant des acquis d'apprentissage basés sur la charge de travail qui sont en corrélation avec le Mcesca. Descripteurs: ▪ connaissances disciplinaires et application professionnelle des connaissances; ▪ analyse de l'information, résolution des problèmes et innovation; ▪ autonomie et responsabilité personnelle, professionnelle et sociale; ▪ communication; ▪ interaction professionnelle, culturelle et sociale.
	Relation CRC-CNC: Le Costa Rica a élaboré un CNC aligné sur le Mcesca. Certains autres pays élaborent actuellement le leur. L'un des objectifs futurs dans ce domaine est de poursuivre l'élaboration alignée des CNC.
4: Priorités, jalons et perspectives	Le plan actuel est d'élaborer des projets de suivi afin d'étendre la mise en œuvre du CRC et de recevoir des financements pour ces projets.

12. CADRE DES CERTIFICATIONS DE LA ZONE PACIFIQUE (PQF)

Titre du CRC + acronyme	**Cadre des certifications de la zone Pacifique (PQF)**
Brève description du CRC	Le PQF est un dispositif de transposition à dix niveaux en vue de faciliter la comparabilité et la reconnaissance des certifications dans la zone Pacifique. Les pays n'ayant pas de CNC peuvent également adopter le PQF.
Régions/pays couverts	**États du Forum des îles du Pacifique:** États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niue, Palaos, Papouasie - Nouvelle-Guinée, Samoa, Tokélaou, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Australie, Nouvelle-Zélande.
Lien vers des informations supplémentaires (par exemple le site web du CRC)	http://prqs.spc.int/Default.aspx#
0: Contexte	Le PQF a été élaboré en 2001 en réponse à la détermination des ministres de l'éducation du Forum des îles du Pacifique dans le but d'«envisager la mise en place d'un cadre régional des certifications couvrant l'enseignement de base, primaire, secondaire, l'EFTP et l'enseignement supérieur, par référence aux normes et qualifications internationales appropriées». En 2004, le Bureau du Pacifique Sud pour l'évaluation pédagogique — SPBEA (maintenant appelé programme de qualité et d'évaluation de l'éducation — EQAP) a été nommé pour coordonner l'élaboration du cadre des certifications de la zone Pacifique, conformément à son mandat sur la docimologie. Le SPBEA a ensuite modifié sa constitution pour tenir compte de l'évolution du cadre; l'unité d'accréditation et de normalisation a été officiellement créée et est devenue opérationnelle en 2014 à la suite de la révision du SPBEA en 2013. Le programme d'aide australien a accepté de financer deux activités clés. La première était une étude de définition menée en 2007 dans trois groupes, qui a fait état d'un soutien unanime des représentants des pays insulaires du Pacifique quant à la valeur et l'importance d'un registre des certifications de la zone Pacifique. La seconde était un soutien financier pour un projet de cinq ans (novembre 2008 à janvier 2013, prolongé ensuite jusqu'au 30 juin 2016) pour l'élaboration du registre océanien des certifications et des normes. Les années 2009 à 2016 ont été les années de développement marquées par la recherche de modèles régionaux similaires à des fins d'inspiration, et l'engagement des principales parties prenantes au moyen de consultations et d'ateliers nationaux et régionaux afin de garantir l'alignement du registre océanien des certifications et des normes sur l'évolution des cadres nationaux des certifications.
1: Appropriation/ engagement	CPS: secrétariat de la Communauté des Îles du Pacifique Programme de qualité et d'évaluation de l'éducation (EQAP) L'EQAP s'est engagé à continuer à soutenir l'élaboration des cadres nationaux des certifications et des stratégies d'assurance de la qualité des pays membres de la CIP. Le programme de qualité et d'évaluation de l'éducation (EQAP) est chargé de traiter les questions éducatives de la région du Pacifique en tant que programme de la Communauté du Pacifique (CPS). L'accréditation est octroyée par le conseil (le sous-comité de l'organe directeur de la CPS), qui est constitué par les responsables des systèmes éducatifs des différents pays membres de l'EQAP.

	Ressources et capacités engagées: Le processus d'élaboration du PQF a été lancé grâce à un financement australien: il a été entièrement financé pendant les cinq premières années, puis une prolongation du financement a été convenue. Après une révision de 2015, le financement n'a pas été renouvelé. Le financement est désormais assuré par le programme de financement de l'EQAP; le PQF ne bénéficie plus d'un financement spécifique comme auparavant; le financement se fait selon le plan de travail/plan d'affaires de l'EQAP. La Nouvelle-Zélande finance également l'EQAP.
2: Cadre stratégique, objectifs, champ d'application et intérêts mutuels	Il n'existe actuellement aucun accord formel, mais des discussions sont en cours pour savoir si cela serait nécessaire pour donner plus de mandat au PQF. Le PQF a été mis en place comme un accord mutuel entre les pays, mais rien n'est signé; il s'agit plutôt d'un «gentlemen's agreement» entre les pays, duquel ils sont censés tirer un avantage. Référencement entrepris auprès de quatre pays: en matière de référencement: l'EQAP a pris l'initiative de procéder au référencement de son côté, a soumis des rapports aux agences nationales et a demandé leur réponse et leurs commentaires sur nos rapports de référencement. Dans l'autre sens, cela ne s'est pas produit. **Objectifs:** Le PQF aborde une série de questions régionales importantes: ▪ Il établit un ensemble de critères clairs pour les niveaux d'apprentissage atteints afin de préparer efficacement la population au monde du travail et à la vie en tant que citoyens responsables. ▪ Il établit des parcours d'apprentissage flexibles vers des carrières en escalier et favorise l'inclusion sociale ainsi que les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie. ▪ Il réforme le secteur de l'éducation et de la formation, car les connaissances et les compétences sont les moteurs de la croissance économique et du développement social. ▪ Il améliore la comparabilité et la reconnaissance internationales des certifications dans la zone Pacifique afin de faciliter la portabilité de l'apprentissage et l'intégration de la mobilité de la main-d'œuvre dans le marché du travail international. ▪ Il sert de plateforme pour la communication entre les parties prenantes et le renforcement de la coopération multisectorielle. ▪ En tant que stratégie visant à réduire la pauvreté et à ouvrir la voie au développement personnel, social et professionnel, le PQF favorise l'accès des peuples de la zone Pacifique à une éducation et une formation de qualité, ainsi qu'à l'emploi sous toutes ses formes. ▪ Il promeut et crée une culture de la qualité au sein des établissements et des institutions, ainsi que dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des activités liées à l'éducation et à la formation, et dans l'attribution de ressources à ces activités. ▪ Il peut être adopté comme un cadre national des certifications par les pays de la zone Pacifique qui n'ont pas la capacité d'élaborer un cadre national des certifications.

	Champ d'application: dix niveaux. Le PQF entend inclure tous les secteurs de l'éducation, mais l'attention est actuellement portée sur l'EFTP et l'enseignement supérieur. **Intérêts mutuels:** L'objectif est de référencer le PQF par rapport à d'autres cadres régionaux des certifications (par exemple le CEC qui est très avancé), car il y a beaucoup à apprendre, par exemple sur le champ d'application et le processus de référencement. Le PQF a également le CQF (cadre des certifications de la Caricom) en ligne de mire, et espère le côtoyer dans le futur. Le PQF est référencé au TQF, mais le TQF n'est pas référencé au PQF.
3: État d'avancement de la mise en œuvre	Pour l'instant, les certifications vont du niveau 1 au niveau 9. Il s'agit de certifications qui ont été accréditées par les AN des pays membres et soumises à l'EQAP pour être intégrées dans le registre. Certains pays plus petits incluent surtout des certifications de niveau inférieur, telles que les formations par des centres de formation communautaires et ruraux. Il existe actuellement 242 certifications complètes dans différents domaines liés au PQF via les CNC. Les certifications régionales se trouvent actuellement aux niveaux 1 à 4. Les Fidji, les Îles Salomon, la Papouasie - Nouvelle-Guinée, le Samoa, les Tonga et le Vanuatu ont démarré ou terminé l'élaboration de leur CNC. Les Îles Cook et Niue ont accès au cadre des certifications de la Nouvelle-Zélande. Les institutions (et les programmes) du Pacifique Nord — les États fédérés de Micronésie, les Palaos et les Îles Marshall — sont accrédités par la Western Association of Schools and Colleges des États-Unis d'Amérique. Nauru a décidé de s'aligner sur le système de l'État du Queensland (Australie); Kiribati et les Tuvalu ont adopté le cadre des certifications de la zone Pacifique et les cadres d'assurance de la qualité de la zone Pacifique pour leurs systèmes. L'engagement des pays à l'égard du PQF a été entravé par la conduite parallèle des relations bilatérales entre certains CNC membres, par exemple avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La Nouvelle-Zélande accorde actuellement des financements bilatéraux à certains pays. Cela expliquerait en partie pourquoi il n'y a pas d'engagement total envers le PQF.
	Critères techniques: Le PQF compte dix niveaux: ▪ Niveau 10: doctorat. ▪ Niveau 9: master. ▪ Niveau 8: licence avec honneurs; diplôme postuniversitaire et certificat postuniversitaire. ▪ Niveau 7: licence; diplôme universitaire; certificat universitaire. ▪ Niveau 6: diplôme avancé; titre universitaire associé; diplôme. ▪ Niveau 5: diplôme. ▪ Niveaux 1 à 4: certificat. Si un autre cadre référencé par rapport au PQF comporte le même nombre de niveaux et les mêmes types de certifications pour chaque niveau, le référencement est considéré comme assez évident. S'il existe une différence dans le nombre de niveaux et les types de certification à chaque niveau, un premier nivellement technique est effectué pour déterminer un éventuel alignement avant de procéder au référencement.

	Descripteurs de niveau: Sont basés sur les acquis, chaque niveau décrit en termes généraux les connaissances, les aptitudes et les compétences que les apprenants sont censés avoir acquises à l'issue d'un programme ou d'un cursus à ce niveau. Ces descripteurs sont progressifs d'un niveau à l'autre. L'analyse des descripteurs de niveau de deux cadres détermine comment les acquis de chaque niveau sont définis.
	Relation CRC-CNC: Les **processus de référencement entrepris jusqu'ici étaient plus de nature informelle** — ils examinaient le cadre des certifications et le système qui l'entoure, et faisaient une comparaison sur la façon dont le pays met en œuvre le cadre. Il n'existe pas de lignes directrices claires en ce qui concerne le référencement. Ces dernières resteraient encore à élaborer. Seuls six pays ont des CNC. Les autres, bien que nombreux, sont trop petits pour en posséder un. *Relation PQF-PRQS*: L'objectif principal du PRQS est de faciliter l'évaluation comparative des certifications dans la zone Pacifique par rapport aux normes internationales. Cet objectif est atteint grâce à l'utilisation du cadre des certifications de la zone Pacifique (PQF) comme outil de traduction. Les certifications des pays et territoires insulaires du Pacifique seront référencées par rapport au PQF et un niveau pour l'inscription au PRQS sera confirmé. Le PQF sera également l'instrument qui permettra d'établir la comparabilité des certifications de la zone Pacifique avec d'autres systèmes internationaux d'éducation et de formation. Le processus de référencement des cadres nationaux des certifications par rapport au PQF détermine la relation niveau par niveau entre les cadres nationaux des certifications et le PQF. Cela permet de déterminer le niveau du PRQS où les certifications des pays sont enregistrées. La confirmation de la relation entre les niveaux d'un cadre national des certifications et le PQF facilite l'intégration des certifications d'un pays dans le PRQS. Récemment, les certifications et microqualifications régionales utilisant le PQF comme point de référence ont été reconnues comme l'un des besoins que les organisations régionales ont eu récemment: en particulier, un système national faisait défaut pour les formations courtes d'accréditation, **un système régional a donc été mis en place afin d'accréditer les formations courtes en tant que microqualifications dans le PQF**. Ainsi, des normes et des critères ont été mis en place pour l'accréditation des formations courtes. Ce processus comprend un comité d'accréditation constitué par l'EQAP, mais composé de membres indépendants (indépendants de la CPS et de l'EQAP), y compris des évaluateurs externes et des experts dans le domaine. L'accréditation est octroyée par le conseil (le sous-comité de l'organe directeur de la CPS), qui est constitué par les responsables des systèmes éducatifs des différents pays membres de l'EQAP. Les frais d'enregistrement couvrent les coûts liés aux évaluateurs externes. Jusqu'ici, onze cours ont été accrédités (démarrage en 2020).
4: Priorités, jalons et perspectives	La question de savoir si le besoin se pose de mettre en place un **accord formel** en vue de renforcer le mandat du PQF fait actuellement l'objet de discussions. Malgré les discussions, il n'y a toujours pas d'engagement solide jusqu'ici. Trois priorités ont été définies pour les prochaines années: 1. La révision du PQF — elle est nécessaire, car un certain nombre de CNC ont été révisés et des modifications substantielles ont été apportées. Le PQF doit également être examiné à la lumière des modifications dans les pays. Cette révision est actuellement interrompue en raison de problèmes de financement.

2. Le référencement du PQF par rapport aux autres cadres régionaux des certifications (tel que le CEC ou la Caricom).

3. La proposition par certains pays du PQF de certaines certifications aux apprenants issus des autres pays. Les pays participants doivent accepter les procédures.

13. SADCQF — CADRE DES CERTIFICATIONS DE LA COMMUNAUTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE[56]

Titre du CRC + acronyme	**Cadre des certifications de la communauté de développement de l'Afrique australe (SADCQF)**
Brève description du CRC	Le SADCQF est un cadre de référence inclusif à **dix niveaux**, avec des descripteurs de niveau basés sur les acquis d'apprentissage et comportant trois domaines d'apprentissage: **les connaissances, les compétences et enfin l'autonomie et la responsabilité**. Le SADCQF englobe l'ensemble des formes, types, niveaux et catégories d'éducation et de formation, et s'appuie sur des lignes directrices en matière d'assurance de la qualité. Il a été établi en 2011 et lancé en 2017. Le SADCQF vise à faciliter la comparabilité et la reconnaissance des certifications, l'harmonisation des certifications, le transfert de crédits — pour alléger la circulation des personnes (apprenants et travailleurs).
Régions/pays couverts	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Comores, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, République démocratique du Congo, Seychelles, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe
Lien vers des informations supplémentaires (par exemple le site web du CRC)	Cadre des certifications de la Communauté de l'Afrique australe (SADCQF), 2017. https://www.saqa.org.za/docs/webcontent/2017/SADCQF%20booklet.pdf https://www.sadc.int/documents-publications/show/7103
0: Contexte	La Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA), composée de 16 États membres, est une communauté économique régionale (CER) dont la structure démographique est majoritairement jeune: 76,4 % des groupes d'âge ont moins de 35 ans. L'objectif de la CDAA est de renforcer le développement durable, de réduire la pauvreté pour améliorer la qualité de vie de sa population par l'industrialisation et une intégration régionale plus poussée, en tirant parti de ses ressources humaines et naturelles abondantes qui constituent un avantage comparatif. Un cadre régional des certifications à dix niveaux de la CDAA a été établi en 2011 et lancé en 2017. En 2016, il a été rebaptisé «SADCQF».
1: Appropriation/ engagement	**Gouvernance:** Le Conseil des ministres de la CDAA, les ministres responsables de l'éducation et de la formation, le Comité technique pour la certification et l'accréditation (TCAA), le comité exécutif du TCCA (TCCA EXCO) et l'unité de mise en œuvre (IU) sont les principales structures directrices pour la mise en œuvre du SADCQF. Le **Comité technique pour la certification et l'accréditation (TCCA)** a été chargé de la mise en œuvre du SADCQF. Le TCCA est un groupe d'experts issus de 16 États membres de la CDAA et est soutenu par le secrétariat de la CDAA. **TCCA: organe de mise en œuvre du SADCQF** ▪ Le Comité technique pour la certification et l'accréditation (TCCA) a été établi en 2000. Il a été chargé de surveiller la coordination et la mise en œuvre du SADCQF. Depuis 2016, le TCCA a révisé ses termes de référence et se réunit deux fois par an pour mettre en œuvre les recommandations émises par les ministres de la CDAA, ainsi que pour suivre l'avancement et apporter des contributions aux réunions des ministres de la CDAA.

[56]Remarque importante: Les informations concernant cette initiative relevant du CRC reposent en grande partie sur l'étude cartographique menée en 2020 pour le cadre continental africain des certifications, et complétée par un entretien avec un représentant du TCCA. Rapports cartographiques de l'ACQF: https://www.nepad.org/skillsportalforyouth/publication/african-continental-qualifications-framework-acqf-mapping-study

- En 2016, un plan d'action de deux ans (2016-2018) visant à accélérer la mise en œuvre a été élaboré par le TCCA.
- Le TCCA a mis en place un comité exécutif du TCCA (EXCO) pour s'assurer que les actions de mise en œuvre sont menées et suivies entre les réunions du TCCA, et que le travail de mise en œuvre du SADCQF se poursuit.
- En 2017, le SADCQF a été officiellement lancé, ainsi que son modèle de mise en œuvre. Le modèle de mise en œuvre du SADCQF a évolué vers le modèle actuel avec ses six programmes de mise en œuvre[57]:
    - élaboration et alignement des CNC (Afrique du Sud),
    - assurance de la qualité (Botswana),
    - vérification (Eswatini),
    - validation des acquis de l'expérience (VAE), accumulation et transfert de crédits (CAT) et articulation (Namibie),
    - promotion et communication (Zambie),
    - gouvernance (secrétariat de la CDAA, TCCA et TCCA EXCO).
- Le TCCA a mobilisé les États membres pour qu'ils prennent la responsabilité de conduire les six programmes de mise en œuvre du SADCQF. Il s'agit d'un arrangement temporaire pour s'assurer que le travail continue tant que l'unité de mise en œuvre du SADCQF n'est pas encore opérationnelle.

Rôle du secrétariat de la CDAA:

- Secrétariat du TCCA: le programme de la CDAA responsable de l'éducation et de la formation professionnelle sert de secrétariat au TCCA et remplit les fonctions suivantes:
  a) convocation, enregistrement et distribution des procès-verbaux des réunions (réunions du TCCA), y compris toute traduction dans les trois langues de la CDAA. Le secrétariat de la CDAA prend en charge les coûts de la conférence (lieu, déjeuner et cafés), du transport à terre et des services d'interprétation simultanée. Le secrétariat de la CDAA couvre les frais de participation des experts invités à effectuer une tâche ou une mission spécifique lors d'une réunion du TCCA;
  b) mobilisation des ressources;
  c) partage d'informations avec les États membres.
- Les États membres de la CDAA se portent volontaires, à tour de rôle, pour assister le secrétariat de la CDAA dans la convocation des séances, la rédaction des procès-verbaux, ainsi que la collecte et le partage des informations. Il s'agit également d'un arrangement temporaire pour s'assurer que le travail continue **tant que l'unité de mise en œuvre du SADCQF n'est pas encore opérationnelle.**

Unité de mise en œuvre prévue:

- En octobre 2018, le TCCA a élaboré un projet de proposition de financement pour une **unité de mie en œuvre du SADCQF** qui conduira les six programmes au niveau régional et accompagnera les 16 pays au niveau national. La proposition de financement couvre une période de cinq ans et définit les plans, les activités et les budgets nécessaires à l'exécution de chacun des six programmes sur une période de cinq ans.
- L'unité de mise en œuvre du SADCQF s'inscrit dans le cadre du programme de mise en œuvre relatif à la gouvernance.
- Les arrangements temporaires (soutien aux pays, comme mentionné précédemment) sont en vigueur jusqu'à ce que l'unité de mise en œuvre soit opérationnelle.
- La proposition de financement a connu de nombreuses itérations depuis octobre 2018.

Capacités et ressources:

Niveau régional (ressources limitées)

[57] Des informations plus détaillées sur ces six programmes de mise en œuvre sont fournies au chapitre 2.7 du présent rapport.

	▪ Le programme de la CDAA responsable de l'éducation et de la formation professionnelle convoque deux réunions par an (il ne couvre que les frais de location du lieu et d'interprétation). Ce programme de la CDAA gère également plusieurs autres programmes, au point d'avoir des ressources limitées. ▪ Les États membres se portent volontaires pour assister le secrétariat de la CDAA. Dans le passé, le secrétariat de la CDAA mettait des ressources à la disposition des États membres pour les soutenir dans la mise en œuvre, mais ce financement est très limité et non garanti. Niveau national (autofinancement): ▪ Les États membres autofinancent leur participation/opérationnalisation de la mise en œuvre du SADCQF. ▪ Les États membres utilisent leurs propres ressources pour mettre en œuvre les éléments des actions. Les États membres financent la participation de leurs représentants nationaux au TCCA, y compris les frais de voyage et d'hébergement; les partenaires qui y participent sur invitation doivent également financer eux-mêmes leur participation.
2: Cadre stratégique, objectifs, champ d'application et intérêts mutuels	Le développement et l'amélioration d'un capital humain qualifié et instruit pertinent se trouvent parmi les grands objectifs stratégiques de la CDAA pour l'intégration régionale afin de favoriser le développement durable de la région. Le principal instrument juridique qui oriente l'élaboration et la mise en œuvre du SADCQF est le protocole sur l'éducation et la formation (1997-2020). Ce protocole promeut la comparabilité des normes, la mobilité et la transférabilité des certifications dans toute la région afin de faciliter la mobilité des apprenants, des travailleurs et des services éducatifs. Autres politiques de la CDAA qui sous-tendent le SADCQF: traité de la CDAA de 1992; protocole sur la science, la technologie et l'innovation (2009); protocole sur la facilitation de la circulation des personnes (2005); protocole sur le commerce des services (article 7) de 2012, mis à jour en mars 2017, qui appelle à la reconnaissance automatique des qualifications pour les services professionnels; stratégie d'industrialisation et feuille de route de la CDAA 2015-2063; RISDP (2020-2030); plan d'action de la CDAA sur la migration de main-d'œuvre (2020-2025). Le SADCQF a été élaboré en grande partie par des parties prenantes gouvernementales, avec une implication moindre des parties prenantes du secteur privé, des organismes de formation et des employés. En 2020, la CDAA a réaffirmé son intention de donner un nouvel élan à la promotion et à la mise en œuvre du SADCQF, en incluant des mesures pertinentes dans deux plans stratégiques clés pour la décennie: le plan stratégique indicatif de développement régional (RISDP) 2020-2030 et le plan d'action de la CDAA sur la migration de main-d'œuvre (2020-2025). Le RISDP 2020-2030 comporte un ensemble complet de mesures conçues pour le développement du capital social et humain (pilier 3). L'amélioration de la mise en œuvre du SADCQF et le développement des compétences pour l'industrialisation régionale font partie de ces priorités, résumées sous le terme d'«*accès des citoyens de la CDAA à une éducation de qualité et pertinente et au développement des compétences, y compris dans le domaine des sciences et des technologies*» (objectif stratégique 2). Dans son troisième résultat («*Renforcer la participation des travailleurs migrants aux processus de développement socio-économique dans les pays d'origine et de destination*»), le plan d'action sur la migration de main-d'œuvre 2020-2025 précise les actions visant à promouvoir et à mettre en œuvre le SADCQF. **Intérêts mutuels:** Le SADCQF est intéressé par un échange avec le CEC, bien qu'il ait été souligné que le SADCQF est fortement orienté, avant toute chose, vers l'appropriation et les valeurs africaines. Entre autres, l'un des principes du SADCQF indique qu'il est *«important et*

	fondamental que l'élaboration du SADCQF soit "locale", guidée par les exigences de l'éducation et de la formation dans la région et dirigée par les experts locaux». La coopération régionale est essentielle pour l'évaluation comparative et l'apprentissage des bonnes pratiques, ainsi que pour examiner ce qui est convenable à l'agenda local. Par exemple, lors de la mise en place des structures pour la mise en œuvre du SADCQF, une délégation de la CDAA (comprenant des représentants de Botswana, d'Eswatini, d'Afrique du Sud et de l'Unesco ROSA) a été invitée à l'Unesco et à l'ETF et a participé en tant qu'observateur à une réunion du groupe consultatif pour le CEC. De nombreuses expériences positives ont émané de ces expériences interrégionales. En même temps, il convient d'insister sur le fait de garder à l'esprit que l'on est en train de promouvoir un agenda africain. Il faut donc s'abstenir de prendre une initiative qui fonctionne bien dans un contexte européen et l'appliquer dans la CDAA sans dialogue critique. La région de la CDAA entretient avec l'Union africaine, l'OIT et l'Unesco des relations guidées par des protocoles d'accord et des plans d'action. Cependant, elle n'entretient aucune relation en matière de certifications avec les autres communautés économiques régionales du continent africain. Actuellement, le SADCQF n'est référencé à aucun cadre des certifications continental ou autre cadre des certifications régional. Le SADCQF a toutefois réalisé un exercice d'autocomparaison par rapport au cadre de référence des certifications de l'ASEAN (AQRF) et du cadre européen des certifications (CEC) en ce qui concerne les descripteurs de niveau, la coordination et les mécanismes de mise en œuvre de ces cadres régionaux des certifications. **Objectifs:** Les objectifs du SADCQF sont les suivants: fournir un mécanisme de comparabilité et de reconnaissance des certifications dans la CDAA; faciliter la reconnaissance automatique des qualifications dans tous les États membres; harmoniser les qualifications dans la mesure du possible; promouvoir le transfert de crédits au sein des États membres et entre eux, voire au-delà; créer des normes régionales relatives à la CDAA le cas échéant. En définitive, ces avantages permettent de faciliter la circulation des apprenants et des travailleurs dans la région de la CDAA et au niveau international.
3: État d'avancement de la mise en œuvre	La mise en œuvre du SADCQF a été lancée avec six programmes: 1) alignement des CNC sur le SADCQF; 2) assurance de la qualité; 3) vérification; 4) articulation, validation des acquis de l'expérience (VAE) et accumulation et transfert de crédits (CATS); 5) promotion et communication; 6) gouvernance. Le TCCA a mobilisé les États membres pour surveiller le développement des six programmes. La mise en œuvre est à des stades différents et est soutenue par des capacités nationales (humaines, techniques, financières) et un financement gouvernemental coordonné au niveau régional afin de renforcer les capacités pour la coordination et la mise en œuvre du cadre. Tous les six programmes du SADCQF évoluent, bien qu'à des rythmes différents. En ce sens, le SADCQF peut être considéré comme opérationnel, c'est-à-dire qu'il fonctionne et que les pays le mettent en œuvre. Le rythme de la mise en œuvre varie, car les pays de la CDAA sont à des stades différents de l'élaboration de leurs CNC, mais la solidarité et la coopération régionales ne font aucun doute. Le SADCQF est soutenu par un ensemble de lignes directrices, notamment relatives à l'assurance de la qualité (annexe 2 du document d'orientation du SADCQF). En outre, lors de la réunion du TCCA d'octobre 2020 la nouvelle version révisée des «Lignes directrices relatives à l'accumulation et au transfert de crédits» et la nouvelle version des «Lignes directrices relatives à la reconnaissance des certifications» ont été présentées.

Une stratégie de communication du SADCQF, des outils de communication et du matériel de marketing ont été mis au point. Les informations sur le SADCQF sont publiées sur les médias sociaux de la CDAA et sur le site web de la SAQA. À l'heure actuelle, il n'existe pas de base de données ni de registre pour le SADCQF. Un **portail du SADCQF** a été lancé en 2009, et des certifications y ont été intégrées pour la première fois en 2011. Les travaux sur le portail ont été interrompus en raison de contraintes financières. Toute tentative de lancement d'un nouveau portail nécessiterait des ressources importantes non seulement pour le lancer, mais également pour assurer sa maintenance.

Les pays anglophones sont plus avancés dans l'élaboration de leurs CNC que les pays francophones et lusophones. Les différences linguistiques ont entravé le partage d'informations, mais le secrétariat de la CDAA a amélioré la diffusion de la documentation technique et politique, des lignes directrices et des rapports des réunions du TCCA dans les trois langues de la CDAA.

Un **certificat électronique** fait actuellement l'objet d'un projet pilote visant à accélérer la délivrance aux clients, à réduire les délais d'attente pour l'évaluation des certifications afin d'accélérer les résultats des demandes de formation continue ou de visa, et à réduire les certifications mal représentées et frauduleuses. À ce jour, le certificat électronique est en phase pilote dans quatre pays (Afrique du Sud, Botswana, Namibie et Zambie). L'Afrique du Sud et la Zambie ont fait des progrès dans la mise en œuvre de ce certificat.

État d'avancement des CNC dans les pays faisant partie de la communauté:
Source: Étude cartographique de l'ACQF: SADCQF (2020).

Plus de 50 % des États membres de la CDAA disposent de CNC globaux:
i) trois pays ont mis en place des CNC (acte juridique approuvé, mise en œuvre enclenchée): Eswatini, Lesotho et Zimbabwe; ii) six pays ont des CNC opérationnels depuis un certain temps et les ont même déjà révisés: Afrique du Sud, Botswana, Maurice, Namibie, Seychelles, Zambie. Quatre autres pays sont au stade de l'élaboration et de la consultation de leurs CNC, avec des progrès visibles en 2020 (Angola, Malawi, Mozambique, Tanzanie). Trois pays démarrent à peine les réflexions sur l'élaboration d'un CNC. Certains pays disposent de cadres des certifications sectoriels et opérationnels (EFP et enseignement supérieur) et ont commencé, en parallèle, à élaborer des CNC intégrés/globaux.

Dans les pays tels que l'Afrique du Sud, le Botswana, Maurice, la Namibie, les Seychelles et la Zambie, il existe des autorités nationales des certifications bien établies, responsables de l'intégrité du CNC, des bases de données nationales des certifications, l'enregistrement des certifications, leur vérification, l'établissement des normes et la diffusion des informations pour les utilisateurs finaux (au moyen des sites web et des services numériques). Le Lesotho et l'Eswatini disposent des CNC les plus récents (approuvés en 2019 et 2020, respectivement, avec des lignes directrices et des outils). D'autres pays, à savoir l'Angola, le Malawi et le Mozambique, sont en train d'adopter des CNC globaux. La structure à dix niveaux est utilisée par tous les CNC de la CDAA. À ce jour, une initiative régionale de certificat électronique est en phase pilote dans quatre pays.

Critères techniques:

Le principal document politique et technique du SADCQF, tel que révisé en 2017[58], définit l'objectif, la portée, les caractéristiques de conception, les principes sous-jacents qui sont à la base du SADCQF, ainsi que la structure de gouvernance. L'annexe 1

[58] Cadre des certifications de la Communauté de l'Afrique australe (SADCQF), 2017. https://www.saqa.org.za/docs/webcontent/2017/SADCQF%20booklet.pdf

précise les descripteurs de niveau du SADCQF et l'annexe 2 les lignes directrices du SADCQF relatives à l'assurance de la qualité.

Le SADCQF est une **structure à dix niveaux établie sur les acquis d'apprentissage**. Elle est sous-tendue par des descripteurs de niveau pour chacun des dix niveaux, des principes sous-jacents et des lignes directrices régionales relatives à l'assurance de la qualité. Les descripteurs de niveau indiquent les acquis d'apprentissage, c'est-à-dire ce qu'un apprenant connaît, comprend et est capable de faire à un niveau particulier du SADCQF. Afin de parvenir à cette structure à dix niveaux, un vaste exercice de cartographie a été entrepris dans les pays de la CDAA. La structure à dix niveaux a été approuvée par les ministres de la CDAA en 2011.

La **tendance vers des CNC globaux à dix niveaux** dans les pays de la région est évidente, bien que l'on note des disparités dans les stades d'élaboration et de mise en œuvre. Certains pays ont commencé à élaborer des CNC globaux (Angola), tandis que d'autres sont en phase de conception de CNC intégrés en s'appuyant sur l'expérience de leurs cadres sectoriels existants et opérationnels (Malawi, Mozambique).

Pour appuyer la mise en œuvre, le SADCQF a rédigé un ensemble de brochures d'information et d'infographies pour une diffusion accessible, ainsi que des **lignes directrices**. Le «Manuel de reconnaissance des certifications» de la CDAA (12/2020) a été élaboré par une équipe spéciale de représentants des pays (Afrique du Sud, Botswana, Eswatini, Namibie, Zambie). Les «lignes directrices relatives à l'accumulation et au transfert de crédits dans la CDAA» (SADC-CATS) ont été présentées au TCCA (10/2020).

Le SADCQF est appuyé par des **lignes directrices régionales relatives à l'assurance de la qualité**, qui définissent les principes et les normes pour les systèmes et les mécanismes d'assurance de la qualité internes et externes. L'alignement des systèmes d'assurance de la qualité internes et externes des pays de la CDAA sur les lignes directrices de la CDAA relatives à l'assurance de la qualité est en cours.

Une plateforme régionale a été créée [réseau de vérification des certifications de la CDAA (SADCQVN)] pour permettre aux experts chargés de la **vérification des certifications** de communiquer et de coopérer sur les questions de vérification, afin de garantir la confiance et la crédibilité des certifications dans la région.

En outre, un **certificat électronique** fait actuellement l'objet d'un projet pilote visant à accélérer la délivrance aux clients, à réduire les délais d'attente pour l'évaluation des certifications afin d'accélérer les résultats des demandes de formation continue ou de visa, et à réduire les certifications mal représentées et frauduleuses. À ce jour, le certificat électronique est en phase pilote dans quatre pays (Afrique du Sud, Botswana, Namibie et Zambie).

État d'avancement de la mise en œuvre des CNC:

Plus de 50 % des États membres de la CDAA disposent de CNC globaux: i) trois pays ont mis en place des CNC (acte juridique approuvé, mise en œuvre enclenchée): Eswatini, Lesotho et Zimbabwe; ii) six pays ont des CNC opérationnels depuis un certain temps et les ont même déjà révisés: Afrique du Sud, Botswana, Maurice, Namibie, Seychelles, Zambie. Quatre autres pays sont au stade de l'élaboration et de la consultation de leurs CNC, certains d'entre eux avec des progrès visibles en 2020 (Angola, Malawi, Mozambique, Tanzanie). Trois pays démarrent à peine les réflexions sur l'élaboration d'un CNC. Certains pays disposent de cadres des certifications sectoriels et opérationnels (EFP et enseignement supérieur) et ont commencé, en parallèle, à élaborer des CNC intégrés/globaux.

Dans les pays tels que l'Afrique du Sud, le Botswana, Maurice, la Namibie, les Seychelles et la Zambie, il existe des autorités nationales des certifications bien

établies, responsables de l'intégrité du CNC, des bases de données nationales des certifications, l'enregistrement des certifications, leur vérification, l'établissement des normes et la diffusion des informations pour les utilisateurs finaux (au moyen des sites web et des services numériques). Le Lesotho et l'Eswatini disposent des CNC les plus récents (approuvés en 2019 et 2020, respectivement, avec des lignes directrices et des outils). D'autres pays, à savoir l'Angola, le Malawi et le Mozambique, sont en train d'adopter des CNC globaux. La structure à dix niveaux est utilisée par tous les CNC de la CDAA. À ce jour, une initiative régionale de certificat électronique est en phase pilote dans quatre pays.

Relation CRC-CNC:

Les États membres sont encouragés à aligner leurs certifications et leurs mécanismes d'assurance de la qualité sur le SADCQF. L'alignement sera rendu possible par la confiance mutuelle et la reconnaissance des exploits au niveau régional. une ligne directrice relative à l'alignement contenant les critères d'alignement et les étapes du processus d'alignement (exercice d'autoévaluation) et du processus de soumission a été élaborée. Les États membres de la CDAA ont commencé à aligner leurs CNC sur le SADCQF en utilisant cette ligne directrice.

Critères d'alignement du SADCQF
1. Les responsabilités des organismes nationaux concernés participant au processus d'alignemer et publiées par les autorités compétentes concernées.
2. Il existe un lien clair et démontrable entre les niveaux de certification dans le CNC/système nati certification (SNC) et les descripteurs de niveau du SADCQF.
3.Le CNC/SNC repose sur les acquis d'apprentissage et les liens avec l'apprentissage non forme les systèmes de crédits (lorsqu'ils existent).
4.Les procédures permettant d'inclure les certifications dans le CNC ou de décrire la place des ce le SNC sont transparentes.
5. Le système national d'assurance de la qualité pour l'éducation et la formation fait référence au et est conforme aux lignes directrices du SADCQF relatives à l'assurance de qualité.
6. Il existe une nette indication des autorités nationales compétentes en charge de la vérification c obtenues dans le système national.
7. Le processus d'alignement comprend l'accord explicite des organismes compétents d'assuranc
8. Les organismes nationaux compétents certifient l'alignement du CNC/SNC sur le SADCQF. Ils rapport exhaustif d'alignement et les éléments qui étayent cet alignement.
9. La plateforme officielle du pays doit prévoir un processus de consultation publique du rapport d
10. Des plans clairs ont été élaborés afin d'apporter des changements à la législation et à la politi l'alignement sur les niveaux du SADCQF à indiquer sur les nouveaux certificats de qualification, d autres documents délivrés par les autorités compétentes.

Le TCCA a approuvé et publié un guide pour les États membres sur le processus d'alignement et la feuille de route. Des documents visuels sont disponibles (voir la figure 7 du présent rapport).

Huit pays (Afrique du Sud, Botswana, Eswatini, Lesotho, Maurice, Namibie, Seychelles et Zambie) ont accepté de participer à la phase pilote d'alignement en 2017, tandis que d'autres pays se sont déclarés intéressés par l'alignement.

	En 2019, deux pays ont achevé le processus d'alignement (l'Afrique du Sud[59] et les Seychelles[60]) et en 2020, Maurice[61] a soumis son rapport d'alignement au secrétariat de la CDAA pour validation. **Expérience du processus d'alignement sur le cadre des certifications d'Afrique du Sud:** Facteurs favorables: l'existence de lignes directrices claires du SADCQF relatives au processus d'alignement, et d'un mécanisme central de pilotage (secrétariat) pour coordonner et assurer la mise en œuvre du processus (assuré par la SAQA). En Afrique du Sud, le processus d'alignement a été entrepris par le Comité national d'alignement (CNA) composé de représentants du DHET, du DBE, de la SAQA et des trois conseils pour la qualité: CHE, QCTO et Umalusi. Des invitations ont été envoyées aux directeurs généraux du DHET et du DBE, ainsi qu'aux PDG des trois conseils pour la qualité, qui ont désigné leurs représentants du secteur pour siéger au CNA. La SAQA a également assuré le secrétariat, piloté le processus, élaboré une feuille de route avec des jalons qui ont été suivis de près, et coordonné tous les projets de rapport d'alignement et les processus associés, en assurant la mise en œuvre des actions pertinentes. Le projet de rapport a été présenté à la réunion du Conseil de la SAQA (après recommandation du CNA) et a été approuvé pour commentaires. Le rapport a été soumis aux commentaires pendant un mois. Tous les commentaires ont été rassemblés et pris en compte dans la version finale du rapport, qui a été ensuite soumise au Conseil de la SAQA pour approbation. Après l'approbation du Conseil, le rapport a été présenté lors de la réunion du TCCA EXCO, dont les commentaires ont été rassemblés et pris en compte dans une version actualisée du rapport. La version finale a été approuvée par le TCCA et est disponible sur le site de la SAQA.
4: Priorités, jalons et perspectives	Des mécanismes temporaires sont mis en place, tant que **l'unité de mise en œuvre du SADCQF n'est pas encore opérationnelle**. À l'heure actuelle, il est impossible d'estimer un délai pour le lancement de cette unité, compte tenu des nombreuses contraintes de ressources et de capacités sur le plan national et régional. La CDAA dispose du cadre régional des certifications le plus avancé d'Afrique et la stratégie du développement de la CDAA à l'horizon 2030 (RISDP) prévoit un soutien en vue de sa mise en œuvre renforcée (aux niveaux régional et national). La grande majorité des CNC africains en phase opérationnelle ont été élaborés dans cette région et trois d'entre eux ont été alignés sur le SADCQF. Le nombre de pays prenant le SADCQF comme référence devrait augmenter dans les années à venir, grâce à de nouvelles mesures d'accompagnement. **Coopération avec d'autres CRC:** Dès le début de sa mise en œuvre en 2017, le SADCQF a envisagé une coopération et un apprentissage collégial avec d'autres cadres régionaux. En 2017, le TCCA a entrepris une analyse comparative du SADCQF avec le CEC et l'AQRF. Les 10 critères d'alignement/de référencement du SADCQF et du CEC sont très similaires.

[59] SAQA, *Report on the alignment of the South Africa National Qualifications Framework (SANQF) to the Southern African Development Community Qualifications Framework (SADCQF)* [Rapport sur l'alignement du cadre national des certifications en Afrique australe (SANQF) sur le cadre des certifications de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADCQF)], 2019, https://www.saqa.org.za/sites/default/files/2020-02/SADCQF%20alignment%20report%20%28js%2907012020.pdf

[60] **Projet de rapport:** SQF, *Draft Report on the Alignment of the Seychelles National Qualifications Framework (SNQF) to the Southern African Development Community Qualifications Framework (SADCQF)* [Projet de rapport sur l'alignement du cadre national des certifications des Seychelles (SNQF) sur le cadre des certifications de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADCQF)], 2018, http://www.sqa.sc/Resources/DocsForComment/DraftReportAlignmentSeychellesNQFSADCQF.pdf

[61] MQA, *Report on alignment of the National Qualifications Framework of the Republic of Mauritius to the SADC Qualifications Framework* (Rapport sur l'alignement du cadre national des certifications de la République de Maurice sur le cadre des certifications de la CDAA), 2019, http://www.mqa.mu/English/Documents/FS/Report15042019.pdf

14. CADRE DES CERTIFICATIONS DE L'ASSOCIATION SUD-ASIATIQUE DE COOPÉRATION RÉGIONALE (ASACR)

Titre du CRC + acronyme	**Cadre des certifications de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR)**
Brève description du CRC	Les dernières années ont été marquées par une initiative croissante en vue d'élaborer un cadre de référence des certifications de l'ASACR. Cela a donné lieu à un projet de concept et de feuille de route pour l'élaboration d'un CRC, proposé par un consultant et fondé sur une enquête et des entretiens avec des parties prenantes de différents pays et des consultations supplémentaires sur des projets de textes[62]. Un cadre à huit niveaux est proposé avec des descripteurs relatifs aux connaissances et compétences, au contexte et à l'application pour soutenir l'enseignement secondaire, l'EFP, l'acquisition de compétences et l'enseignement supérieur. Une feuille de route de cinq ans a été dressée afin d'orienter la mise en œuvre vers le premier référencement des cadres nationaux. L'assurance de la qualité est un élément important du CRC, qui devrait favoriser le bien-être des citoyens en leur permettant de réaliser leur potentiel, en renforçant la collaboration et l'assistance mutuelle. La base du CRC est constituée non seulement de l'harmonisation des certifications de compétences et leur reconnaissance accrue dans les pays de destination, mais aussi de l'amélioration des acquis d'apprentissage, de la qualité de l'éducation et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.
Régions/pays couverts	Afghanistan, Bangladesh, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka. Le Bhoutan n'a pas encore été consulté.
Lien vers des informations supplémentaires (par exemple le site web du CRC)	
0: Contexte	Fondée en 1985, l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) est l'organisation intergouvernementale régionale et l'union géopolitique des États d'Asie du Sud. Ses États membres comprennent l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka. En 2019, l'ASACR représentait 3 % de la superficie mondiale, 21 % de la population mondiale et 4,21 % de l'économie mondiale. Les dernières années ont été marquées par une initiative croissante en vue d'élaborer un cadre de référence des certifications de l'ASACR. La raison d'être d'un CRC pour cette région découle de la déclaration de Katmandou de novembre 2014, lorsque les chefs d'État ou de gouvernement de l'ASACR ont convenu de promouvoir la coopération régionale dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels. Le plan d'action de l'ASACR sur la migration de main-d'œuvre (mai 2016) appelle à l'élaboration d'un cadre pour la certification de compétences: *«Les États membres travailleront à la reconnaissance de leurs compétences/certifications par les pays de destination. Par ailleurs, ils devraient s'efforcer de parvenir à un cadre régional de certification de compétences qui pourrait servir de référence pour les accords bilatéraux, dans la mesure du possible, avec les pays de destination ou dans les*

[62] Bateman, et Giles, *Feasibility study on the establishment of a Regional Qualifications Framework (TQF) in SAARC: Final report* [Étude de faisabilité de l'élaboration d'un cadre régional des certifications (TQF) dans l'ASACR: rapport final], décembre 2020, fournie avec gentillesse par l'OIT, inédite.

	forums consultatifs régionaux et internationaux»[63]. Alors que le cadre d'action de l'ASACR pour l'éducation à l'horizon 2030 (septembre 2016) a recensé 12 priorités, dont au moins cinq sont pertinentes pour le CRC, y compris l'accent mis sur les acquis d'apprentissage et la qualité de ce dernier, l'apprentissage tout au long de la vie, ainsi que le renforcement des partenariats et de la gouvernance. La reconnaissance des certifications est une priorité pour le CRC.
1: Appropriation/ engagement	Les politiques de l'ASACR constituent la base du CRC. Le CRC est une conséquence logique de ces politiques. Les parties prenantes de tous les pays, à l'exception du Bhoutan, ont fait l'objet d'une enquête, ont été interrogées et consultées en ce qui concerne les résultats. Toutefois, il a été souligné qu'il faudrait davantage consulter les acteurs clés du secteur de l'éducation et de la formation et du Bhoutan pour affiner les propositions et s'assurer que la vision commune est claire et partagée. Le projet bénéficie de l'aide de donateurs. Le travail d'élaboration actuel fait partie d'un projet de trois ans financé par la DDC et soutenu par l'équipe «Travail décent» de l'OIT pour l'Asie du Sud. L'élaboration et la mise en œuvre du CRC demanderont plus de financement.
2: Cadre stratégique, objectifs, champ d'application et intérêts mutuels	**Objectifs:** Le futur CRC serait donc un outil destiné à permettre de comparer les certifications entre les États membres de l'ASACR et de faciliter une meilleure reconnaissance des compétences des travailleurs migrants d'Asie du Sud dans les pays de destination, notamment dans la région du Golfe (CCG). À cet égard, ce CRC pourrait notamment contribuer: ▪ à permettre aux employeurs dans les pays de destination de comparer les certifications des travailleurs de plusieurs pays d'origine, et de sélectionner les travailleurs qui répondent le mieux à leurs besoins; ▪ à faciliter l'instauration de conditions de concurrence plus équitables parmi les pays d'origine, en favorisant une compétition loyale fondée sur la compétence des travailleurs. Selon le concept proposé, le principal objectif du CRC de l'ASACR est de permettre le référencement des cadres ou systèmes nationaux des certifications, et donc de permettre la comparaison de tous les types et niveaux de certifications dans les cadres ou systèmes nationaux des certifications des États membres participants, en se concentrant sur le référencement de leurs niveaux de certification par rapport à ceux du CRC de l'ASACR. Ces comparaisons de certifications parmi les États membres de l'ASACR visent à: • améliorer la reconnaissance des certifications; • améliorer la mobilité des étudiants et de la main-d'œuvre; • améliorer la transparence des certifications, des systèmes de certification et des arrangements en matière d'assurance de la qualité; • améliorer la reconnaissance de l'apprentissage effectué en dehors de l'enseignement formel; • soutenir les cadres nationaux des certifications qui facilitent l'apprentissage tout au long de la vie; • renforcer l'identité régionale et soutenir d'autres initiatives régionales; • assurer un lien avec d'autres cadres régionaux des certifications au niveau international. **Champ d'application:** L'expérience récente de la région a montré que les pays d'Asie du Sud œuvrent de plus en plus à la mise en place de cadres nationaux des certifications unifiés (au lieu de cadres séparés pour l'enseignement supérieur et l'EFTP). En conséquence, les plans actuels pour le CRC suggèrent également que celui-ci devrait être un cadre des

[63] https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---sro-new_delhi/documents/presentation/wcms_566509.pdf

	certifications global et couvrir l'enseignement secondaire, l'EFTP, l'acquisition de compétences, l'enseignement supérieur et l'apprentissage tout au long de la vie. **Intérêts mutuels:** Un dialogue avec le CEC serait considéré comme très précieux et prioritaire. En outre, un dialogue avec l'ASEAN (AQRF) et le CCG serait demandé, au sujet du développement des compétences de la main-d'œuvre migrante. Le CEC et l'AQRF sont mentionnés comme des références de comparaison. Si l'on prend l'exemple de l'Inde, ce pays est à la fois un pays d'origine et de transit, ainsi qu'une destination populaire pour les travailleurs transfrontaliers. Les chiffres officiels suggèrent qu'il y avait plus de 30 millions d'Indiens à l'étranger en 2018, dont plus de 9 millions au sein de la diaspora indienne concentrée dans la région du CCG. Plus de 90 % des travailleurs migrants indiens, dont la plupart sont des personnes ayant un faible niveau de compétences et des ouvriers semi-qualifiés, travaillent dans la région du Golfe et en Asie du Sud-Est. Bien que les chiffres exacts ne soient pas connus, plusieurs études soulignent la présence de flux sortants de migration de main-d'œuvre plus importants et la présence d'un grand nombre de migrants sans papiers dans la région du CCG (OIT, 2018).
3: État d'avancement de la mise en œuvre	Étude de faisabilité réalisée en 2020.
	Cette initiative n'en est qu'à ses débuts et le CRC, en tant que tel, n'existe pas encore à ce jour. Un cadre à huit niveaux est proposé avec trois descripteurs de domaine. Un comité technique est proposé pour gérer le CRC. Une feuille de route est également proposée.
	Selon les plans actuels pour le futur CRC, celui-ci pourrait suivre le modèle de l'AQRF. Le CRC devrait démarrer comme un cadre volontaire neutre, qui ne supplante pas les arrangements nationaux en place, mais met l'accent sur l'assurance de la qualité et l'harmonisation.
4: Priorités, jalons et perspectives	Après l'étude de faisabilité, une consultation plus large a été recommandée, ainsi qu'un financement poursuivi des donateurs pendant le l'élaboration du CRC. Le CRC devrait être inclusif. La consultation devrait tout d'abord être élargie au Bhoutan et, dans tous les pays, s'attaquer spécifiquement aux acteurs clés des secteurs de l'éducation et de la formation. Le financement des donateurs pour le suivi doit être assuré. La feuille de route prévoit que, dans un cadre de cinq ans, le CRC pourrait être à un niveau permettant de piloter le référencement des CNC appartenant à deux des huit pays. Toutefois, la feuille prévient que cela peut prendre plus de temps. La diversité des systèmes de certification existants, certains pays ne disposant que de cadres pour l'enseignement supérieur ou l'EFTP, et l'état d'avancement des systèmes d'assurance de la qualité dans les différents pays sont considérés comme des défis. Une vision commune et claire de l'avenir, la sensibilisation et la communication, y compris un portail du CRC, sont considérées comme importantes, de même que des rencontres régulières au niveau régional pour faire évoluer le projet.

15. TQF VUSSC - CADRE DES CERTIFICATIONS TRANSNATIONAL DE L'UNIVERSITÉ VIRTUELLE DES PETITS ÉTATS DU COMMONWEALTH

Titre du CRC + acronyme	**Cadre des certifications transnational de l'université virtuelle des petits États du Commonwealth (TQF VUSSC)**
Brève description du CRC	Le TQF est un dispositif de traduction à dix niveaux pour les cadres des certifications qui comprend des lignes directrices flexibles en matière d'assurance de la qualité et favorise le transfert de cours, de certifications et d'apprenants qualifiés entre les pays. Il est défini comme un instrument de traduction pour la classification des certifications entre les pays participant à l'université virtuelle des petits États du Commonwealth (VUSSC), selon des critères déterminés pour des niveaux d'apprentissage spécifiques atteints, afin d'améliorer le transfert de crédits et de promouvoir des mécanismes d'accréditation communs entre les pays membres de la VUSSC. L'objectif du TQF est de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre efficace de certifications pertinentes et de qualité au sein de la VUSSC.
Régions/pays couverts	La VUSSC est une initiative des ministres de l'éducation des **32 petits États membres du Commonwealth** (pays souverains d'une population égale ou inférieure à 1,5 million d'habitants), et de quelques plus grands pays membres (Botswana, Jamaïque, Lesotho, Namibie et Papouasie - Nouvelle-Guinée) désignés comme petits États parce qu'ils partagent un grand nombre des caractéristiques suivantes. Tous les pays participant à la VUSSC sont de petits États qui partagent au moins certains défis communs face à la mondialisation et à la mobilité accrue des professionnels hautement qualifiés. Ces pays sont les suivants: Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Botswana, Brunei Darussalam, Chypre, Dominique, Eswatini, Fidji, Gambie, Grenade, Guyana, îles Salomon, Jamaïque, Kiribati, Lesotho, Maldives, Malte, Maurice, Namibie, Papouasie - Nouvelle-Guinée, Samoa, Seychelles, Sierra Leone, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tuvalu et Vanuatu. Les îles Caïmans et Montserrat font également partie du réseau, bien que n'étant pas membres du Commonwealth.
Lien vers des informations supplémentaires (par exemple le site web du CRC)	https://vussc.col.org/
0: Contexte	À la demande des chefs d'État du Commonwealth, le Commonwealth of Learning a lancé en 2003 la mise en place de l'université virtuelle des petits États du Commonwealth (VUSSC), fondée sur un modèle virtuel d'éducation à distance. L'objectif était de créer un mécanisme permettant aux participants de renforcer et de développer l'enseignement supérieur en enregistrant et en partageant les certifications. Après l'approbation du concept de la VUSSC par les ministres de l'éducation des pays concernés, il a été demandé au Commonwealth of Learning d'aider ces derniers dans la collaboration et le renforcement des capacités de leurs établissements d'enseignement nationaux au moyen de la VUSSC. Il s'en est suivi une période de quatre ans d'élaboration de cours au moyen des «boot camps» (camps d'entraînement) de la VUSSC. Il en est résulté une proposition de création d'un cadre transnational des certifications (TQF) pour les petits États qui soutiendrait l'élaboration, la reconnaissance internationale, la comparabilité et la compréhension des cours de la VUSSC, harmoniserait les différentes approches présentes dans les États participants et faciliterait la mobilité entre les États. Le cadre a été élaboré et mis en œuvre dans les différentes régions par un comité d'experts.

1: Appropriation/ engagement	Le TQF est dirigé par un **comité de gestion du TQF** «virtuel», qui est un sous-comité des interlocuteurs de la VUSSC responsables de l'initiative. Le Comité est soutenu par un spécialiste de l'éducation pour la VUSSC, au Commonwealth Of Learning (COL), basé à Vancouver. À ce jour, 86 établissements ont participé aux activités de la VUSSC et plus de 53 000 personnes ont été formées. Dix établissements dans huit pays ont commencé à proposer des cours et des programmes de la VUSSC par divers moyens, mais principalement par des modes conventionnels, en ligne ou mixtes. Cependant, certains États membres se sont montrés réticents à l'idée de partager leurs cours, et le taux de participation à certains cours n'est pas très élevé, même si l'on note désormais plus de cours disponibles en accès libre. Ces cours sont partagés en tant que ressources pédagogiques libres. **Structure de gouvernance:** L'organisme chargé de surveiller, de promouvoir et de faciliter la mise en œuvre du TQF est le comité de gestion du TQF (TQF MC). Le premier **comité de gestion du TQF** a été nommé en octobre 2008, constitué de deux représentants de chacune des trois régions principales (Afrique, Pacifique, Caraïbes) dans lesquelles se trouvent les 32 pays participant à la VUSSC. En 2016, le deuxième comité de gestion du TQF a été élu. Aujourd'hui (en 2020), toutes les régions n'ont pas désigné deux représentants. **Ressources et capacités engagées:** Les ressources et capacités sont très limitées. Le TQF MC opère sur une base volontaire. Il comprend un seul employé salarié, payé par le COL. Ce réseau de 32 pays a du potentiel, mais il a besoin d'exemples de réussites pour se développer.
2: Cadre stratégique, objectifs, champ d'application et intérêts mutuels	Le TQF est avant tout un instrument de transposition des certifications. Il n'est pas destiné à remplacer les cadres des certifications ou les systèmes d'assurance de la qualité sectoriels, nationaux ou régionaux existants. Le TQF ne fait pas officiellement partie des cadres législatifs des États membres. L'un des rôles du TQF est de fournir un portail/une base de données pour les certifications, où les établissements des États membres et les agences d'assurance de la qualité peuvent consulter les ressources disponibles. Le rôle premier du COL en collaboration avec le TQF MC est d'élaborer et de maintenir le TQF. L'objectif est de le rendre indépendant de la direction du COL. Le conseil d'administration du TQF élabore et maintient, examine et révise le TQF sur une base périodique: l'intention était de réviser le TQF tous les trois ans, mais depuis 2009, il n'y a eu qu'une seule révision en 2015; une autre révision est en cours de planification. Jusqu'à présent, le TQF n'a pas pleinement atteint ses objectifs. Il y a une certaine réticence de la part de certains États membres, un manque d'enthousiasme d'une part, et un manque d'information d'autre part. **Objectifs:** L'intention initiale majeure du TQF était d'être un outil d'enregistrement permettant aux pays de la VUSSC d'enregistrer leurs cours au cadre, et de les rendre disponibles pour les autres petits États. Les autres objectifs sont les suivants: ▪ effectuer un jugement comparatif (reconnaissance mutuelle des qualifications);

	▪ assurer la mobilité des étudiants entre les États membres, ainsi que la mobilité des travailleurs; ▪ niveler les certifications en leur attribuant les valeurs de crédits; ▪ expliquer les niveaux requis d'aptitudes, de connaissances et de compétences attendus pour un cursus particulier, afin de les rendre «compréhensibles» par les différents établissements et par le public; ▪ promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie et établir de nouvelles filières d'études; ▪ créer une base de données des certifications disponibles dans les pays du Commonwealth (pas encore disponible). **Champ d'application:** Le TQF est un cadre des certifications unifié qui comprend les certifications de l'enseignement supérieur et les certifications techniques et professionnelles postsecondaires proposées par des établissements agréés au niveau national dans les pays participants de la VUSSC. Le nombre de certifications actuellement incluses à ce point dans le cadre reste inconnu. Au cours des dernières années, un établissement a demandé à référencer une certification directement au TQF. Les pays participants ont convenu que le TQF ne devait, en aucun cas, empiéter sur les processus nationaux et régionaux, mais devrait être capable de fournir des mécanismes de coordination, de transfert de crédits et d'accréditation commune. Il permet de comparer différents systèmes de certification dans plusieurs pays sans avoir à le faire sur une base bilatérale. Il pourra également servir de forum pour encourager l'examen par les pairs lorsque les établissements et les ministères de l'éducation participants le jugent nécessaire. **Intérêts mutuels:** Le TQF a des liens avec le CQF et le registre océanien. Une possible comparaison avec le CEC porterait sur l'alignement et la comparaison d'informations. Elle pourrait contribuer à combler le fossé entre l'EFP et l'enseignement supérieur, d'autant plus que cela pourrait prendre une forme compréhensible pour tous. Nous œuvrons tous dans le domaine de la qualité, cela pourrait donc être très utile. Un dialogue s'impose pour surmonter les obstacles régionaux.
3: État d'avancement de la mise en œuvre	**Actuellement, seuls 50 % des pays de la VUSSC sont intéressés par une collaboration avec le TQF, alors que les autres restent réticents. Le document de référence fera l'objet d'une révision.** Le TQF a été officiellement lancé en 2010 en Namibie. En 2011, des travaux ont été lancés pour enregistrer les premières certifications dans le TQF. Des normes pour les cours de la VUSSC ont ensuite été élaborées dans les domaines du tourisme, de l'agriculture et des TIC grâce à des ateliers consultatifs organisés depuis 2010 aux Bahamas et au Samoa, et en 2012 aux Seychelles. En 2015, le comité de gestion du TQF a approuvé l'enregistrement de six programmes de la VUSSC. En 2015, l'université ouverte de Malaisie a tenu une réunion pour finaliser la révision du TQF et le référencement des CNC par rapport au TQF, et pour approuver l'enregistrement de six programmes de la VUSSC dans le TQF. Le TQF complété fournit aux petits États des procédures et des lignes directrices plus actuelles et un instrument de référence pour l'alignement des certifications sur le TQF. Le TQF a fait l'objet d'une révision par le comité de gestion en 2016. Cela est important, car le Commonwealth of Learning avait initialement demandé l'aide de l'Autorité sud-africaine des qualifications (SAQA) pour élaborer le TQF. Depuis lors,

les petits États ont pris les commandes de la mise en œuvre de la VUSSC, avec le soutien du COL.

Actuellement, le COL et le TQF MC facilitent la formation grâce à des ateliers et des formations; le comité de gestion est censé évaluer les programmes à inclure dans le TQF, ce qui ne peut être fait par les membres eux-mêmes (car cela nécessite une expertise et des outils) qui demanderont ensuite au COL de les inclure au cadre.

Critères techniques:
L'architecture à dix niveaux proposée pour le TQF comprend un ensemble de descripteurs de niveau qui incluent trois domaines: les connaissances et la compréhension; les aptitudes; et, enfin, les compétences personnelles et professionnelles plus larges.

Exemple: Descripteurs de niveau du TQF pour les niveaux 8 à 10:

Table 1: Overview of the TQF

Levels and descriptors		Minimum credit	Qualification types
10	• Acquire and possess a systematic understanding of a substantial body of knowledge which is at the forefront of an academic discipline, field of study or area of professional practice. • Be able to create and interpret new knowledge at a most advanced frontier of a field of work or study through original and advanced research of a quality to satisfy peer review, extend the forefront of the discipline and merit publication. • Possess the most advanced and specialised skills and techniques to be able to conceptualise, design and implement a project for the generation of new knowledge or to solve critical problems or to refute or redefine existing knowledge. • Demonstrate authority, innovation, autonomy, integrity and personal responsibility for the production or development of innovative ideas or processes in the context of an academic discipline, field of study or area of professional practice.	360	Doctoral Degree
9	• Have a logical understanding of a body of highly specialised knowledge, some of which is at the forefront of their academic discipline, field of study or area of professional practice, as a basis for original thought and/or the conduct of research and/or enquiry. • Have a comprehensive understanding of the research skills and/or relevant established techniques applicable to their own research or to advanced scholarship that can be used to create and interpret knowledge. • Demonstrate originality in the application of knowledge to solve problems, together with a practical understanding of how knowledge can be managed to transform work or study. • Possess a conceptual understanding of how to analyse and critically evaluate current research in their academic discipline, field of study or work and to apply where appropriate to solve problems.	240	Master's Degree
8	• Have systematic, extensive and comparative knowledge of the key aspects of their academic discipline, field of study or work. • Possess an ability to deploy accurately established analytical tools and/or techniques and enquiry within their academic discipline, field of study or work. • Be able to use their knowledge, understanding and skills of a wide range of concepts, ideas and information to devise and sustain arguments and/or to solve problems. • Display a critical understanding of the uncertainty, ambiguity and limits of knowledge and how it is developed. • Possess the ability to manage their own learning and to make use of scholarly reviews and primary sources (e.g. referred research articles and/or original materials appropriate to the discipline).	120	Postgraduate Certificate and Diploma; Bachelor Degree with Honours

Types de certification du TQF:

Table 2: Qualification types in the TQF

TQF level	Qualification type	Minimum credits
10	Doctoral Degree	360
9	Master's Degree	240
8	Postgraduate Certificate and Diploma Bachelor Degree with Honours	120
7	Bachelor Degree Graduate Certificate and Diploma	360
6	Advanced/Higher Diploma Associate Degree/Foundation Degree	240
5	Diploma	240
4	Advanced Certificate	120
3	Certificate III	40
2	Certificate II	40
1	Certificate I	40

Source: COL 2015: 32

Relation CRC-CNC:
Le TQF est aligné sur le CQF (Caricom)

En matière d'assurance de la qualité, le TQF s'appuie entièrement sur les mécanismes d'assurance de la qualité des pays qui conçoivent ou proposent les cours. Le modèle du TQF exclut l'accréditation des prestataires, qui est effectuée aux niveaux national et régional, mais inclut l'enregistrement des certifications: une certification qui répond aux critères de certification transnationaux sera enregistrée dans le TQF et appelée «certification enregistrée au TQF».
Tout prestataire d'enseignement ou de formation d'un pays participant à la VUSSC qui satisfait aux critères généraux d'assurance de la qualité et qui est accrédité au niveau sectoriel, national et/ou régional, pourra offrir une telle certification enregistrée. Des lignes directrices relatives aux établissements d'enseignement supérieur, aux organismes régionaux, aux organismes externes d'assurance de la qualité et aux étudiants ont été approuvées. Le TQF peut fournir des conseils sur les processus nationaux d'assurance de la qualité, sur la base des lignes directrices internationales existantes.

En 2016, le référencement du TQF par rapport aux cadres nationaux et régionaux des certifications, dont le cadre européen des certifications, a été approuvé. Une certification émanant d'un pays participant à la VUSSC peut désormais être reconnue dans tout le Commonwealth, à condition qu'elle ait satisfait à tous les critères d'assurance de la qualité des cadres des certifications nationaux, régionaux et transnationaux. L'élaboration d'un cadre national des certifications (CNC) dans les petits États participant au TQF varie considérablement, mais se trouve encore, pour la plupart, à un stade précoce. Seuls Malte, Maurice, la Namibie et le Samoa ont marqué une progression plus rapide. Le Guyana, la Grenade, la Barbade et la Jamaïque travaillent également sur leurs CNC ou l'ont fait dans le passé; elles s'inspirent des systèmes britanniques et européens (par exemple de l'Écosse), ainsi que de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

4: Priorités, jalons et perspectives[64]	Le taux de participation au TQF n'étant pas aussi élevé que prévu, une révision sera effectuée dans les prochains mois (2020) en vue de moderniser le cadre. Des consultants externes analyseront ce qu'il faut faire pour améliorer la facilité d'utilisation et mieux promouvoir le TQF. À cet égard, la chaîne de blocs est également susceptible de poser problème, tout comme la difficulté à combler le fossé entre l'EFP et l'enseignement supérieur. Les trois régions du TQF examineront tous les besoins actuels et répondront à des questions telles que celle de savoir quels sont les débouchés des diplômés et celle de savoir d'où ils accèdent aux cours. En ce qui concerne la crise de la COVID-19, les besoins actuels sont satisfaits par l'offre d'un apprentissage mixte et d'un apprentissage en ligne.

[64] En 2020, le COL, en partenariat avec l'université des Seychelles, a commencé à proposer une série de quatre CLOM gratuits sur le thème «Blue Economy: Sustainability, Innovation and our Ocean» (Économie bleue: durabilité, innovation et notre océan). Des milliers d'apprenants du monde entier y ont déjà pris part, et les enseignants viennent de plusieurs pays différents, ce qui crée une atmosphère d'enrichissement réciproque. Les apprenants qui auront terminé les quatre CLOM recevront un certificat de réussite. https://www.colvee.org/course/vussc/introduction-blue-economy

LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES

	Organisation	Date
AQF (modèle ANQAHE)		
Tariq Al-Sindi	Autorité de la qualité de l'éducation et de la formation de Bahreïn, secrétaire général de l'ANQAHE	20 août 2020
AQRF		
Megawati Santoso	Comité de l'AQRF, président	10 septembre 2020
CQF		
Ruby Alleyne	Université de Trinité-et-Tobago	25 août 2020
Laurette Bristol	Secrétariat de la Caricom	
EAQFHE		
James Otieno Jowi	Communauté de l'Afrique de l'Est, responsable principal de l'éducation	1er octobre 2020
MCAP		
Paola Ibañez Cantillana	Ministère de l'éducation, Chili	27 août 2020
Fernando Vargas	OIT Cinterfor, Uruguay	21 août 2020
Mcesca		
Elizabeth Colucci	EUA	21 août 2020
Francisco Alcarón Alba	CSUCA (Consejo Superior Universitario Centroamericano), coordinateur régional	
Noemi Navas	CSUCA, équipe technique pour l'élaboration du CRC	
PQF		
Selai Waqainabete - Nainoca	Bureau du Pacifique Sud pour l'évaluation pédagogique, secrétariat de la Communauté du Pacifique, responsable de l'évaluation pédagogique	3 septembre 2020
ASACR		
Gabriel Bordado	OIT New Delhi	25 août 2020
SADCQF		
Coleen Jaftha	Autorité sud-africaine des qualifications (SAQA)	27 août 2020
TQF		
Mairette Newman	Commonwealth of Learning (COL), spécialiste de l'éducation: VUSSC	19 août 2020
Michael Bradshaw	Université des Indes occidentales; comité de gestion du TQF, COL	2 septembre 2020

RÉFÉRENCES

Allais, S., *Labour market impact of National Qualification Frameworks in six countries* (Incidence sur le marché du travail des cadres nationaux des certifications dans six pays), Organisation internationale du travail, 2017, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---ifp_skills/documents/publication/wcms_585696.pdf

Cedefop, ETF, Unesco et Institut de l'Unesco pour l'apprentissage tout au long de la vie, *Global Inventory of Regional and National Qualifications Frameworks, Volume II: National and Regional Cases*, (Inventaire mondial des cadres régionaux et nationaux des certifications, Volume II: cas nationaux et régionaux), 2019, https://www.cedefop.europa.eu/files/2225_en.pdf

Cedefop, ETF, Unesco, et Institut de l'Unesco pour l'apprentissage tout au long de la vie, *Global Inventory of Regional and National Qualifications Frameworks, Volume II: National and Regional Cases*, (Inventaire mondial des cadres régionaux et nationaux des certifications, Volume II: cas nationaux et régionaux), 2017, https://www.cedefop.europa.eu/files/2222_en.pdf

Cedefop, ETF, Unesco et Institut de l'Unesco pour l'apprentissage tout au long de la vie, *Global Inventory of Regional and National Qualifications Frameworks, Volume II: National and Regional Cases*, (Inventaire mondial des cadres régionaux et nationaux des certifications, Volume II: cas nationaux et régionaux), 2015, https://www.cedefop.europa.eu/files/2213_en_vol2.pdf

ETF, Transnational Qualifications Frameworks (Cadres transnationaux des certifications), 2011, https://www.etf.europa.eu/sites/default/files/m/720E67F5F1CC3E1DC125791A0038E688_Transnational%20qualifications%20frameworks.pdf

Commission européenne, Recommandation du Conseil du 22 mai 2017 concernant le cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie et annulant la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, 2017, https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32017H0615%2801%29

Commission européenne, ETF, Cedefop, *National Qualifications Frameworks (NQFs) and their development stages* [Cadres nationaux des certifications (CNC) et leurs stades d'avancement], projet de document inédit, préparé pour le groupe consultatif pour le CEC, 2020.

Organisation internationale du travail, *Migrant Workers' Skills Portability in Africa at Regional Economic Community and Continental Level. Guidance Towards an African Qualifications Framework?* (La portabilité des compétences des travailleurs migrants en Afrique au niveau de la Communauté économique régionale et au niveau continental. Orientations vers un cadre africain des certifications?), 2018, auteurs: Werquin, P., Panzica, F., https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/documents/publication/wcms_731236.pdf

Ressources numériques:

___Partenariats pour la mobilité:
___https://ec.europa.eu/home-affairs/e-library/documents/policies_en?policy=468
___Base de données des traités et accords:
___https://www.consilium.europa.eu/fr/documents-publications/treaties-agreements/

___

CRC:

___**1 Cadre continental africain des certifications (ACQF)**
ACQF, *Snapshot of the Mapping Study Towards the African Continental Qualifications Framework (Aperçu de l'étude cartographique vers le cadre continental africain des*

*certifications),*AU-EU Skills for Youth Employability Programme — Coopération Technique de la SIFA, 2021, auteurs:Keevy, J., Castel-Branco, E., https://www.nepad.org/skillsportalforyouth/publication/african-continental-qualifications-framework-acqf-mapping-study

ACQF, *Towards the African Continental Qualifications Framework – Mapping report (Vers un cadre continental africain des certifications — rapport d'étude cartographique),* AU-EU Skills for Youth Employability Programme — Coopération Technique de la SIFA, 2021, auteurs: Keevy, J., Bateman, A., Castel-Branco, E., Mavimbela, L., Adotevi, J., Sutherland, L., Matlala, R., Kyari, U., et Sibiya, T., https://www.nepad.org/skillsportalforyouth/publication/african-continental-qualifications-framework-acqf-mapping-study

ACQF, *Towards the African Continental Qualifications Framework – Synthesis (Vers un cadre continental africain des certifications — synthèse),*AU-EU Skills for Youth Employability Programme — Coopération Technique de la SIFA, 2021, auteurs: Keevy, J., Bateman, A., Castel-Branco, E., Mavimbela, L., Adotevi, J., Sutherland, L., et Matlala, R., https://www.nepad.org/skillsportalforyouth/publication/african-continental-qualifications-framework-acqf-mapping-study

2 Cadre des certifications arabe pour l'enseignement supérieur (modèle ANQHE)

ANQAHE, *Qualfications Framework – ANQAHE Model (Strategic Document 2012)* [Cadre des certifications — Modèle ANQAHE (document stratégique 2012)], 2012, http://www.anqahe.org/uploads/7/3/3/4/73345067/anqahe_aqf_.pdf

3 Cadre de référence des certifications de l'ASEAN (AQRF)

https://asean.org/asean-economic-community/sectoral-bodies-under-the-purview-of-aem/services/asean-qualifications-reference-framework/
https://asean.org/storage/2018/12/AQRF-Publication-2018-Final.pdf
Référencement
https://asean.org/wp-content/uploads/2017/03/ED-02-ASEAN-Qualifications-Reference-Framework-January-2016.pdf
https://asean.org/two-pioneering-referencing-reports-completed-comparison-education-qualification-aqrf/
Soutien de l'UE au CC dans l'enseignement supérieur
https://www.share-asean.eu/activities/qualifications-reference-frameworks

4 Cadre des certifications de la Caricom (CQF)

https://actt.org.tt/images/documents/CQF/2018/A_Report_on_the_CARICOM_Qualifications_Framework.pdf
http://csme.caricom.org/documents/booklets/65-free-movement-travel-and-work-3rd-edition/file
https://www.collegesinstitutes.ca/wp-content/uploads/2014/05/CARICOM-Qualifications-Framework.pdf
https://caricom.org/organs_and_bodies/the-council-for-human-and-social-development-cohsod/

5 Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES)

https://www.lecames.org/programmes/pred/
http://www.lecames.org/diplome_cames/#
https://www.lecames.org/
https://www.lecames.org/le-cames-participe-au-second-webinaire-dapprentissage-par-les-pairs-a-propos-du-cadre-continental-africain-de-certifications-et-de-qualifications-acqf/
CAMES Plan Stratégique 2020-2022: https://www.lecames.org/plan-strategique/

6 Cadre régional des certifications de la Cedeao pour l'Afrique de l'Ouest

Unesco, Cedeao, PNUD, *Contribution au développement de cadres nationaux et du cadre régional des certifications (CNC/CRC) dans la sous-région de la Cedeao: analyse régionale et perspectives*, 2013, https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000228244
Étude cartographique de l'ACQF: Cedeao, Rapport national, AU-EU Skills for Youth Employability Programme — Coopération Technique de la SIFA, 2020, auteur: Adotevi, J., https://www.nepad.org/skillsportalforyouth/publication/african-continental-qualifications-framework-acqf-mapping-study

https://www.voced.edu.au/content/ngv%3A63595
https://www.ecowas.int/validation-of-draft-ecowas-framework-on-recognition-and-equivalence-of-degrees/
http://www.unesco.org/new/en/media-services/single-view/news/cooperation_between_unesco_and_ecowas_towards_a_qualificati/

7 Cadre des certifications d'Afrique de l'Est pour l'enseignement supérieur (EAQFHE)

Étude cartographique de l'ACQF: Communauté de l'Afrique de l'Est, Rapport national, AU-EU Skills for Youth Employability Programme — Coopération Technique de la SIFA, 2020, auteur: Overeem, M., https://www.nepad.org/skillsportalforyouth/publication/african-continental-qualifications-framework-acqf-mapping-study
UICEA, Communauté de l'Afrique de l'Est, *East African Qualifications Framework for Higher Education* (Cadre des certifications d'Afrique de l'Est pour l'enseignement supérieur), avril 2015, http://iucea.org/eahea1/wp-content/uploads/bsk-pdf-manager/East_African_Qualifications_Framework_for_Higher_Education_Final_Print_2015_3.pdf
Approval of the East African Qualifications Framework for Higher Education for Its Operationalization (Approbation du cadre des certifications d'Afrique de l'Est pour l'enseignement supérieur en vue de son opérationnalisation), communiqué de presse du 11 mai 2015, https://www.saqa.org.za/docs/pol/2015/Approval%20of%20the%20East%20African%20Qualifications%20Framework%20for%20Higher%20Education%20for%20Its%20Operationalization.pdf

8 Cadre des certifications des pays du Golfe (GQF)

Chakane, M., et Rodrigues, P., *GCC Qualifications Frameworks Conference Report* (Rapport de conférence sur les cadres des certifications du CCG), 19 mai 2009, projet de cadre des certifications, http://www.qualifications.ae/2009gccconference/GCC_Report_1Nov.pdf
Banque asiatique de développement, *India: Skills Development for Inclusive Growth, Volume 5: Review of International Recognition Options and Arrangements for National Occupational Standards and Qualification Packs (Financed by the Asian Development Bank)* [Inde: développement des compétences pour une croissance incluse, Volume 5: Examen des options et des arrangements de reconnaissance internationale des normes professionnelles nationales et des programmes de certification (Financé par la Banque asiatique de développement)], 2016, préparé par Ernst & Young India, septembre 2016.
Actualités sur l'adoption du cadre des certifications du Qatar (7 novembre 2019): https://www.gov.qa/wps/portal/media-center/news/news-details/cabinetapprovesadoptionofthenationalqualificationframeworkdraftdecision
Actualités sur la restructuration du gouvernement des EAU (5 juillet 2020): https://www.bna.bh/en/news?cms=q8FmFJgiscL2fwIzON1%2BDhg8qijaVzG3vZt4Kf2IQdc%3D
https://fr.wikipedia.org/wiki/Conseil_de_coop%C3%A9ration_du_Golfe

9 Cadre des certifications de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/documents/publication/wcms_731236.pdf
OIT, Migrant workers' skills portability in africa at regional economic community and continental level (La portabilité des compétences des travailleurs migrants en Afrique au niveau de la Communauté économique régionale et au niveau continental), 2019, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/---ro-abidjan/---sro-addis_ababa/documents/publication/wcms_751801.pdf
OIT, *The potential of skills development and recognition for regulated labour mobility in the IGAD Region* (Le potentiel du développement et de la reconnaissance des compétences pour la mobilité réglementée de la main-d'œuvre dans la région de l'IGAD), 2020, https://www.igad.int/attachments/article/1725/De%CC%81claration%20de%20Djibouti%20sur%20l%E2%80%99Education%20des%20Refugie%CC%81s.pdf
Déclaration de Djibouti sur l'éducation des réfugiés
https://data2.unhcr.org/fr/documents/details/65412
https://igad.int/attachments/article/2593/IGAD%20Regional%20Education%20Policy%20Framework%202020.pdf
https://globalcompactrefugees.org/article/implementing-djibouti-declaration-education-refugees-returnees-host-communities#?

10 Marco de cualificaciones Alianza del Pacífico (Alliance du Pacifique)

Alianza del Pacífico (n.d.), *Red de Especialistas de Marcos de Cualificaciones de la Alianza del Pacífico (Remcap)*, *Mandatos presidenciales relacionados con la Remcap*, inédit.

Alianza del Pacífico (n.d.), *Mandatos presidenciales sobre la educación*, https://alianzapacifico.net/wp-content/uploads/MANDATOS-PRESIDENCIALES-SOBRE-EDUCACIO%CC%81N_vf-1.pdf

Ministerio Nacional de Educación Colombia, *Introducción al MNC*, *Marco Nacioanal de Cualificaciones Colombia*, 2017, https://www.mineducacion.gov.co/1759/articles-362828_recurso.pdf

Ministerio de Educación Chile, *Marco de cualificaciones técnico-profesional*, 2017, http://marcodecualificacionestp.mineduc.cl/wp-content/uploads/2018/01/1-Marco-de-Cualificaciones-TP_2017.pdf

Ministerio de Educación Chile, *Puentes del MCTP con Otros Marcos de Cualificaciones*, 2017, Marzo 2017, http://marcodecualificacionestp.mineduc.cl/wp-content/uploads/2020/03/Puentes-del-MCTP-con-otros-Marcos-version-2020-.pdf

https://fr.wikipedia.org/wiki/Alliance_du_Pacifique

https://alianzapacifico.net/en/organization-chart-and-objectives/

https://www.gob.pe/institucion/rree/noticias/17140-declaracion-de-puerto-vallarta

https://alianzapacifico.net/grupo-tecnico-de-educacion/

11 Marco de Cualificaciones para la Educación Superior Centroamericana (Mcesca) Cadre des certifications pour l'enseignement supérieur en Amérique centrale

http://www.csuca.org/docs-csuca/libros/Marco%20de%20cualificaciones%20para%20la%20educacion.pdf

http://www.cse.go.cr/actas/marco-de-cualificaciones-para-la-educacion-superior-centroamericana-0

http://hica.csuca.org/

https://www.sica.int/proyectos/marco-de-cualificaciones-para-la-educacion-superior-centroamericana_31.html

https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/projects/eplus-project-details/#project/561531-EPP-1-2015-1-ES-EPPKA2-CBHE-SP

12 Registre océanien des certifications et des normes/Cadre des certifications de la zone Pacifique (PQF)

Cadre des certifications de la zone Pacifique – EQAP et CPS,

Review of the Pacific Framework for Technical and Vocational Education and Training (Révision du cadre pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels dans la zone Pacifique), 2015,

https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/pacific-register-of-qualifications-standards-strategic-review.pdf

Pacific Regional Education Framework (PacREF) 2018-2030: Moving Towards Education 2030 (Cadre régional d'éducation pour la zone Pacifique (PacREF) 2018 – 2030: en marche vers l'éducation 2030).

PRQS: http://prqs.spc.int/Default.aspx

https://eqap.spc.int/sites/default/files/resources/2020-07/Pacific%20Qualifications%20Framework.pdf

13 Cadre des certifications de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA)

Étude cartographique de l'ACQF: CDAA, Rapport national, AU-EU Skills for Youth Employability Programme — Coopération Technique de la SIFA, 2020, auteur: Mavimbela, L., https://www.nepad.org/skillsportalforyouth/publication/african-continental-qualifications-framework-acqf-mapping-study

MQA, *Report on alignment of the National Qualifications Framework of the Republic of Mauritius to the SADC Qualifications Framework* (Rapport sur l'alignement du cadre national des

certifications de la République de Maurice sur le cadre des certifications de la CDAA), 2019, http://www.mqa.mu/English/Documents/FS/Report15042019.pdf

SAQA, *Report on the alignment of the South Africa National Qualifications Framework (SANQF) to the Southern African Development Community Qualifications Framework (SADCQF)* [Rapport sur l'alignement du cadre national des certifications en Afrique australe (SANQF) sur le cadre des certifications de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADCQF)], 2019, https://www.saqa.org.za/sites/default/files/2020-02/SADCQF%20alignment%20report%20%28js%2907012020.pdf

SQF, *Draft Report on the Alignment of the Seychelles National Qualifications Framework (SNQF) to the Southern African Development Community Qualifications Framework (SADCQF)* [Projet de rapport sur l'alignement du cadre national des certifications des Seychelles (SNQF) sur le cadre des certifications de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADCQF)], 2018, http://www.sqa.sc/Resources/DocsForComment/DraftReportAlignmentSeychellesNQFSADCQF.pdf

Southern African Development Community Qualifications Framework: Analytical Review of Level Descriptors (Cadre des certifications de la Communauté de développement de l'Afrique australe: révision analytique des descripteurs de niveau),2017, https://www.academia.edu/32433237/Southern_African_Development_Community_Regional_Qualifications_Framework_Analytical_Review_of_Level_Descriptors

CDAA, messages de promotion, https://www.sadc.int/files/7915/3604/7923/SADCQF_Promotion_Messages.pdf.

CDAA, Jaftha, C., Présentation du SADCQF lors du 6e webinaire de l'ACQF, 22 octobre 2020, https://www.etf.europa.eu/sites/default/files/2020-10/session_4_6th_plw_sadcqf_fr_1.pdf

https://www.universityworldnews.com/post.php?story=20181018134820588

14 Cadre régional des certifications de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR)

Bateman, et Giles, *Feasibility study on the establishment of a Regional Qualifications Framework (TQF) in SAARC: Final report* [Étude de faisabilité de l'élaboration d'un cadre régional des certifications (TQF) dans l'ASACR: rapport final], décembre 2020, fournie avec gentillesse par l'OIT, inédite.

OIT, *India Labour Migration Update 2018* [Mise à jour de 2018 sur la migration de main-d'œuvre en Inde], 2018, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---sro-new_delhi/documents/publication/wcms_631532.pdf

https://fr.wikipedia.org/wiki/Association_sud-asiatique_pour_la_coop%C3%A9ration_r%C3%A9gionale

https://www.ilo.org/global/docs/WCMS_566509/lang--fr/index.htm

15 Cadre des certifications transnational de l'université virtuelle des petits États du Commonwealth (TQF VUSSC)

COL, Gertze, Franz, *Referencing Tool, Transnational Qualifications Framework of the Virtual University for Small States of the Commonwealth* (Instrument de référencement, Cadre des certifications transnational de l'université virtuelle des petits États du Commonwealth), 2017,

http://oasis.col.org/bitstream/handle/11599/2965/2017_Gertze_%20Referencing-Tool-TQF-of-the-VUSSC.pdf?sequence=1&isAllowed=y

COL, *Transnational Qualifications Framework for the Virtual University for Small States of the Commonwealth*, *Procedures and Guidelines* [Cadre des certifications transnational de l'université virtuelle des petits États du Commonwealth, Procédures et lignes directrices], 2015, révisé en avril 2015, http://oasis.col.org/bitstream/handle/11599/501/TQF.pdf?sequence=4&isAllowed=y

COL, SAQA, *Transnational qualifications framework for the Virtual University for Small States of the Commonwealth, Procedures and Guidelines* [Cadre des certifications transnational de l'université virtuelle des petits États du Commonwealth, Procédures et lignes directrices], 2010, Pretoria: Commonwealth of Learning, South African Qualifications Authority, www.vussc.info